

Relevé non exhaustif de luttes à portée environnementale dans la région arabe (2022-2023)

jeudi 7 mars 2024, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mars 2024).

Sommaire

- [ALGÉRIE](#)
- [ARABIE SAOUDITE](#)
- [ÉGYPTE](#)
- [IRAK](#)
- [JORDANIE](#)
- [KHUZESTAN](#)
- [2023](#)
- [KOWEÏT](#)
- [LIBAN](#)
- [LIBYE](#)
- [MAROC](#)
- [MAURITANIE](#)
- [OMAN](#)
- [SOUDAN](#)
- [SYRIE](#)
- [TERRITOIRES OCCUPES ET ISRAËL](#)
- [TUNISIE](#)
- [GLOSSAIRE](#)

ALGÉRIE

2022

9 janvier, des étudiants de Maaktas (wilaya de Tizi-Ouzou) ferment les campus de Tamtla, Bastos et Hasnawa pour exiger des transports universitaires.

30 janvier, des habitants du quartier Lagraphe à Bordj Bou Arreridj manifestent pour exiger la réfection de la chaussée, trouée par endroits.

10 février, des habitants de Berrihane (daïra de Ben Mehidi, wilaya de El Tarf) ferment le siège de l'APC pour exiger des emplois pour les jeunes, du logement rural, de l'eau potable et de l'éclairage public.

Mars, des expropriés du barrage hydraulique de Souk Tléta (commune de Tadmaït, daïra de Draa Ben Khedda, wilaya de Tizi-Ouzou) continuent d'occuper un site, bloquant ainsi l'accès à l'extraction

de l'argile, jusqu'à la remise des décisions d'attribution de leur logements. Fin 2023, la question de leur relogement n'était pas résolue.

2 mars, des habitants de Tiksiguiden (commune de Chorfa, daïra de M'chadallah, wilaya de Bouira) réhabilitent à titre volontaire un canal d'irrigation leur permettant les cultures maraîchères et les arbres fruitiers.

10 mars, la coordination des comités de villages de Berkouka (commune et daïra de Maaktas, wilaya de Tizi-Ouzou) exigent de l'eau, l'aménagement urbain, des structures de santé et pour la jeunesse.

16 mars, des habitants de la ferme Si Rabah à Haouch Almarikan (daïra de Oued Alleug, wilaya de Blida) bloquent la route pour protester contre la coupure de courant, l'absence d'eau potable et de développement.

24 mars, les habitants et l'association Avenir d'Aguenar de Outoul Ouest (daïra et wilaya de Tamanrasset) exigent le raccordement au réseau d'eau potable.

14 avril, des étudiants ferment l'université de Tassoust (commune de Émir Abdelkader, daïra de Taher, wilaya de Jijel) pour exiger la réalisation d'une passerelle d'accès à l'université à partir de la RN43 pour mettre un terme aux morts d'étudiants.

15 avril, des habitants de Tala Hamza (ou Ibezghichene) (daïra de Tichy, wilaya de Bejaïa) et Amizour (wilaya de Bejaïa) se réunissent pour exprimer leur rejet d'un projet de la mine de plomb et de zinc pour des raisons environnementales.

13 mai, le collectif d'associations de Tala Hamza organise une randonnée de sensibilisation environnementale sur le site.

Le 20 mai, ils participent à une émission sur la chaîne ALTERNATV. 4 octobre, le chef de daïra de Tichy et le président de l'APC de Tala rencontrent les habitants pour les rassurer.

7 mars 2023, Kamel Aïssat, professeur universitaire en microbiologie, diffuse une vidéo sur l'impact environnemental du projet. 14 mai, Tebboune ordonne l'accélération du projet, prévu pour 2026.

Le 31, les habitants de Aït Bouzid (commune de Tala Hamza) refusent lors de l'assemblée de village le projet.

29 juin, les habitants de Ibezghichène signent une pétition contre le projet.

12 juillet, Kamel Aïssat est convoqué par la gendarmerie de la cité Nacéria à Bejaïa.

Le 16, il est placé sous contrôle judiciaire par un juge du tribunal d'Azemmour et tenu de se présenter tous les 15 jours.

11 novembre, le ministre de l'Énergie et des Mines donne le coup d'envoi aux travaux de construction de la mine.

3 décembre, le procès de Kamel Aïssat est reporté au 24. Son interdiction de sortie du territoire est levée.

Le 24, le parquet requiert 3 ans d'emprisonnement pour diffusion de publications de nature à porter atteinte à la sécurité nationale et à nuire à l'intérêt national.

16 avril, le tribunal criminel de Adrar condamne Mohad Gasmi, militant anti gaz de schiste et anti chômage à trois ans d'emprisonnement, après qu'il eut écopé de cinq ans d'emprisonnement dans une autre affaire.

9 juin, il sa peine est ramenée à trois ans pour la première affaire. 30 juin, il est condamné en appel à trois ans d'emprisonnement et 300 000 dinars d'amende dans la seconde affaire.

5 juillet 2023, il commence une grève de la faim et est hospitalisé.

Le 27, il est transféré à la prison de Boussaada, à 800 km de son domicile.

29 octobre, après son pourvoi en cassation, il est condamné en appel à trois ans dont deux fermes. Il ne sort pas de prison, n'ayant pas bénéficié de la confusion des peines.

6 mai, des habitants des quartiers de Zelouaz et An berber à Tifrit (daïra de Djanet, wilaya de Illizi) se réunissent de nuit pour envisager la riposte aux dommages environnementaux causés par l'extraction de l'or.

8 mai :

- des habitants de Semaoun (daïra de Amizour, wilaya de Bejaïa) achèvent la réalisation de deux forages et quatre fontaines à titre bénévole pour remédier par anticipation à une pénurie d'eau potable pendant l'été.
- des habitants de Beni Yadjis (daïra de Djimla, wilaya de Jijel) interpellent le chef de l'exécutif lors des commémorations pour exiger de l'eau potable.

11 mai, des habitants des logements AADL de Rahmania (daïra de Zeralda, wilaya de Alger) manifestent devant le ministère de l'Habitat pour exiger des infrastructures de proximité : écoles, postes, CEM, transports.

18 mai, des habitants du boulevard Amirouche à Aïn El Hammam (wilaya de Tizi Ouzou) bloquent les routes pour protester contre la démolition de leurs logements menacés par un affaissement de terrain et leur relogement à Oued Falli (daïra et wilaya de Tizi Ouzou) dans une cité délabrée infiltrée par les eaux et le déversement des eaux usées, notamment.

6 et 7 juin, des cultivateurs de tomate industrielle de Bouchegouf (wilaya de Guelma) manifestent et bloquent la route à Bouriachi pour exiger de l'eau d'irrigation et reçoivent une réponse positive de la Direction des Ressources en eau de la wilaya.

21 juin, des travailleurs et cadres de la SARL Dauphin d'Or de Bechloul (wilaya de Bouira) exigent de reprendre leur travail, l'activité étant stoppée depuis trois semaines à la suite d'une inspection de la direction du commerce de la wilaya sur une matière première importée de Chine.

28 juin, des habitants de Zaatria et Sidi Bennour (commune de Mahelma, daïra de Zeralda, wilaya d'Alger) lancent une collecte pour construire des abribus suite à l'absence de réponse des autorités.

10 juillet, des habitants de la cité Sidi Mestour de El Oued bloquent les routes pour protester contre l'inondation de leur quartier par les égouts.

12 juillet, des habitants de Oued El Djemaa (daïra de El Hamadna, wilaya de Relizane) manifestent devant la municipalité pour exiger du courant électrique.

14 juillet, des habitants de Ouakda (daïra et wilaya de Béchar) bloquent la RN6 pour exiger de l'eau potable.

24 juillet, des agriculteurs de la wilaya de Constantine manifestent devant la Direction des Services Agricoles pour exiger que soit déclaré l'état de sécheresse pour 2022 et des solutions.

29 juillet, des habitants de Béchar manifestent pour exiger de l'eau potable.

31 juillet, des habitants de Aït Imghour (commune de Amechras, daïra de Boghni, wilaya de Tizi Ouzou) manifestent devant l'APC pour exiger de l'eau potable, le raccordement à l'électricité et un réseau routier.

4 septembre, des habitants de Aïn Kechra (wilaya de Skikda) bloquent la RN43 pour protester contre l'augmentation du prix du pain, exiger la collecte des déchets, l'éclairage public et le départ du conseil municipal.

8 septembre :

- des associations environnementales de la wilaya d'El Tarf alertent sur le pillage de sable des rives du lac Oubeira (commune de Aïn El Assel), protégé par la convention sur les zones humides, et qui n'aurait donné lieu à aucune poursuite.
- Belkacem Houam, journaliste de El Chourouk, est placé sous mandat de dépôt et entendu par le juge d'instruction de Hussein Dey (wilaya de Alger) pour avoir écrit un article sur le rappel de dattes algériennes en France à cause de l'usage d'un pesticide interdit en Europe. 25 octobre, il est condamné à un an d'emprisonnement dont deux fermes et le rédacteur en chef, Abdelhamid Athmani, est condamné à six mois d'emprisonnement avec sursis.

6 novembre 2022, des habitants de Menad Kada (commune de Oued Sabah, daïra de Aïn Larbaa, wilaya de Aïn Temouchent) refusent la réfection de la route tant qu'un réseau d'égouts n'a pas été installé, pour mettre fin aux maladies dues aux insectes.

29 novembre au 1^{er} décembre, des habitants du quartier El Khirba à Mila s'affrontent aux forces de l'ordre, refusant la démolition programmée par le wali de bâtiments en risque de s'écrouler suite au séisme d'août 2020. Des habitants sont interpellés et des personnes qui filmaient sont arrêtées. Oualid Boukelouha, administrateur du site Mila Info, est arrêté pour avoir diffusé les vidéos et condamné à un an d'emprisonnement.

5 février 2023, trois inculpés sont innocentés. Les autres voient leur peine réduite de moitié.

22 mai, Oualid Boukeloua est libéré.

29 novembre, des habitants de Tadhourt (wilaya de Tamanrasset) manifestent contre l'orpaillage illégal qui utilise des substances toxiques

2023

22 janvier, les enseignants de El Marsa (daïra de Ben Azouz, wilaya de Skikda) manifestent pour leurs conditions de travail (absence de chauffage et d'éclairage depuis des années).

29 janvier, les 45 travailleurs de la section municipale de la cité Mustapha Rahim de Aïn Oussarra (wilaya de Djelfa) entament une grève illimitée pour que soit réparé le réseau d'eau et de chauffage.

2 février, des habitants de Tine Tarabine (daïra de Tazrouk, wilaya de Tamanrasset) manifestent contre l'orpaillage utilisant des matières toxiques.

2 mars, des parents d'élèves de l'école Aïcha Oum Elmou'minine de Aïn Oussarra (wilaya de Djelfa) manifestent devant l'école et empêchent leurs enfants de suivre les cours pour protester contre l'absence de chauffage.

24 juillet, des habitants de Sidi Marouane et Ferdoua (daïra de Sidi Marouane, wilaya de Mila) manifestent pour exiger de l'électricité.

30 juillet :

- des habitants de El Ghadjati (commune de Oued Chaaba, daïra et wilaya de Batna) bloquent la RN13 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Rouached (wilaya de Mila) ferment la municipalité pour exiger de l'eau potable.
- 30 et 31 juillet, des habitants de la cité ancienne de Labaziz de Blida manifestent pour exiger de l'eau potable.

31 juillet, des habitants du complexe résidentiel 22 à Messaad (wilaya de Djelfa) bloquent de nuit la voie principale pour protester contre l'absence d'eau potable.

1^{er} août, des habitants de Tiaret bloquent la RN23 pour exiger de l'eau potable.

2 août, Wafia Tedjani, qui avait filmé les incendies et organisé la solidarité avec les victimes, est arrêté et placé en GAV au commissariat de Tizi-Ouzou.

Le 6, le juge d'instruction près le tribunal de Tizi-Ouzou, la libère et la place sous contrôle judiciaire dans l'attente de son procès pour incitation à un attroupement non armé, attroupement, outrage à corps constitué et diffusion de fausses nouvelles dans l'intention de nuire à l'intérêt national.

30 décembre, elle est interpellée à la frontière tunisienne et frappée d'une interdiction de sortie du territoire.

10 août, des habitants de la cité Houria à Mila réparent à leur propres frais la voie publique endommagée par le séisme de 2020.

ARABIE SAOUDITE

15 mars 2022, Shadly Howeitat comparait pour avoir refusé en 2020 avec d'autres membres de sa famille l'expulsion de la tribu Howeitat de la province de Tabuk au profit du projet de Néom, ville futuriste.

23 mai, il entame en prison une grève de la faim. En août, Abdullilah Al Howeiti et Abdullah Dukhail Al Howeiti sont condamnés à 50 ans d'emprisonnement et 50 ans d'interdiction de voyager.

31 août, Mohamed Al Jadei est condamné à 18 ans d'emprisonnement et Maha Seliman al Qarani Al Huweiti est condamnée à 23 ans d'emprisonnement.

2 octobre, des tribunaux d'exception condamnent à mort trois membres de la tribu Howeitat (Shadly, Ibrahim et Atallah).

23 Janvier 2023, la CA pénale confirme les condamnations à mort.

ÉGYPTE

2022

3 janvier, des habitants de Al Baranqah (centre de Biba, gouvernorat de Béni Souef) portent plainte contre la coupure d'eau potable.

4 janvier, des habitants de Arab Cheikh Salah (centre de Saf, gouvernorat de Guizeh) lancent un appel aux autorités pour qu'elles changent le transformateur électrique afin d'avoir du courant.

16 février, des habitants de El Arich (gouvernorat du Nord Sinaï) manifestent devant le bureau du gouverneur contre la destruction de leur zone pour faire place au nouveau port. Ils sont reçus et redisent leur opposition à toute indemnisation pour partir.

Mai, des habitants du Caire baptisent des arbres promis à l'abattage de noms historiques par des pancartes, quelques mois avant la COP.

15 et 16 août, des habitants de l'île de Warrak (gouvernorat de Gizeh) en lutte contre leur expropriation prévue pour le 19 août, s'affrontent aux forces de l'ordre. 23 personnes sont interpellées puis relâchées.

3 et 5 février 2023, des habitants manifestent contre l'arrestation de deux habitants. Lacrymogènes et arrestations. Les personnes arrêtées sont relâchées le lendemain à l'exception de quatre qui sont incriminés.

17 avril, des milliers d'habitants participent à une rupture de jeune collective, malgré l'interdiction.
22 juillet, 19 accusés sont acquittés.

31 août, les habitants de Tuma, Challag, Abou Arag, Ad Dhuhair, Al Akour et Qabr Amir (gouvernorat du Nord Sinaï) refusent l'implantation d'une station d'épuration pour des raisons écologiques.

2 octobre, suite au décès d'une élève et aux blessures de quinze autres à l'école de Kerdassa (gouvernorat de Gizeh) dues à l'effondrement d'un escalier, les habitants se rassemblent sur place.

2023

21 mai, des habitants de Matruh (gouvernorat de Marsa Matruh) manifestent devant la société des eaux pour exiger de l'eau potable.

20 juin, des habitants de Al Arish (gouvernorat du Nord Sinaï) manifestent contre l'extension du port qui entraîne la démolition de leurs logements.

IRAK

2022

28 janvier, des utilisateurs des réseaux sociaux lancent le hashtag « khelliha Takhiss » pour appeler au boycott des produits iraniens, en réponse à l'arrêt par l'Iran de la livraison de gaz à l'Irak qui a entraîné des coupures d'électricité.

16 février, des habitants du district de Sayed Dakhil (gouvernorat de Dhi Qar) bloquent la route pour protester contre le manque d'eau depuis des mois.

19 juin, ils bloquent des routes pour exiger des services et l'éviction du gouverneur.

Le 26, ils bloquent la route Nassiriya/Al Hababich pour exiger de l'eau potable, l'éviction des responsables.

4 août, ils manifestent devant les services de l'électricité pour protester contre les délestages.

7 août, ils manifestent pour exiger de l'électricité.

21 février, des habitants de Khafaja et Al Zierj (district de Nassiriya, gouvernorat de Dhi Qar) bloquent l'entrée nord de Nassiriya pour protester contre la sécheresse.

22 février, des habitants de Qayyara (district de Mossoul, gouvernorat de Ninive) manifestent contre les gaz toxiques émis par la raffinerie de pétrole.

8 mars :

- des habitants du quartier Fida'a de Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) bloquent l'autoroute pour exiger de l'électricité et des égouts.

- des avocats portent plainte contre le gouverneur de Maïssan contre la pollution de la rivière Btira, après la dérivation sur ordre de ce dernier des eaux usées de la ville de Al Amara et de l'hôpital Sadr vers la rivière.

Le 28, des habitants de Nahyat Assalam (district de Al Maïmouna, gouvernorat de Maïssan) manifestent contre la pollution de la rivière.

Le 31, des habitants du district de Al Maymouna ferment la station d'épuration.

3 avril, des habitants de Abou Sabaa Al Akab, Al Batira et Al Nouadhom manifestent pour le 7^e jour d'affilée.

Le 16, des habitants du district de Al Maymouna manifestent devant la station de traitement des eaux à Al Batira.

Jusqu'au 20 avril, des habitants de Nahyat Assalam se réunissent quotidiennement pour exiger la dérivation des eaux usées.

21 avril, des habitants du district de Souk Ecchouyoukh (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent de nuit contre leur marginalisation et exigent des réseaux d'assainissement et d'eau potable.

17 mai, des habitants du district de Al Fouhoud (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour une solution à la sécheresse.

3 juin, des étudiants bloquent la route à Souleymanieh/Kirkouk pour exiger de l'eau dans les bâtiments.

4 et 5 juin, des habitants de Mansouria al Chott (commune de Hibhib, district de Khalis, gouvernorat de Diyala) bloquent la route de Bagdad pour exiger de l'eau et de l'électricité.

5 juin :

- des habitants du gouvernorat de Najaf manifestent pour l'électricité.
- des habitants de Diwania (gouvernorat de Qadissiya) manifestent pour l'électricité.
- des habitants du gouvernorat de Babil manifestent pour l'électricité.
- des habitants du gouvernorat de Al Muthenna manifestent pour l'électricité.

5 et 6 juin, des habitants bloquent la route Bagdad/Dhi Qar et la route Bagdad/Diyala pour exiger de l'électricité.

6 juin, des habitants coupent la route Al Samawa/Al Rumitha (gouvernorat de Al Muthenna) pour exiger de l'eau.

15 juin, des habitants de Al Hilla (gouvernorat de Babel) bloquent la route de Najaf pour exiger leur raccordement à l'eau potable.

15, 16 et 17 juin, des habitants de Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent et bloquent des routes pour exiger des emplois, de l'eau et de l'électricité.

19 juin :

- des habitants de Seyyid Kataa (gouvernorat de Al Muthenna) font obstruction aux travaux d'adduction d'eau dans la zone de Karama pour exiger d'être desservis en eau potable.
- des habitants de Kout (gouvernorat de Wassit) exigent que les générateurs privés et les ventilateurs soient exemptés d'impôts et de taxes douanières, en l'absence de raccordement au système public.

21 juin, des habitants du district de Qalaat Sukar (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent pour exiger de l'électricité devant la société de distribution électrique.

10 juillet 2023, ils manifestent et bloquent la route Dhi Qar/Wassit.

26 et 27 juin, des habitants de Musharrah (district de Al Amara, gouvernorat de Maysan) manifestent et bloquent un pont menant aux champs pétroliers pour exiger de l'eau potable, de l'électricité et des emplois.

2 juillet, des paysans et détenteurs de vergers de Kharnabat et Huwaider et de villages autour de Baakouba (gouvernorat de Diyala) manifestent à Baaqouba et bloquent un pont pour exiger de l'eau d'irrigation.

11 juillet, des habitants de Tikrit (gouvernorat de Salah Eddine) bloquent la voie principale avec des containers à ordures pour exiger leur ramassage.

16 juillet, des habitants de Al Debla (district Al Qassim, gouvernorat de Babil) manifestent contre la désertification et l'absence d'eau dans les fleuves et bloquent la route Al Hila/Al Qasim.

Le 17, ils manifestent à Babil.

18 juillet, des habitants de Hour Alaouda (district de Maimouna, gouvernorat de Mayssan) manifestent contre la sécheresse et l'absence d'eau dans les rivières.

23 juillet, des habitants du quartier Mamostaian de Irbil manifestent de nuit et bloquent des rues pour exiger de l'eau potable.

24 juillet :

- des habitants de Bani Hachem (district de Al Kahla, gouvernorat de Maïssan) bloquent un pont et manifestent contre l'assèchement des marais qui a provoqué l'émigration des habitants
- des habitants de Al Dachcha (district de Alghraf, gouvernorat de Dhi Qar) bloquent la route principale pour exiger de l'eau et de l'électricité.

4 août :

- des réfugiés syriens du camp de Kawergosk (gouvernorat de Irbil) brûlent les déchets devant les bureaux des Nations Unies pour protester contre l'absence de collecte.
- des habitants de Al Kharnabat (district de Maqduia, gouvernorat de Diyala) bloquent le pont pour exiger de l'électricité.

6 août :

- des habitants de Bikhas (district de Khaniqin, gouvernorat de Diyala) bloquent la route Khanaqin/Kalar pour protester contre la sécheresse qui les pousse à l'exil. Les forces de sûreté conjointes lèvent le blocage.
- des habitants de Al Qibla à Bassorah envahissent la nuit les locaux de la station électrique pour protester contre les délestages.

7 août :

- des habitants du district de Al Kahla (gouvernorat de Maysan) manifestent devant la centrale gazière des champs de Al Halfaya et bloquent le pont Seyyed Ali Zaki pour exiger des emplois et de l'électricité.
 - des habitants de Nahr Saad (district de Amara, gouvernorat de Maysan) manifestent pour exiger de l'électricité.
 - des habitants du district de Al Khidhir (gouvernorat de Muthanna) manifestent pour exiger l'amélioration de l'alimentation en électricité.
 - des habitants de Al Hayyaniya et Zoubair (gouvernorat de Bassorah) exigent du ministère l'amélioration des services. Les habitants de Al Hayyaniya bloquent la route le 8.
 - des habitants de Kharnabat (gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'électricité.
 - des habitants de Al Ibara (gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'électricité.
 - des habitants de Al Gzaiza (gouvernorat de Bassorah) bloquent la route pour exiger de l'électricité.
- Le 8, ils bloquent la route à nouveau.

- des habitants envahissent la centrale de Al Kibla (gouvernorat de Bassorah). Ils bloquent la route le 8.

- des habitants manifestent devant la centrale thermique de Nasiriyah (gouvernorat de Dhi Qar) pour exiger de l'électricité.

7, 8 et 9 août, des habitants bloquent la route Bassorah/Bagdad pour exiger de l'électricité.

8 août :

- des habitants bloquent la route au niveau de Oum Qasr (district de Zubair, gouvernorat de Bassorah) pour exiger de l'électricité
- des habitants bloquent la route à Khour Zubair (district de Zubair, gouvernorat de Bassorah) pour exiger de l'électricité.
- des habitants bloquent la route à Chott El Arab (gouvernorat de Bassorah) pour exiger de l'électricité.
- des habitants bloquent la route au niveau de la cité des martyrs (district de Zubair, gouvernorat de Bassorah) pour exiger de l'électricité.
- des habitants bloquent la voie à El Junaina, à Bassorah pour exiger de l'électricité.
- des habitants bloquent la voie au niveau de la Sûreté intérieure de Bassorah pour exiger de l'électricité.
- des habitants du district de Al Qibla (gouvernorat de Bassorah) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

8, 9 et 11 août, des habitants du district de Mukdadia (gouvernorat de Diyala) bloquent la route Baakouba/Khanaqin pour exiger de l'électricité.

14 août, des habitants de Albitar (district de Al Kout, gouvernorat de Ouassit) manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité, des écoles et des structures de santé.

22 août :

- des habitants de Jizani El Imam (district de Baqouba, gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'eau potable et bloquent la route Kirkouk/Bagdad.
- des membres des tribus Al Ozerg, Khafaja et Sahlan (zone de Our, district de Nassiriya, gouvernorat de Dhi qar) bloquent la société des eaux de Dhi Qar pour exiger de l'eau pour leurs villages, qui ne reçoivent plus l'eau des fleuves depuis plus d'un an.

26 septembre, des membres des tribus Jrib (gouvernorat de Muthenna) font un sit-in pour exiger de l'eau.

2023

1^{er} février, Jassem El Assadi, écologiste et dirigeant de Nature Irak, est kidnappé et torturé.

Le 16, il est libéré.

22 février, des habitants de Al Tali'a (district de Al Qassim, gouvernorat de Babil) manifestent pour l'amélioration des services (eau, santé) et contre la corruption.

26 février, des agriculteurs de Al Bachair (district de Al Hay, gouvernorat de Wasit) manifestent à Kout pour exiger de l'eau d'irrigation.

8 mars, des habitants de Al Islah (gouvernorat de Dhi Qar) manifestent contre la sécheresse.

Le 12, ils manifestent à nouveau.

Le 15, ils s'affrontent aux forces de sécurité lors de leur manifestation pour l'eau potable et des services.

Le 25, ils manifestent à nouveau.

24 mars, des paysans kurdes et turkmènes manifestent contre la spoliation de leurs terres pour construire des logements pour des populations arabes à Kirkouk.

8 avril, des habitants de Al Jafjafa (district de Al Musayab, gouvernorat de Babylone) manifestent

contre la sécheresse et pour leur agriculture.

14 juin, des habitants de Al Chafe'iyā (district de Diwaniya, gouvernorat de Qadisiya) manifestent pour l'eau et l'électricité.

7 juillet :

- des habitants du quartier de Hatin à Iskandariya (district de Al Musayab, gouvernorat de Babil) manifestent pour exiger de l'électricité et bloquent la route.
- des habitants de Mukdadia (gouvernorat de Diayala) manifestent devant la station d'électricité et la ferment pour exiger du courant.

9 juillet :

- des habitants de Al Btira (district de Al Maimouna, gouvernorat de Maïssan) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Kerbala (gouvernorat de Kerbala) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants du gouvernorat de Babil manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants du gouvernorat de Diwaniya manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Zubaïr (gouvernorat de Basra) bloquent les routes pour exiger de l'électricité.
- des habitants du gouvernorat de Diyala manifestent pour exiger de l'électricité.

18 juillet, des habitants de Bagdad manifestent devant l'ambassade de Turquie pour protester contre la sécheresse, l'assèchement du Tigre et de l'Euphrate et appellent au boycott des produits turcs.

Le 25, des habitants de la cité Salam manifestent pour exiger de l'eau potable.

15 août, des habitants du quartier El Amil manifestent devant l'antenne de la société générale de distribution d'électricité pour exiger du courant électrique.

29 juillet, des habitants de Najaf envahissent le poste du maintenance électrique du sud dans la cité de la Police pour protester contre la coupure.

31 juillet, des habitants de la zone de Friha à Kerbala bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

8, 9 et 10 août, des habitants de Khanquin (gouvernorat de Diyala) manifestent pour exiger de l'électricité.

10 août, des habitants manifestent à Oum Qasr (district de Al Zoubair, gouvernorat de Basra) pour exiger de l'électricité.

14 août, des habitants du district de Koysinjq (gouvernorat de Erbil) manifestent pour exiger de l'électricité.

15 août, des habitants de la zone de Tenmia à Seyyid Shuhada (district de Kut, gouvernorat de Ouassit) manifestent contre la coupure d'électricité.

17 août :

- des habitants du quartier Ghadir à Kerbala manifestent contre la sécheresse.
- des commerçants du quartier des banques à Al Sadr (gouvernorat de Bagdad) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants d'Erbil manifestent pour exiger de l'eau potable et bloquent la route de Makhmur.

24 août, des habitants du quartier de Al Chabanat à Kerbala bloquent la voie principale pour exiger de l'électricité.

25 août, des habitants de la zone du développement à Sayid Al Chuhada (district de Kout,

gouvernorat de Wasit) manifestent devant la station électrique de Ouassit pour exiger du courant.

27 août, des habitants de Ghammas (district de Al Shamiya, gouvernorat de Al Qadissiya) manifestent pour exiger de l'électricité.

29 août, des paysans du district de Ali Al Gharbi (gouvernorat de Maïsan) manifestent contre l'accaparement de leurs terres, sur décision du gouverneur, par des investisseurs privés.

8 octobre, des habitants de Alghazali à Al Midhatiya (district de Al Hamza Al Gharbi, gouvernorat de Babylone) manifestent contre la coupure d'eau.

10 octobre :

- des habitants de Al Zirj (district de Nassiriya, gouvernorat de Dhi Qar) manifestent contre un projet défectueux d'adduction d'eau à leurs villages.

- des agriculteurs de Maïssan manifestent contre le retard de paiement des indemnités de 2018 et 2019.

3 et 6 décembre, des habitants de Khelakan, (district de Doukan, gouvernorat de Souleymanieh) bloquent la route Souleymanieh/Irbil pour protester contre la crise de l'électricité.

26 décembre, des habitants de Chamchamal (gouvernorat de Souleymanieh) bloquent la route principale pour exiger de l'électricité et des services.

28 décembre, des parents du lycée de filles El Horriya de Baakouba (gouvernorat de Diyala) manifestent pour le rétablissement de l'électricité dans l'établissement.

JORDANIE

2022

7, 14, 21 et 28 janvier, des habitants de Maan manifestent devant la grande mosquée de Maan et dans d'autres villages du gouvernorat contre la privatisation de la Direction de l'eau de Maan et son transfert à la Compagnie des Eaux d'Aqaba.

11 février, ils manifestent.

4 mars, ils manifestent à nouveau.

13 et 27 mai, nouveau sit-in devant la grande mosquée suivi d'une marche de soutien aux Palestiniens.

10 et 17 juin, nouvelle manifestation.

Le 24, ils manifestent devant la mosquée Rasmi Abu Rkhia.

15 juillet, ils manifestent devant la grande mosquée.

12 août, manifestation devant la grande mosquée, et contre la loi des droits de l'enfant.

Le 19, nouvelle manifestation, contre la privatisation de l'eau et contre les politiques économiques du gouvernement, notamment les augmentations des prix.

23 septembre, nouvelle manifestation.

4 novembre, manifestation devant la grande mosquée.

14 janvier :

- des habitants de Ayl (gouvernorat de Maan) manifestent contre la privatisation de la direction de l'eau de Maan.

- des habitants de Wadi Moussa (gouvernorat de Maan) manifestent contre la privatisation de la direction de l'eau de Maan.

- des habitants de Al Hussainia (gouvernorat de Maan) manifestent contre la privatisation de la direction de l'eau de Maan.
- des habitants de Shobak (gouvernorat de Maan) manifestent contre la privatisation de la direction de l'eau de Maan.
- des habitants de Al Jafr (gouvernorat de Maan) manifestent contre la privatisation de la direction de l'eau de Maan.
- des habitants de Mraïgha (gouvernorat de Maan) manifestent contre la privatisation de la direction de l'eau de Maan.

17 janvier, des Jordaniens mènent une campagne « Je ne paye pas » en raison de la hausse des tarifs de l'électricité.

8 février, des commerçants de Mo'ta (district de Al Mazar, gouvernorat de Karak) font la grève pour protester contre l'évacuation des eaux usées dans les rues.

10 avril, des agriculteurs de Wadi Wala et de Hidan (gouvernorat de Madaba) manifestent devant le barrage de Wala pour exiger de l'eau d'irrigation.

8 mai, des habitants de Ras Naqab (gouvernorat de Maan) manifestent et empêchent leurs enfants d'aller à l'école pour protester contre la sécheresse. Le 31 juillet, ils manifestent.

13 mai, des habitants du gouvernorat de Maan manifestent contre la privatisation de la société de l'eau de Maan.

23 et 24 mai, les retraités de la société des mines de phosphates manifestent devant les locaux de la société pour exiger leur droit au maintien de la sécurité sociale.

9 août, ils renouvellent leur sit-in hebdomadaire.

19 et 26 septembre, nouveau sit-in avec une présence sécuritaire énorme.

11 et 25 octobre, ils manifestent.

15 et 22 novembre, nouveau sit-in.

17 janvier 2023, nouveau sit-in.

Le 30, ils manifestent. 17 avril, après quatre mois d'absence, les retraités annoncent un sit-in pour l'Aïd el Fitr.

24 mai, des habitants du camp de réfugiés de Irbid bloquent les rues du camp pour protester contre le déversement des égouts dans le quartier.

29 mai, des paysans de Lazraq (gouvernorat de Zarqa) font un sit-in devant le ministère des Eaux et de l'Irrigation pour protester contre la nouvelle tarification de l'eau en provenance des puits artésiens.

17 juillet 2023, ils manifestent devant la chambre des députés pour protester contre le remblai de treize puits.

14 décembre, les forces de sécurité les empêchent de faire un sit-in devant le premier ministère pour protester par la saisie par le ministère des terres où ils avaient foré des puits.

10 juin, des habitants de Arhaba manifestent devant la compagnie des eaux à Samad (district de Al Mazar Al Chamali, gouvernorat de Irbid) manifestent pour exiger de l'eau potable, absente depuis deux mois.

28 juin, 95 % des 2300 travailleurs de Aqaba Company for Ports Operation and Management (ACPOM) du port d'Aqaba commencent une grève suite à l'explosion d'un conteneur de chlore qui a fait 13 morts et des dizaines de blessés.

Ils reprennent le travail le 4 juillet suite à un accord portant sur des mesures de sécurité et une prime, ainsi qu'un pourcentage sur les profits de la société.

26 juillet, des habitants de Al Mazar Al Janubi (gouvernorat de Karak) manifestent pour exiger de l'eau potable.

31 juillet, des habitants de Maan manifestent contre les mesures gouvernementales, les augmentations des prix, l'encouragement de l'homosexualité et la privatisation de la société d'eau.

6 août, 130 institutions et personnalités soutiennent la population de Fuheis à travers l'appel « la question des terres de Fuheis n'est pas négociable » avant l'AG des créanciers qui discutera du plan de réorganisation de Lafarge qui prévoit la cession des terres aux créanciers pour payer les dettes de Lafarge.

Le 15, le comité syndical et Lafarge de Rachadiyya parviennent à un accord plus de 6 mois après la fin de la grève de plus de 100 jours.

8 décembre, tenue d'un séminaire sur l'avenir des terres occupées par Lafarge et les devoirs de la compagnie au niveau environnemental.

4 septembre, des agriculteurs de Al Mazraa et Al Haditha (district de Al Aghwar Al Janoubia, gouvernorat de Karak) manifestent pour exiger de l'eau d'irrigation.

18 septembre, des habitants de Al Thaghra (district de Marigha, gouvernorat de Maan) font faire la grève de l'école à leurs enfants et font un sit-in pour exiger de l'eau potable dans leurs logements et dans l'école et la construction d'un réseau d'adduction d'eau potable, absent depuis 27 ans.

Après deux semaines de sit-in, le 29, le gouvernement promet de résoudre le problème.

2023

21 février, des habitants de Aqaba manifestent contre l'augmentation des tarifs de l'eau suite au passage à la facturation mensuelle.

6 mars, des habitants du gouvernorat de Irbid manifestent pour s'opposer à la destruction de forages illégaux et le rebouchage au béton. Un policier est blessé et 16 personnes sont interpellées et déférées en justice.

19 mars, des habitants de Tayyib Ism (district de Kasabat Al Mafraq, gouvernorat de Mafraq) manifestent devant la direction des eaux pour exiger de l'eau.

21 mai, des habitants de Amra Wamira (district de Oum Al Jamal, gouvernorat de Mafraq) manifestent pour exiger l'accès à l'eau absente depuis trois mois.

22 juillet, des habitants de Al Maghira (district et gouvernorat de Maan) manifestent pour exiger de l'eau potable.

20 août, des habitants de Ouadi Moussa (district de Petra, gouvernorat de Maan) manifestent devant la direction des eaux de Petra pour exiger de l'eau potable.

KHUZESTAN

2022

4 avril, des habitants de Oum El Kharjine (comté de Khorramshar) manifestent contre le chômage devant le bureau du représentant de Khorramshar, car il ne sont pas autorisés à utiliser l'eau du fleuve Karoun pour leurs cultures.

24 mai, des habitants d'Abadan tentent de sauver les personnes sous les décombres d'un bâtiment en construction qui s'est effondré et manifestent contre le maire qui a donné le permis de construire. Il y aurait 120 morts.

Le 25, ils manifestent aussi contre la censure et les mensonges de la télévision, les bassidj et invitent au soulèvement.

Le 26, ils exigent des poursuites contre les criminels.

Le 27, ils manifestent à nouveau contre le régime, des manifestants sont blessés par les balles des gardiens de la révolution.

Les 28 et 29, nouvelle manifestation.

Le 29, les forces de répression font des blessés.

Le 30, nouvelle manifestation et répression. Il y aurait eu plus de cent arrestations en une semaine.

5 juillet, Ronak Rezai, arrêtée en mai, est transférée à la prison Sepidar de Ahvaz.

Le 9, les réalisateurs de cinéma Mohamed Rasulaf et Mustapha Al Ahmad sont arrêtés, accusés d'avoir recueilli des signatures sur un message de soutien aux manifestants qui demandaient des comptes sur l'effondrement de l'immeuble.

26 mai :

- des habitants de Khorramchar manifestent en solidarité avec Abadan, le 27, ils manifestent à nouveau contre le régime
- des habitants de Behbahan manifestent en solidarité avec Abadan. Les 27 et 28, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Shahinshar (province de Ispahan) manifestent en solidarité avec Abadan. Le 27, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Bandar Abbas (province de Hormozgan) manifestent en solidarité avec Abadan. Le 27, ils manifestent à nouveau.

27 mai :

- des habitants de Omidiyeh manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Chiraz (province du Fars) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Ispahan manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Yazd manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Boushehr manifestent en solidarité avec Abadan. Le 30, ils manifestent à nouveau.
- des habitants de Mahshahr manifestent en solidarité avec Abadan..
- des habitants de Sar-Bandar (comté de Mahshahr) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Bagh-e Malek manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Ahwaz manifestent en solidarité avec Abadan et contre le régime.

28 mai :

- des habitants des habitants de Téhéran manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Andimeshk manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Shahre-Rey (province de Téhéran) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Qom manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Malashie (comté de Ahwaz) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Susangerd (ou Khaffajieh) (comté de Dacht-e Azadegan) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Shush manifestent en solidarité avec Abadan.

29 mai :

- des habitants de Masjed Soleiman manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Kazeroun (province de Fars) manifestent en solidarité avec Abadan. Le 30, ils

manifestent à nouveau.

- des habitants de Shadegan se rendent en délégation à Abadan. Le 30, ils manifestent.

30 mai :

- des habitants de Semnan manifestent en solidarité avec Abadan
- des habitants de Kermanschah (ou Bakhtaran) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Izeh manifestent en solidarité avec Abadan et bloquent des routes.
- des habitants de Fassa (province du Fars) manifestent en solidarité avec Abadan.
- des habitants de Naziabad à Téhéran manifestent en solidarité avec Abadan.
- des spectateurs du stade Azadi de Téhéran scandent « Abadan, Abadan ».

31 mai, des habitants de Sad Shavur (comté de Shush) bloquent la route Ahwaz Andimeshk en solidarité avec Abadan.

23 juillet, des militants qui avaient appelé à des rassemblements contre la soif à Ahwaz sont interpellés préventivement.

5 août, des habitants de la province de Shadegan manifestent devant le département de l'électricité pour protester contre les délestages.

6 août, des habitants de Khomat (district rural de Shavur, comté de Shush) manifestent devant la société d'électricité de Shush pour protester contre les délestages.

7 août, des habitants de Seydoun (comté de Baghmalek) manifestent pour exiger de l'électricité.

26 août, des habitants de Ahwaz manifestent et arborent des pancartes exigeant de l'eau potable après la prière du vendredi à l'occasion de la visite du ministre du Pétrole.

30 août, des jeunes de Mossalamiyeh, Qadir Sab', Abou Yourou et Shammeh près de Guizanieh (comté de Ahwaz) manifestent devant les sociétés pétrolières pour réclamer des emplois et de l'eau potable.

2023

7 mars, des familles de jeunes filles empoisonnées manifestent devant la direction générale de l'Éducation et de l'Enseignement à Ahwaz.

17 avril, nouvelle manifestation contre la négligence délibérée à l'égard des empoisonnements. Des manifestants exigent l'enseignement à distance suite à l'intoxication au gaz du 8 avril à l'école des filles de Haftgel qui a été suivie de 20 hospitalisations.

27 avril, lors de sa visite au Khuzestan, le président de la République fait l'objet d'une campagne d'opposants avec le tweet : « Monsieur le Président bienvenue dans la ville la plus polluée au monde ».

KOWEÏT

4 septembre 2022, des fonctionnaires du ministère de l'Electricité, de l'Eau et de l'Energie renouvelable manifestent pour exiger des compensations pour les travaux dangereux, pénibles et l'exposition à la pollution.

18 septembre, nouvelle manifestation.

14 février 2023, nouvelle manifestation.

14 mars, le ministère de tutelle mène une enquête sur les fonctionnaires ayant manifesté. Cinq d'entre eux portent plainte contre le ministère contre une mesure arbitraire.

6 juin, ils s'adressent aux députés de l'Assemblée Nationale.

LIBAN

2022

2 janvier, des habitants de Akkar El Atika (caza de Akkar) menacent de couper leurs abonnements aux générateurs privés pour protester contre la hausse des tarifs de l'électricité.

Le 10, des habitants de Akkar manifestent devant le ministère de l'Énergie pour protester contre la hausse des tarifs.

3 janvier, des habitants de Houch el Harimeh (caza de la Bekaa occidentale) bloquent la voie principale pour exiger de l'électricité.

8 janvier, des habitants investissent le transformateur de Aramoun (caza de Kesraouan) pour protester contre l'absence de courant.

10 janvier :

- des habitants de Tripoli manifestent contre les coupures d'électricité.

Le 18, ils manifestent à nouveau.

23 mai, des jeunes bloquent la route.

31 août et 1^{er} septembre, ils manifestent devant la centrale de Deir Ammar et bloquent des routes pour exiger du courant au niveau du rond-point Mawlawi.

12 septembre, ils manifestent.

Le 21, des habitants de Tripoli manifestent devant la centrale de Qadicha pour exiger du courant électrique, coupé depuis un mois, et de l'eau potable.

- des habitants de Joub Jenine (caza de la Bekaa Ouest) bloquent les routes, manifestent devant les écoles et les administrations.

Le 31, des femmes manifestent contre les coupures d'électricité. Elle ferment la société d'électricité, le centre de tri des déchets et l'union des municipalités.

14 janvier, des habitants de Charhabil (caza de Saida) manifestent contre la coupure de l'eau.

18 et 19 janvier, des habitants de Mghairiyeh (caza de Jbeil) manifestent pour l'électricité.

25 janvier, des habitants de Ramieh (caza de Bint Jbeil) manifestent contre la bataillon ghanéen de la FINUL, qui avait endommagé les réservoirs d'eau à usage agricole et l'empêchent de pénétrer dans la zone

29 janvier, des habitants du caza de Miniyeh Danniyeh (gouvernorat de Tripoli) bloquent la route de Beddaoui pour exiger de l'électricité.

1^{er} février, des habitants de Younine (caza de Baalbeck) manifestent et bloquent la route Baalbeck Homs pour exiger de l'électricité.

7 février, des familles des victimes de l'explosion sur le port de Beyrouth manifestent devant le palais de Justice pour protester contre la lenteur des investigations.

4 avril, elles manifestent pour exiger la vérité. 4 août, des milliers de personnes participent aux

marches pour la commémoration et la vérité, tandis que d'autres silos à blé s'effondrent sur le port. Le 7, les familles des personnes en détention manifestent devant le palais de justice pour exiger l'accélération de l'enquête et la libération des innocents.

10 janvier 2023, des familles manifestent devant le palais de justice et enfoncent la porte, pour protester contre le retard pris par l'enquête. Arrestation de William Nour, dont le frère est mort lors de l'explosion.

Le 12, nouvelle manifestation.

Le 13, des manifestants se dirigent vers l'autoroute de Byblos pour la bloquer. William Nour est libéré sous caution d'élection de domicile. Affrontements entre la Sûreté d'État et manifestants devant le siège de la Sûreté à Ramlet Al Bayada.

Le 16, treize membres de familles répondent à une convocation de police tandis que d'autres manifestent devant le commissariat. Elles appellent à une manifestation le 19 pour exiger leur libération.

Le 26, elles manifestent en soutien à l'enquête menée par Tarek Bitar qui mène des poursuites contre huit personnes, dont le procureur de cassation.

5 mars, nouvelle manifestation pour exiger des progrès dans l'enquête.

18 mai, des familles manifestent devant le Palais de Justice pour exiger un nouvel investigateur.

4 août, le collectif des familles manifestent à nouveau sur le port.

19 février, des édiles et des notables du Akkar manifestent devant la centrale électrique de Nahr El Bared pour exiger de l'électricité.

11 mars, des manifestants bloquent l'autoroute Mirna Chalouhi à Beyrouth pour exiger de l'électricité.

27 avril, des habitants de Beyrouth manifestent de nuit et arrachent les affiches électorales pour protester contre l'absence d'électricité et la détérioration de la situation économique.

26 juin, des jeunes bloquent la route devant EDL à Tarik Eljdide.

2 juillet, des notables manifestent devant la société des eaux de Tallet Alkhayat pour exiger de l'eau pour la capitale. Des habitants de Ras El Naba à Beyrouth bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

Le 4, des habitants bloquent la route Al Hamra/Ferdane à Beyrouth pour exiger de l'eau potable et de l'électricité.

Le 5, des habitants et des députés manifestent devant le ministère de l'Énergie et EDL pour exiger de l'électricité et dénoncer la corruption.

Le 28, des habitants investissent les locaux du ministère de l'Énergie et des Eaux, pour exiger de l'électricité.

12 septembre, des habitants de Kaskas et de Corniche Messara à Beyrouth manifestent pour exiger du courant.

12 mars 2023, des habitants manifestent contre la paupérisation, la dollarisation et l'achat de l'électricité à des générateurs privés.

12 mars, des habitants de Houmine El Faouqa (caza de Nabatieh) font un sit-in pour protester contre l'absence d'électricité, alors que le président de la municipalité est en réunion avec les propriétaires de générateurs et des représentants d'Amel et du Hezbollah.

14 mars, des habitants de Al Qoubbeh (caza de Tripoli) bloquent la route pour exiger de l'électricité.

15 mars, des militants du mouvement populaire de Halba (district de Akkar) font un sit-in sous la tente devant EDL pour exiger du courant dans le gouvernorat.

21 juillet, des habitants du caza de Akkar manifestent à Halba contre la cherté de la vie, pour l'eau et l'électricité.

16 mars :

- des jeunes de Hermel (gouvernorat de Baalbeck Hermel) manifestent devant EDL pour exiger le rétablissement du courant. 22 avril, des jeunes manifestent devant EDL pour exiger du courant dans la ville.

- des mukhtar du caza de Jbeil manifestent devant le transformateur de Aliata-Halat pour protester contre le délestage dans le caza.

18 mars :

- des habitants de Ketermaya (caza de Chouf) bloquent la route pour exiger du courant et que la province soit alimentée par la centrale de Bisri comme par le passé.

- des habitants de Kfar Melki (caza de Saïda) bloquent la rue principale pour exiger du courant électrique.

20 mars, des habitants de Aïn Qana (caza de Nabatiyeh) bloquent les routes pour protester contre les délestages.

22 mars, des familles des victimes, tuées ou blessées lors de l'explosion de Tleil (caza de Akkar) bloquent la route Halba/Qoubaiyat pour protester contre le traitement réservé par les autorités à leur cas. D'autres font un sit-in sur le lieu de l'explosion.

Le 28, ils manifestent à nouveau.

23 mars, des habitants de Cheikh Abbas (caza de Akkar) bloquent la route pour exiger de l'eau et de l'électricité.

25 mars :

- des habitants de Tekrit (caza de Akkar) manifestent dans la société des eaux de Al Joumeh pour protester contre la coupure d'eau.

- des habitants de Bakhoun Dinieh (caza de Minnieh Daniyeh) manifestent pour protester contre la hausse des tarifs de l'électricité des générateurs privés.

22 avril, des habitants de Al Wazzani (caza de Marjeyoun) bloquent la route pour exiger du courant électrique.

24 avril, des habitants de Doueir (caza de Nabatieh) bloquent les routes pour exiger de l'électricité, de l'eau et la collecte des déchets.

10 mars 2023, ils manifestent contre les coupures d'eau.

6 mai, des habitants de Zafate (caza de Nabatieh) bloquent la route Almsaileh/Nabatieh pour exiger de l'eau potable.

10 mai, des habitants des villages du caza de Zgharta (gouvernorat du Nord Liban) manifestent sur l'autoroute Zagharta/Koura pour protester contre les vols de fils et de pylônes électriques à 13 reprises.

26 mai, des habitants du vieux Saïda (gouvernorat du Sud Liban) bloquent la rue au niveau de Buwaba Elfowqa pour exiger de l'eau et de l'électricité.

3 juin, des habitants de Saïda manifestent contre les tarifs de l'électricité devant la municipalité où se tient une réunion sur le sujet en présence de députés.

14 juillet, ils bloquent la place de l'Etoile et le centre ville pour exiger de l'électricité.

19 septembre, des habitants manifestent sur la bordure de l'autoroute est face à la villa de Shafik Hariri à Saïda et sur la route face à la compagnie d'électricité pour protester contre la dégradation des conditions de vie et exiger de l'eau, de l'électricité et la collecte des déchets.

29 mai, des habitants de villes de la Bekaa Ouest et de Rachaya (caza de Rachaya) bloquent la route de Kafaria dans la Bekaa Ouest pour exiger de l'électricité.

30 mai, des habitants de Gaza (caza de la Bekaa Ouest) manifestent devant la décharge qui pollue des terres agricoles et le Litani et exigent sa fermeture et sa délocalisation.

10 juin, des habitants de Siroub (caza de Saïda) bloquent l'axe principal pour exiger de l'eau potable, de l'électricité et le ramassage des ordures. 12 octobre, ils bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

13 juin, des habitants de Houla (caza de Marjaayoun) bloquent la route pour exiger de l'eau potable. Le 14, ils manifestent à nouveau. Le 19, ils bloquent la route devant la municipalité.

16 juin, des habitants de Srifra (caza de Tyr) bloquent la route de Al Marj pour exiger de l'eau potable.

18 juin, des habitants de Houch El Harima (caza de la Bekaa occidentale) appellent à manifester le

20 contre l'inondation du quartier ouest de la ville par les égouts.

21 juin :

- des habitants de Dbayeh (caza de Metn) bloquent la route pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Haret Elkhassa (caza de Koura) bloquent la route menant à Barsa et à l'autoroute pour exiger la collecte des déchets.

29 juin, des habitants de Baalbeck (gouvernorat de Baalbeck Hermel) manifestent pour le pain, l'eau et l'électricité.

4 juillet, des notables et des habitants manifestent devant MTC Touch pour exiger de l'électricité, de la farine et du pain et contre l'augmentation des tarifs de MTC.

Le 15, des jeunes bloquent la route Duris/Baalbeck pour exiger de l'eau et de l'électricité.

Le 21, des femmes appartenant à « La révolution des femmes de Baalbeck » manifestent contre la cherté de la vie, les coupures d'eau et d'électricité, l'absence de médicaments.

Le 27, des habitants manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité et du pain.

2 août, des femmes de « la révolution des femmes de Baalbeck » manifestent devant la société des eaux de la Bekaa et bloquent l'entrée pour exiger de l'eau.

Le 26, des habitant.e.s bloquent la route devant la caserne Gouraud pour exiger de l'eau, de l'électricité et la collecte des déchets.

8 avril 2023, des habitants manifestent leur opposition à l'augmentation des factures d'électricité.

1^{er} juillet, des habitants de Tebbene (caza de Tripoli) manifestent pour l'eau potable et bloquent l'autoroute. 25 août, ils bloquent l'autoroute pour protester contre la coupure d'eau et d'électricité.

15 juillet, des prisonniers détenus à la prison de Roumieh (caza de Metn) manifestent pour avoir de l'eau des médicaments, de l'électricité. Le 28, ils lancent un appel.

21 juillet :

- des habitants de Kfar Helda et Beit Chalala et Deir Bala (caza de Batroun) manifestent pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Hasbaya (gouvernorat de Nabatiyeh) manifestent contre la cherté de la vie et pour l'électricité et de l'eau.

22 juillet, les travailleurs du nettoyage de Saïda (gouvernorat du Sud Liban) manifestent devant l'usine de traitement des déchets pour exiger une protection sanitaire, et des mesures contre les accidents du travail à la suite du décès d'un collègue. Le député de l'Organisation Populaire

Nassérienne les reçoit.

23 juillet, des habitants de Saouiri (caza de la Bekaa ouest) manifestent à l'entrée de la ville pour protester contre l'abattage des arbres, les arrestations arbitraires et les descentes de police qui ont fait 60 arrestations et des poursuites contre soixante autres qui coupaient du bois pour se chauffer.

29 juillet, des habitants de Kfar Hetta (caza de Saïda) bloquent la route de Mjaydel pour protester contre la coupure d'électricité.

24 juillet 2023, des habitants de Aïn Qana et Kfar Hetta bloquent la route pour exiger du courant électrique, coupé depuis deux semaines.

31 juillet, des habitants de Kounine (caza de Bint Jbail) bloquent la route pour exiger de l'eau, coupée depuis trois mois.

2 août, des habitant.e.s de Beit Yahoun (caza de Bint Jbail) bloquent la route de Bint Joubail pour le troisième jour d'affilée pour exiger de l'eau, coupée depuis un an.

Le 3, des éléments du Hezbollah agressent Hassan Chaabane, un photographe journaliste qui avaient diffusé des vidéos des blocages. Une quinzaine de personnes sont agressées.

Le 4, le journaliste trouve une balle plaquée sur sa voiture, en guise de menaces.

Le 15, il est menacé sur son compte Facebook.

4 août, des habitants de Habbouche (caza de Kesrouane) bloquent la route pour protester contre la décharge de Kfour et les crimes environnementaux.

6 août :

- des habitants de Mtolleh et Bsaba (caza du Chouf) envahissent la centrale hydroélectrique au bord de la rivière Bisri et coupent le courant pour protester contre le manque de courant.
- des habitantes de Hilalieh (caza de Saïda) font un sit-in depuis une semaine pour exiger la collecte des déchets. 11 septembre, elles montent un groupe de tri des déchets dans leur quartier.

7 août, des habitants de Aïn Dara (caza de Aley) manifestent pour exiger de l'eau potable.

11 août :

- des habitants de Al Hosniyeh (caza de Akkar) bloquent la route principale et menacent d'envahir la société d'électricité pour protester contre l'absence de courant.
- des habitants de la cité des Rahibat à Nabatieh manifestent pour exiger de l'eau potable, coupée depuis deux semaines.

18 août, des agriculteurs de Qaa (caza de Baalbeck) manifestent pour protester contre l'absence d'eau d'irrigation.

26 août :

- les unions ouvrières de Tripoli font un sit-in devant la compagnie des eaux de Tripoli en présence du président du Syndicat des consommateurs d'eaux et des travailleurs des eaux du Liban nord, et de l'Union des travailleurs et des entrepreneurs de Tripoli.

10 septembre, des habitants manifestent pour exiger de l'eau, coupée depuis plus de deux mois. Le 21, ils bloquent la circulation place de la Kobba pour exiger de l'eau potable.

4 octobre, des habitants bloquent la route devant le fort pour exiger de l'eau potable.

15 janvier 2023, des habitants de Dahr El Moghr à Tripoli manifestent pour l'eau, l'électricité et la sécurité.

- des habitants de Dhour El Minieh (caza de Minieh Denniye) bloquent une voie d'accès à l'autoroute pour exiger la collecte des déchets.

27 août, des habitants de Aïn Zahlta et Nabej Alsafa (caza du Chouf) bloquent la voie menant à Aley pour protester contre la coupure d'eau.

31 août :

- des habitants de New Rawda (caza de Metn) bloquent la route de Dekwaneh pour protester contre la coupure d'eau potable.
- des habitants de Arab et Abou Jebel à Ksara (caza de Zahle) bloquent la route en direction de Zahle pour exiger du courant électrique.

5 septembre :

- des habitants de Cherkieh (caza de Nabatieh) manifestent et bloquent des routes pour exiger de l'eau potable et la collecte des déchets.
- des habitants de Zahrani (caza de Saïda) manifestent devant la centrale pour exiger du courant.

8 septembre, les habitants et le maire de Kawkaba (caza de Hasbaya) bloquent la route de Hasbaya pour exiger de l'eau potable.

10 septembre, des manifestants investissent la centrale de Jiyeh (caza du Chouf) pour exiger du courant.

14 septembre, des habitants de Dnit (caza de Chouf) bloquent la route de Damour pour exiger de l'eau potable.

15 septembre :

- des militants manifestent devant le domicile de Nejib Mikati à Tripoli (gouvernorat du Nord Liban) pour dénoncer les conditions de vie et le manque de services.
- des habitants bloquent la route à Badawi (caza de Tripoli) pour exiger de l'eau potable et de meilleures conditions de vie.

25 septembre, des habitants et des maires des villages à l'ouest de Baalbeck manifestent à l'entrée de Saaideh (caza de Baalbek) et bloquent la route pour exiger de l'eau.

30 septembre, des habitants de Darb Essim (caza de Saïda) bloquent la route principale pour exiger de l'électricité et de meilleures conditions de vie.

15 octobre, des habitants de Batouliyah (caza de Tyr) font un sit-in pour exiger de l'eau et de l'électricité. Du 22 au 24, ils reprennent le sit-in.

23 octobre :

- des habitants de Abra (caza de Saïda) bloquent la route principale pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Saïda (gouvernorat du Sud Liban) manifestent pour exiger de l'eau potable. Le 25, des habitants de Saïda l'ancienne bloquent la route de la corniche en face du port des pêcheurs pour exiger de l'eau potable et disent qu'ils lavent leurs enfants à l'eau de mer.

26 octobre, des habitants de Markaba (caza de Marjayoune) manifestent devant la station d'eau de Taïbé contre la coupure d'eau depuis trois mois. Ils la ferment et en expulsent les employés.

2 novembre, des habitants de Btouratij (caza de Koura) bloquent la route principale pour protester contre les vols de câbles électriques et l'amoncellement des déchets dans les rues.

11 novembre, des habitants de Nahleh (caza de Baalbeck) manifestent au centre ville contre un projet d'implantation d'une décharge polluante en présence de députés du bloc de Baalbeck Hermel, du gouverneur de Baalbeck Hermel et de muftis.

13 novembre, des habitants de Tayr Debba (caza de Tyr) manifestent contre les émanations toxiques en provenance de la décharge qui contient des déchets médicaux qui brûlent.

28 novembre, des habitants de Halba (caza de Akkar) bloquent la route de Kouirat pour protester contre la dégradation des voies publiques et le déversement d'eau qui occasionne des accidents.

3 décembre, des habitants de Labweh (caza de Baalbeck) manifestent contre la coupure d'eau due à une contamination attestée par des prélèvements.

4 décembre, des habitants de Kneissiyeh (caza de Baalbeck) font un sit-in devant la réserve d'eaux usées suite à l'arrêt de la station d'épuration de Iat, qui polluent les terres agricoles.

14 décembre, des habitants de Tfail (caza de Baalbeck) manifestent pour exiger de l'eau potable, absente depuis trois mois.

2023

9 janvier, des pêcheurs de Tyr (gouvernorat du Sud Liban) manifestent et bloquent la rue menant au port pour protester contre l'usage de la dynamite et de la pêche illégale par filets de petit calibre.

2 février, des habitants de Toura (caza de Tyr) envahissent la centrale thermique pour exiger du courant électrique.

4 février, des habitants de Arnon (caza de Nabatieh) bloquent la route pour protester contre l'arrêt du générateur électrique privé après une inspection du ministère de l'Économie.

23 février, des habitants de Kfar Rommane (caza de Nabatieh) jettent des ordures sur l'autoroute de l'Imam Sadr pour exiger la collecte des déchets.

11 mai, ils bloquent l'autoroute.

2 mars, des habitants de Deir Ahmar (caza de Baalbeck) et des élèves de l'école des sœurs de la Sainte Famille à Notre Dame de la Tour font un sit-in dans le stade de l'école pour protester contre l'écoulement d'eaux usées en provenance d'une station d'épuration non active, et menaçant la santé des élèves et des habitants de Deir Ahmar, Kanaisse, Shlifa et Shaat.

10 mars, des habitants de Douir (caza de Nabatieh) manifestent contre les coupures d'eau.

17 mars, des habitants de Mghairiyeh (caza de Chouf) bloquent la route principale pour protester contre les coupures d'eau.

15 avril, des habitants de Jezzine (gouvernorat du Sud Liban) manifestent devant la municipalité pour exiger l'interdiction d'implantation d'un centre de tri des déchets.

1^{er} juin, des habitants de Saïda (gouvernorat du Sud Liban) manifestent à l'entrée de la localité contre la décharge nuisible à l'environnement et à la santé.

6 septembre, des élèves de neuvième année de l'École des arts évangéliques manifestent devant l'entrée de l'école contre l'accumulation des déchets dans la ville.

5 juin, des habitants et activistes de la société civile manifestent devant la municipalité de Deir Ammar (caza de Minniyeh Denieh) à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement en présence du maire de Dir Ammar et de celui de Borj Alyehoudia pour protester contre un projet de décharge.

6 juin, des habitants de Blida (caza de Marjayoune) manifestent près de Bir Shaib à la frontière israélienne pour protester contre le déversement par des camions israéliens d'engrais animaux et végétaux afin d'enrichir les terres à une date inappropriée et entraînant des insectes et des moustiques.

26 juin :

- des maires et des notables de la Bekaa Ouest manifestent devant le siège de EDL à Machghara pour protester contre l'augmentation des tarifs d'électricité. 26 juillet, des notables, entrepreneurs, des commerçants font un sit-in devant EDL à Machghara.

- des habitants de Zouk Mosbeh (caza de Kesraouan) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité.

28 juin, des habitants de Qsaïbeh (caza de Nabatieh) bloquent la route Nabatieh/Tyr pour protester contre l'accumulation des déchets.

13 juillet, des habitants de Ghazieh (caza de Saïda) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

23 juillet, des habitants de Hlaliyeh (caza de Saïda) bloquent la route avec des détritiques pour protester contre l'accumulation des ordures à proximité des habitations.

24 juillet, des habitants de Kfar Fila (caza de Saïda) bloquent la route pour protester contre les délestages.

25 juillet, des habitants de la Bekaa occidentale manifestent devant le complexe de Abd Elaal pour protester contre le rationnement de l'électricité.

27 juillet, des habitants de Jbaa (caza de Nabatieh) manifestent contre l'implantation d'une nouvelle décharge dans leur ville.

7 août, des habitants des quartiers de l'Agriculture et des Logements populaires de Tyr (gouvernorat du Sud Liban) bloquent la route Tyr/Nagoura pour protester contre l'arrêt de la collecte des déchets.

8 août, des habitants de Rachaya Al Foukhar (caza de Hasbaya) manifestent devant la station d'eau pour dénoncer les attaques du générateur qui ont entraîné l'arrêt du pompage de l'eau.

15 et 16 août, des habitants de Aïn Qana (caza de Nabatieh) bloquent la route pour exiger de l'eau et de l'électricité.

27 août, des habitants de Habbouche (caza de Nabatieh) manifestent à côté du réservoir d'eau près de l'hôpital du secours populaire libanais à Nabatieh pour protester contre la coupure d'eau dans leur localité.

1^{er} septembre, des habitants du camp palestinien de Beddaoui à Tripoli (gouvernorat du Nord Liban) manifestent pour exiger la réfection du réseau électrique afin d'accéder au courant.

8 septembre, le comité de Kfar Hazir (caza de Koura) rappelle qu'aujourd'hui est le dernier jour donné par décret par le gouvernement à l'autorisation des tracteurs dans les carrières de sable.

16 septembre, des habitants du quartier des Jamaat à Nabatieh (caza de Nabatieh) manifestent sur la route Nabatieh/Kfar Rommane pour exiger la collecte des déchets.

21 décembre, des habitants de Beddawi à Tripoli (gouvernorat du Nord Liban) et l'Union des Syndicats des Travailleurs et des usagers du Nord manifestent devant une entreprise pétrolière pour

protester contre la pollution par l'entreprise des sols et des eaux.

LIBYE

2022

22 mars, des jeunes de Nalout manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau et de l'électricité.

25 juin, des habitants de Tripoli manifestent pour exiger de l'électricité et contre la détérioration du niveau de vie. Les agriculteurs font un sit-in.

Les 26 et 27, ils manifestent à nouveau.

1^{er} juillet, ils manifestent place des Martyrs pour l'électricité, contre les groupes armés et les politiques. Une autre manifestation a lieu devant le bâtiment du gouvernement.

Le 2, des habitants bloquent les routes menant à leurs quartiers. Le 3, ils manifestent à nouveau pour l'électricité et bloquent des routes.

27 juin, des jeunes de Tajoura (district de Tripoli) manifestent pour exiger de l'électricité et la crise des liquidités. Le 29, ils manifestent à nouveau.

30 juin :

- des habitants de Wadi Kaam (chabiya de El Murqub) bloquent la route Khoms/Zliten pour exiger de l'électricité.
- des habitants de Qasr Bin Ghachir (chabiya de Tripoli) manifestent pour exiger de l'électricité.

1^{er} juillet :

- des habitants manifestent à Benghazi pour exiger de l'électricité. Le 2, ils manifestent à nouveau.
- des habitants manifestent à Tobrouk pour exiger de l'électricité et se dirigent avec un bulldozer vers le Parlement de Tobrouk auquel ils mettent le feu.
- des habitants de Sebha (province du Fezzan) manifestent place de l'Indépendance pour l'électricité, contre les politiques et exigent des élections sans délai.
- des habitants manifestent à Misrata contre la classe politique. Le 3, ils manifestent à nouveau.
- des habitants manifestent à Al Beidha pour l'électricité, des élections et des poursuites contre les corrompus. Le 2, ils manifestent à nouveau. Ils nomment leur mouvement « le cri de la jeunesse » et portent des gilets jaunes.

3 juillet, des habitants de Beni Walid (chabiya de Misrata) manifestent pour exiger de l'électricité.

10 juillet, le parlement libyen demande l'ouverture d'une enquête urgente sur la coupure de l'électricité.

3 août, des habitants de Bent Bayyah (chabiya de Wadi El Hayaa, région du Fezzan) bloquent la route Sebha/Oubari et le transport vers les champs pétroliers pour exiger des services de qualité, notamment en électricité au lendemain de l'explosion le 1^{er} août d'un camion-citerne qui a fait au moins 9 morts et une cinquantaine de blessés.

2023

7 janvier, des notables et des jeunes de la tribu Al Munasila à Beni Walid (chabiya de Misrata) manifestent pour exiger de l'eau potable, des routes et des services de santé.

18 janvier, des habitants du quartier El Muaikil de Tininay (chabiya de Misrata) manifestent pour exiger de l'eau potable.

19 janvier, des habitants de Tawergha (chabiya de Misrata, région de la Tripolitaine) manifestent pour dix revendications sont des services publics d'eau, d'électricité, de collecte des déchets, d'enseignement, de l'emploi et le retour des déplacés.

28 avril, l'association « les amis de l'arbre » de Tripoli cultive de jeunes plants qu'ils replantent dans les zones asséchées et fait des campagnes de sensibilisation.

12 juillet, des habitants de Al Rejbane (chabiya de Al Djabel Al Gharbi) manifestent pour exiger de l'eau, de l'hygiène et la sécurité.

18 septembre, des habitants de Derna manifestent pour exiger des poursuites contre les responsables des inondations dues à la rupture des barrages.

MAROC

2022

2 janvier, des habitant.e.s de Riad Raha du quartier de Lisasfa à Casablanca manifestent contre la pollution due à la proximité d'une unité industrielle. (banderole : Allah, la Nation, le Roi).

20 janvier :

- des habitants de Taourit, Aït Imloule, Issouka, Bouskour et Aït Ahya (commune de Beni Ayat, province de Azilal) pour exiger de l'eau potable. 19 mars, ils commencent un sit-in illimité. 27 décembre 2023, les habitants de Taourit, Bouskour et Issouka manifestent le long de la RN8 pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Oulad Tayeb (préfecture de Fès) manifestent pour exiger de l'eau potable et de l'électricité. 27 janvier, 18 février et 3 mars, ils manifestent à nouveau. Le 20, ils manifestent devant le siège de la commune. 16 et 23 juin, ils manifestent à nouveau. 9 mars 2023, iels manifestent devant la municipalité (banderole : « Le 8 mars, on fête les femmes sans eau ni électricité »)

27 janvier, des habitant.e.s et des militant.e.s de Safi (province de Safi, région de Marrakech Safi) manifestent devant le siège de la commune pour protester contre la pollution de l'eau potable. 5 février, iels manifestent devant le siège de la province pour exiger des solutions.

1^{er} février, des habitants de Ricolaris à Nador manifestent contre l'absence d'eau potable.

12 février, des habitants de Tchoumbira (commune de Béni Ouikrou, province de Nador) manifestent contre le maintien de l'usine de plastique et bloquent les camions pour dénoncer la pollution et les maladies, notamment allergiques qu'elle engendre.

14 février, des agriculteurs des environs de Kénitra bloquent la RN1 pour exiger de l'eau d'irrigation.

15 février, des habitants de Tainine 2 et du lotissement Ouzoud (communes de Aït Majdene et de Tanant, province de Azilal) manifestant à Tanant pour exiger un réseau d'assainissement et la collecte des déchets.

16 février, des habitants de Belksiri à Zhair Ajnanat (commune de Nouérate, province de Sidi Kacem) manifestent pour protester contre les coupures d'électricité qui ont entraîné l'interruption

de l'approvisionnement en eau potable.

16 et 17 février, des habitants des douars de Ghiata Al Gharbia (province de Taza) font un sit-in avec tente pour exiger de l'eau potable.

17 février :

- des habitants de Jerada manifestent contre les coupures d'électricité décidées pour les abonnés n'ayant pas pu s'acquitter de leurs factures.
- des habitants de Tafrant (province de Beni Mellal) manifestent contre les carrières de sable. 9 mars, ils manifestent à nouveau. 17 mars, des habitant.e.s de Tafrant et Aït Saaden manifestent devant le Centre Régional de l'investissement de Béni Mellal pour que soit refusé le projet de carrière de sable, toxique pour la santé des habitant.e.s et l'agriculture.

19 février, des habitants de Sidi Rahal (province de Berrechid) manifestent contre la pollution générée par une décharge de déchets.

20 février, manifestations dans plusieurs villes contre la hausse des prix, pour l'augmentation des salaires, des logements décents et de l'eau potable, à l'appel du Front social. Le 6 mars, nouvelle manifestation.

22 février, des habitants de Lamsabih (province de Safi) manifestent pour exiger de l'eau potable.

27 février, la manifestation prévue contre la marginalisation et la pauvreté et pour un environnement sain à Youssoufia est interdite par les autorités.

7 mars, des habitants de Zagora manifestent pour exiger de l'eau potable et de l'électricité. 13 juillet, iels manifestent à nouveau.

5 décembre, des habitants des quartiers Abid Chergui, Elwifak et Ennasr manifestent pour exiger de l'eau potable, de l'électricité et des espaces verts.

11 février 2023, des cadres syndicaux et des coordinations de Zagora manifestent contre la dégradation des conditions de vie dans la province et la cherté des prix de l'eau et de l'électricité.

18 juin, des composantes de la société civile font part de leur colère à la suite du non respect du décret du 24 octobre 2022 codifiant l'autorisation de la culture de la pastèque rouge et de la pastèque jaune.

9 mars :

- des apiculteurs manifestent devant le ministère de l'Agriculture à Rabat contre l'absence de mesures pour enrayer la disparition des abeilles.
- des habitant.e.s de Ifegh (commune de Aghbalou Nkardouss, province de Rachidia) marchent vers la direction de la région pour exiger l'approvisionnement en eau potable.

10 mars, des habitants de Dahira (commune de Tissaf, province de Boulemane) manifestent pour l'eau potable et des infrastructures de base.

14 mars :

- des habitants de Id Ali Ou bella et de Id Bouhria (commune de Sidi Bou Abdelli, province de Tiznit) manifestent contre une carrière polluante poussières et émanations.
- des habitant.e.s de Zinat (province de Tétouan) manifestent pour protester contre la pollution émise par les carrières de pierres à 500 mètres des habitations. 18 mars, iels manifestent contre la pollution toxique, pour les humains, les bêtes et la nature, engendrée par la carrière.

Le 31, iels manifestent à nouveau.

27 avril, iels manifestent à nouveau.

26 mai, les autorités de la province de Tétouan interdisent aux populations de marcher vers le siège de la province et toute manifestation.

4 juin, le ministère de l'Équipement annonce sept mesures pour remédier à la pollution.

21 mars, des militants de la Jeunesse Verte de Tanger manifestent devant la CA pour protester contre l'abattage de la forêt séleucide à des fins de construction immobilière.

23 mars :

- l'AMDH émet un communiqué à l'occasion de la journée mondiale de l'eau, réaffirme les droits des êtres humains à un environnement sain et sa solidarité à tous les habitants souffrant du manque d'eau.

- des habitants de Boussakhane (commune de Bouaarg, province de Nador) manifestent pour des transports scolaires.

12 avril, des habitants de Béni Mellal manifestent contre la fermeture de 36 fontaines en ville et 4 jardins publics.

26 juillet, des habitants de la cité Khourigba manifestent devant le siège de la municipalité pour exiger de l'eau potable.

15 avril, des parents d'élèves de Sidi Mhamed Dalil (province de Chichaoua) manifestent devant la municipalité pour exiger un ramassage scolaire à des tarifs abordables.

19 avril, des membres du bureau marocain de l'eau et de l'électricité manifestent devant le parlement contre la privatisation de l'eau.

20 avril, des habitants de Fouarat (commune de Ameer sud, préfecture de Salé) manifestent pour exiger de l'électricité et bloquent la route Sidi Alal Al Bahraoui/Rabat. 14 personnes sont interpellées et évacuées à Salé.

21 avril, des femmes de Dhahra Al Hababis (commune de Sidi Hamadi, province de Fqih Ben Salah) manifestent pour exiger le réservoir d'eau promis lors des dernières élections de septembre 2021.

27 avril :

- des femmes de Imounsis (préfecture de Ida Outanane) manifestent contre le retard de plus de 20 ans mis au raccordement de leur logement à l'eau potable.

- des habitants de Oulad Jerrar (province de Tiznit) manifestent pour des transports publics.

2 mai, un député du PPS pose une question écrite au gouvernement sur la prévention de la crise de l'eau potable pour l'été.

3 mai, des habitants de Ida Ou Gommad (province de Taroudant) marchent à pied vers la mairie contre le forage de puits par un investisseur, par crainte de l'assèchement de la nappe phréatique. Le 7, ils manifestent à nouveau.

5 mai, des habitant.e.s de Tissrakat (commune de Ternana, province de Zagora) manifestent pour exiger de l'eau potable.

6 mai, des femmes de Béni Ayat (province de Azilal) manifestent pour exiger des égouts, de l'eau potable, la collecte des déchets.

25 octobre, elles manifestent pour exiger la collecte des déchets, interrompue depuis plus d'un an..

16 mai, des habitants de Aïn Marchouch (commune de Bou Arous, province de Taounate) marchent en direction du siège de la région, mais la marche est interrompue à proximité de Aïn Kansera sur

intervention des autorités qui promettent de trouver une solution.

17 mai, les élèves de l'école préparatoire Baddou d'Aghbalou N'kerdouss (province d'Errachidiya) boycottent les cours pour protester contre l'intoxication alimentaire du 13 mai, qui a conduit 70 élèves à l'hôpital 20 août de Guelmima.

22 mai, le conseiller municipal de la Fédération de gauche de Larache est agressé à l'arme blanche par une personne connue pour son appartenance à la mafia du pillage du sable.

23 mai :

- des habitants de Mghila et Ouled Drid (commune et province de Beni Mellal) manifestent devant l'entrée de la décharge intercommunale pour dénoncer un crime environnemental, à cause de l'absence de traitements des déchets et de filtration du lixiviat.

- des habitants de Agoudim, Khottart Aachich, Tazegzouate et Aït Saadane (commune de Hassia, province de Tinghir) manifestent pour exiger de l'eau potable, absente depuis des années.

25 mai, des paysans de la plaine de Sabra (province de Nador) manifestent pour exiger de l'eau d'irrigation et exiger la réouverture du canal de l'oued Malek.

18 juillet, des paysans de Oulad Settout, dans la plaine de Sabra, manifestent devant la coordination agricole de Zaiou pour exiger de l'eau d'irrigation afin de sauver leurs arbres fruitiers, alors que le canal déverse de l'eau en direction de Nador, puis manifestent à Selawan.

22 août 2023, ils manifestent devant la coordination de Zaiou relevant du centre régional de Melouia.

27 mai, après avoir vu une première marche interdite, le Front social appelle à une manifestation le 29 mai contre la cherté des prix, la normalisation et la tarification actuelle d'eau et d'électricité.

30 mai :

- six syndicats du secteur de l'eau (UMT, CDT, UNTM, FDT, ODT, SPS) annoncent la création d'une coordination contre le projet de sociétés régionales pluri-spéciales, à l'initiative du gouvernement.

- des femmes de Taous (province de Rachidia) manifestent contre l'effondrement d'un mur entre un centre de santé et une école, dû à une tempête de sable selon les autorités, qui a entraîné le décès de trois écoliers et exigent une enquête indépendante.

- des habitant.e.s de Aïn Chouk (province de Larache) manifestent pour exiger de l'eau potable. 14 juin, les femmes manifestent à nouveau.

1^{er} juin, dépôt de plainte auprès du TA de Rabat contre le maire de M'diq Fneidek, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre, et la société On the beach food et jet ski, dont les frères Abu Zaiter détiennent la majorité et dont le siège est à Tanger, contre un projet de construction d'un restaurant sur le front de mer et d'une activité jet ski à M'diq (préfecture M'diq Fneidek) sur le domaine public, par l'avocat de l'ADDHM.

1^{er} juin, des habitants de Tiztoutine (province de Nador) manifestent devant l'agence d'eau potable transférée à Laroui.

2 juin, des artisans traditionnels du quartier Sidi Moussa à Salé manifestent pour exiger de l'eau.

4 juin, des habitants de Aïn Ganoun (commune de Aït Segrouchène, province de Taza) manifestent pour exiger leur raccordement à l'eau potable.

5 juin, des habitants de Ifri, Aït Kadi, Aït Lahcen, Aali, Iadouane, Tamassint et Tagoumast à Tinghir exigent des autorités une intervention pour en finir avec le déversement des égouts dans les terres et l'oued Toudgha. Une réunion se tient le lendemain entre les autorités, les institutions et les

habitants pour que les travaux commencent dès le 9 juin.

6 juin, des habitants de Douar Lakhdara (commune de Ouled Hariz, province de Berrechid) manifestent pour l'eau potable, détournée illégalement pour irriguer des cultures.

9 juin, des militants de Sidi Bennour manifestent devant le siège de la RADEEJ et la municipalité pour exiger de l'eau potable.

12 juin, l'AMDOC de Marrakech Safi met en garde contre les produits agricoles irrigués par les eaux du fleuve, où se déversent des eaux usées et polluées

12, 13 et 14 juin, des habitants de Tifert Naït Hamza (province de Azilal) font un sit-in devant la municipalité pour exiger de l'eau potable.

13 juin, des habitants de 14 douars des communes de Aït Igas, Sidi Dahmane et Oulad Aïssa (province de Taroudant) manifestent contre la saisie de 3000 hectares de leurs terres exploitées, avec le soutien de la coordination Akal.

14 juin, des habitants de Aït Bouzzaouit (commune de Oum Errabie, province de Kénifra) manifestent pour leur raccordement à l'électricité.

15 juin, des habitants de Bouzerz (commune de Arbaa Sahel, province de Tiznit) manifestent contre les attaques des bergers nomades.

19 juin, des habitant.e.s de Maaziz (province de Khemisset) manifestent pour exiger de l'eau potable.

21 juin :

- des habitants de Rbee Lfouqi (province de Taza) marchent avec leur bétail jusqu'au siège de la commune pour exiger de l'eau potable. 13 septembre, ils manifestent à nouveau.
- des habitant.e.s de Ait Addi (commune de Aït Hkim Aït Yzid, province de Al Houz) manifestent avec leurs enfants pour exiger de l'eau potable.

22 juin, des habitant.e.s de Haouami, (commune de Bouskoura, province de Nouaceur) manifestent pour exiger de l'eau potable.

23 juin, l'Association de protection de l'environnement et pour le Développement durable des Oasis de Asrir porte plainte près du Procureur royal du TPI de Guelmim contre l'arrachage des palmiers de Tigmert (commune de Asrir, province de Guelmim) par une entreprise chargée de l'élargissement des couloirs.

24 juin, des agriculteurs de Al Houaoura 2 (commune de Sidi Rahal, province de Berrechid) manifestent contre la coupure de l'eau d'irrigation.

27 juin, des habitants de Tamaïlt (commune de Amtar, province de Chefchaouen) protestent contre le revirement des autorités quant à leur promesse de leur ouvrir trois robinets publics pour ramener leur nombre à deux.

28 juin :

- des habitants de Zaouiyat Ouzdine (commune de Tensift, province de Zagora) manifestent devant l'entrée de la mine de cobalt de Bouazzar pour exiger des emplois et dénoncer la pollution de la nappe phréatique et les fumées toxiques.
- des habitants de Sidi Abderrahmane (commune de Saadla, province de Safi) manifestent à Safi

pour exiger de l'eau et de l'électricité.

29 juin, le syndicat de la société SOS d'ordures ménagères de Beni Ansar et Zeghanghan (province de Nador) affilié à l'UMT, dénonce le harcèlement des syndiqués et exige l'amélioration de leurs conditions de travail et des mesures et du matériel de protection et de sécurité.

1^{er} juillet, des habitants de Ghouazi (province de Taounate) manifestent avec leurs ânes et des bouteilles vides en direction de la région de Fès Meknès pour exiger de l'eau potable, mais sont stoppés par les forces de l'ordre, les contraignant à manifester à Kariat Ba Mohammed. Ils sont soutenus par l'AMDH et la LMDH ; les autorités s'engagent à installer des robinets à Zraoula et Sidi Abdelnour à titre provisoire. 16 août 2023, des habitants des douars de Oulad Aïssa à Ghouazi manifestent à dos d'ânes en direction de Kariat Ba Mohammed pour exiger de l'eau potable.

3 juillet, des habitants de Aïn Messaouda (commune de Dar Kebdani, province de Driouch) protestent contre la licence accordée par l'administration des eaux et forêts à une association de chasse, qui tire dangereusement sur leurs terres.

4 juillet, des habitants de Nkob (province de Zagora) manifestent jusqu'à la municipalité et l'ONEE pour exiger de l'eau potable. Le 13, ils manifestent à nouveau.

5 juillet, des habitant.e.s de Oulad Ayad (province de Fqih Ben Salah) manifestent devant la société de l'eau et de l'électricité pour protester contre les coupures d'eau. Le 10, la gendarmerie royale convoque trois militants, Ahmad Sadiki, Abdellatif Baroush et Chergui Kadri. Le 12, ils manifestent à nouveau.

7 et 8 juillet, des habitants de Agadir Ouzrou (commune de Aga, province de Tata) marchent en direction de la municipalité pour exiger de l'eau potable. Le 13, ils manifestent à nouveau.

11 juillet, des habitants de Makhfia (province de Taounate) manifestent devant la municipalité de Temdit pour exiger de l'eau potable. 10 août, ils manifestent à nouveau.

13 juillet, des habitants de Zouakine (commune de Sidi Redouane, province de Ouazzane) manifestent pour l'eau et l'électricité.

15 juillet, des habitants de Kniz (commune de Béni Ayat, province de Azilal) manifestent contre l'implantation d'une carrière de pierres à côté de leurs domiciles.

16 juillet, la coordination Akal manifeste à Tiznit pour les droits des peuples autochtones et leur droit à la terre héritée de leurs ancêtres.

17 juillet :

- des habitants de Tazarine (province de Zagora) manifestent devant la municipalité et le bureau de l'ONEE pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Al Mhadda (commune de Ouaoula, province de Azilal) manifestent en direction Kalaa Des Sraghna pour exiger la réfection de la route et des transports scolaires, avec drapeaux nationaux et portraits du roi.

24 juillet :

- des habitants de Rouajah (commune de Oulad Bou Rahmoun, province de Fqih Ben Salah) manifestent au bord de la RR309 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Zardel (commune de Bouknadel, préfecture de Salé) manifestent devant le siège de la municipalité pour exiger de l'eau et de l'électricité.

26 juillet :

- la coordination des personnes lésées par le barrage de Aït Ziyad (province de Al Haouz) tiennent une conférence de presse à Rabat pour exiger des dédommagements pour les personnes expulsées.
- des habitants de la cité Khourigba de Béni Mellal manifestent devant le siège de la municipalité pour exiger de l'eau potable.

27 juillet, des habitants de Marzouga (commune de Ettaous, province de Rachidia) manifestent contre leur spoliation de 14 000 hectares aux profits des domaines de l'État.

29 juillet, des habitants de Oussafrou (commune de Dir Al Ksiba, province de Béni Mellal) manifestent contre un projet de carrière de sable sur leurs terres agricoles, à proximité de leurs logements.

1^{er} août, des habitants et des militants de Asrir (province de Guelmim) manifestent contre les attaques des agriculteurs contre la nappe phréatique qui ont obtenu des licences de forage de puits.

2 août, des habitants de Oulad Bourahmoune (province de Fqih Ben Salah) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable.

8 août, des habitants des douars de Enjil (province de Boulemane) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable.

Le 19, ils manifestent à nouveau. Les 24, 25 et 26, ils font un sit-in devant la municipalité de Midelt, après avoir parcouru plus de 100 km à pied, pour protester contre l'absence de réponse des responsables de Boulemane.

15 septembre, la gendarmerie de Missour auditionne quatre manifestants dans l'attente de leur comparution devant le parquet.

Le 18, des habitants de Enjil manifestent à la veille de leur comparution en solidarité.

Le 19, l'AMDH exige l'abandon des charges.

Le 20, le parquet de Missour décide de les poursuivre en liberté.

Ils comparaitront le 11 octobre devant le tribunal. 5 décembre, les audiences devraient reprendre.

17 janvier 2023, le TPI de Missour les condamne à deux mois d'emprisonnement avec sursis et à une amende.

9 août, des habitants du lotissement Al Fath dans le quartier Mujahidine à Tanger adressent une plainte exigeant une ouverture d'enquête sur l'autorisation donnée à un promoteur de construire sur un espace vert.

13 août, des habitants de Ifrane (province de Guelmim) manifestent contre le danger que fait courir à la nappe phréatique la mine de la société Wansimi qui pompe l'eau en grandes quantités.

15 août, des habitants du quartier Tamhroucht de Sidi Ifni manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable.

19 août, des habitants de Alnif (province de Tinghir) participent à une réunion avec les responsables locaux et des militants associatifs pour doter la ville d'égoûts, de structures hospitalières, après qu'ils aient appelé à une manifestation.

20 août, des habitants de Aïn Chkef (province de Moulay Yacoub) manifestent pour l'eau potable.

5 septembre, des habitants de Béni Bouayach (province de El Hoceïma) manifestent devant l'agence de l'électricité pour protester contre le refus de cette dernière de relier leurs domicile au réseau.

8 septembre, des habitants de Al Bakkarine (province de Casablanca) manifestent pour l'eau

potable. Le 15, ils manifestent devant la mairie de Nouaceur.

9 septembre :

- des habitants de la vieille ville de Casablanca manifestent près de la municipalité de Anfa pour exiger une solution au problème de la menace d'écroulement de leurs logements lors des prochaines pluies.

- des habitants de Al Barada (préfecture de Mohammedia) manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité et des égouts, après deux morts par électrocution.

10 septembre, la coordination Akal dénonce l'attaque perpétrée contre les habitants de Tafraoute El Mouloud (province de Tiznit) par des pasteurs nomades. Le 11, des habitants manifestent devant la municipalité pour dénoncer son absence d'action face aux attaques.

14 septembre :

- des composantes de la société civile de Fam Al Hisn (province de Tata) appellent à l'interdiction de la culture des pastèques et à une réglementation des puits et des forages. 21 octobre, des habitants manifestent contre les poursuites visant des manifestants anti pastèques et exigent leur libération.

14 novembre, des commerçants en alimentation font grève par solidarité avec la coordination contre la culture de la pastèque.

- un habitant de Settât fait un sit-in devant la municipalité pour dénoncer les émanations d'un abattoir clandestin de poulets à la cité Salam.

15 septembre, des habitants de Takatart (commune de Mezkitâ, province de Zagora) manifestent contre un forage de puits à usage industriel.

Le 16, cinq manifestants sont appréhendés. Des habitants constituent un comité de vigilance pour garder le puits et portent plainte contre la société SOMIFER.

28 novembre, trente véhicules des forces de l'ordre font appliquer de force le protocole signé entre la société et les habitants au détriment de ces derniers.

19 septembre, des parents et des élèves de Al Oued Lakhdar (province de Kalâa Des Sraghna) se rendent à pied à Rabat pour exiger des transports scolaires. Avant leur arrivée à Al Borouj (province de Settât), les forces de l'ordre les bloquent.

20 septembre, les autorités locales de Aït Hani (province de Tinghir) exécutent les jugements du TA de Agadir prévoyant la destruction de cinq bâtiments en prévision du barrage de Toudgha à Tamentoucht, accompagnés par les forces de l'ordre, les habitants refusant d'être spoliés de leurs terres, en dépit des dédommagements.

21 septembre, des habitants des douars de Beni Oukil Ouled Amhanad (province de Nador) manifestent devant le siège de la province pour exiger de l'eau potable.

22 septembre :

- des élèves de Ibarkanene et Oulad Otman (commune de Hassi Berkane, province de Nador) ne se rendent pas en cours faute de transport scolaire. Des dizaines de lycéens de ces douars boycottent les cours au collège de Hassi Berkane en solidarité avec eux.

- des habitants de Mzab (commune de Ben Ahmed, province de Settât) manifestent devant les municipalités de Ain Dorbane Lahlaf, de Amlak et Ben Ahmed nord et tiennent une conférence de presse au locale de la CDT de Ben Ahmed contre les nuisances des carrières de pierres.

26 septembre :

- des agriculteurs de Louata (commune de Aghbalou Agorar, province de Sefrou) et des militants organisent une marche contre l'accaparement des eaux et dénoncent la pollution générée par la décharge municipale.

- des habitants de Hamada (commune de Nagga, province de Safi) manifestent à Safi pour exiger de l'eau potable.

27 septembre, des habitants de Azemmour (province de Al Jadida) manifestent contre la crise sociale, notamment les augmentations des tarifs d'eau et d'électricité.

28 septembre, des collégiens et lycéens de Tiggane, Tazoult, Addiss et Taghla (commune de Adis, province de Tata) marchent en direction du siège de la province pour exiger des transports scolaires.

30 septembre, des habitants de Tafraout et Tahala Ighchane (province de Taroudant) manifestent contre les attaques contre les habitants par des pasteurs nomades à l'appel de la coordination Akal.

4 octobre, des habitants de Mgartou (province de Settât) manifestent avec des associations de droits de l'homme sur la route menant à une carrière de pierres contre la pollution, les fissures dans les logements et les maladies engendrées par cette dernière.

11 octobre, des habitants de Tafergalt (commune de Mezguita, province de Zagora) manifestent contre le forage d'un puits destiné à une société minière.

13 octobre, des habitants de douars de Bni Tadjit (province de Figuig) manifestent pour exiger le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'électricité.

17 octobre, des militant.e.s de la société civile, à l'occasion de la journée pour l'élimination de la misère, manifestent à Casablanca, Marrakech, Tetouan, Fkih Ben Salah et Rabat contre la cherté des carburants et de l'énergie et plaident pour le blocage des prix de l'eau et de la nourriture.

25 octobre, des femmes de Bni Ayat (province de Azilal) manifestent pour exiger une collecte des déchets ménagers, interrompue depuis plus d'un an.

1^{er} novembre, des habitantes de Rguibat 1, Oulad Idriss 2 et Oulad Bouhali à Al Jadida (région de Casablanca Settât) manifestent contre leur exclusion du programme de remise à niveau et d'égouts

4 novembre, des habitants de Oum El Guerdane (province de Tata) manifestent contre la culture de la pastèque qui provoque une crise de la soif et l'émigration forcée. Le 16, nouvelle manifestation.

6 novembre, des habitants de Tata manifestent contre la hausse des prix et l'interdiction de la culture de la pastèque.

10 novembre, des femmes de Aït Ouagmar (commune de Ouadi Safa, province Chtouka Aït Baha) manifestent pour exiger la création d'infrastructures publiques et endiguer la marginalisation.

14 novembre, des habitants de la cité Ghofrane à Dakhla (province de Oued Eddahab) manifestent contre les débordements des égouts dans les rues.

16 novembre, des élèves de Bouarg (province de Nador) manifestent pour exiger des transports de qualité.

17 novembre, des habitants des Laarab et Ahmar (commune de Aït Amira, province de Chtouka Aït Baha) marchent de Al Arab jusqu'à la municipalité pour exiger une solution à la pollution causée par les inondations des fosses à ciel ouvert pour les eaux usées. 5 mai 2023, ils commencent un sit-in illimité. Le 22, ils manifestent devant la municipalité.

19 novembre, la coordination des Etudiants de la province de Tata manifeste pour des transports.

23 novembre, des habitants de Ighir Naysel, Ikrad Noula et Ourzi (commune de Ait Abdi, province de Midelt) marchent en direction du siège la région de Béni Mellal Kénifra, et passent quatre nuits à la belle étoile, pour exiger le forage d'un puits d'eau potable et la réfection d'une portion de chemin. Le 28, les forces de l'ordre de Tizi Nisly (province de Béni Mellal) dispersent les manifestants.

24 novembre :

- des habitants de Ksar Agoudal (commune de Bouazmou, province de Midelt) manifestent pour le droit à l'eau potable et d'irrigation produite grâce à l'énergie solaire, des protections des logements contre les inondations, l'extension du réseau électrique, la réfection des murs des écoles et du marché, l'éclairage public, une ambulance, etc.

- des membres de la tribu Doubilal (commune de Birat, province de Assa Zag) manifestent en solidarité avec la tribu Aït Oussa pour défendre leurs terres.

8 décembre, des habitant.e.s de Kariat Shems (commune de Safi, province de Safi) manifestent devant la municipalité pour exiger un réseau d'assainissement et la fin de l'inondation de leur quartier par les eaux usées.

2023

4 janvier, le gouverneur de la province de Béni Mellal émet un décret préconisant des mesures d'interdiction de cultures de toutes sortes de pastèques et de restriction de culture de légumes gourmands en eau.

Le 22, le gouverneur de la province de Guelmim Oued Noun émet un décret similaire.

12 janvier, des habitants de Sidi Salah et Drier (commune de Akermoud, province de Essaouira) manifestent contre les nuisances occasionnées par le passage des camions de sable et exigent des compensations.

24 janvier :

- des habitants de Aguerdane, Ittifni, Zakoun Tezkoune (commune de Aït Abbas, province de Azilal) marchent jusqu'au siège de la province pour exiger la réfection d'une portion de chemin.

- des habitant.e.s de Al Jabbarat (commune de Had Harrara, province de Safi) manifestent devant la municipalité de Safi pour exiger de l'électricité et de l'eau.

26 janvier, le bureau central de l'Association marocaine de la citoyenneté, du développement et des droits manifestent devant le siège de la région à Errachidia (région du Draa Tafilalet) pour dénoncer la marginalisation de la région, notamment en matière d'accès à l'eau.

28 janvier, des habitants de Oulad Ibrik (commune de Sidi Mekki, province de Berrechid) manifestent contre l'augmentation de forages illégaux par les cultivateurs de carottes et de pommes de terres, qui les privent d'eau.

28 janvier, des habitants de Imin Tifirst (commune de El Ksiba, province de Béni Mellal) manifestent contre la carrière de pierres à proximité de leurs maisons, qui sont déjà fissurées. 4 février, les autorités ordonnent la mise à l'arrêt de la carrière.

30 janvier, la fédération nationale de l'eau potable de l'UMT exprime son refus de la mise en place de sociétés régionales multi services, préalable selon elle à la privatisation du secteur. 9 février, des organisations, dont l'UMT, manifestent à Agadir contre l'appauvrissement des populations et refusent le processus de privatisation de l'eau.

Le 27, la fédération nationale de l'eau potable de l'UMT fait une grève générale et un sit-in à Rabat

contre la loi 21-83 portant création de sociétés régionales multi services et appelle à une grève générale les 15 et 16 mars.

La coordination syndicale des utilisateurs du BN de l'électricité et de l'eau appelle à une grève nationale les 12 et 13 avril et les 27 et 28 avril, avec un rassemblement le 28.

Les employés de la fédération mènent une grève nationale les 11 et 12 mai et manifestent le 12 devant la direction de Oujda.

17 au 19 avril, la coordination syndicale du secteur de l'eau (CGT-UMT) entre en grève.

Le 19, des employés du secteur de l'eau manifestent devant le Parlement à Rabat.

La coordination syndicale (UMT-CGT) appelle à une manifestation le 26 mai devant la direction de l'eau à Agadir.

Le Front Social appelle la société civile à une réunion le 3 juin pour lancer une campagne nationale et internationale.

12 juin, le Parlement adopte la loi portant créations de sociétés régionales multi services.

29 décembre, une coordination de huit syndicats manifestent à Rabat devant l'ONEE et y joignent les revendications des employés.

2 février, des habitant.e.s de Oulad Sidi Abdennabi à Echalalat (préfecture de Mohammedia) marchent jusqu'à Mohammedia pour exiger des compteurs électriques individuels et des papiers d'identité.

6 février, de agriculteurs de Zawiya Sidi Benaïssa (commune de Aghbalou Agorar, province de Sefrou) marchent contre l'accaparement de leurs terres par les grands propriétaires.

Le 7, la police judiciaire convoque Azzedine Bassidi, membre du collectif paysan et président de l'AMDH de Sefrou, qui avait défendu leur droit à l'eau. Le 8, il est arrêté.

Le 10, nouvelle manifestation.

Le 11, le procureur du TPI de Sefrou engager des poursuites contre Azzedine Bassidi, en détention.

3 mars, le TPI de Sefrou le condamne à deux mois d'emprisonnement ferme et à une amende de mille dirhams.

16 avril, il quitte la prison. 6 octobre, il est arrêté. L'AMDH exige sa remise en liberté. Le 23, il est condamné à six mois d'emprisonnement.

12 février, des femmes de Iqrouchène à Laanoussar (province de Sefrou) manifestent contre l'extraction du sable qui nuit à leur santé.

19 février, de habitants de Tamadghoust (commune de Tnine Aglou, province de Tiznit) manifestent pour exiger de l'électricité, la réfection des routes et des infrastructures publiques.

20 février, des habitants de Tissargate (commune de Tarnata, province de Zagora) manifestent pour des permis de construire après avoir vu les dégâts des dernières inondations.

21 février, le bureau local du syndicat de la santé publique organise un sit-in illimité pour exiger le débouchage des égouts qui menacent la santé des usager.e.s à l'Hôpital mère enfant, sous tutelle du CHU Mohammed 6 de Marrakech.

Le 24, des sages femmes, des infirmières et des syndicalistes manifestent dans l'hôpital.

1^{er} mars, des habitants de Bounoual (commune de Naour, province de Béni Mellal) manifestent contre l'insuffisance des dédommagements prévus pour la construction du barrage de Tagzirt.

6 mars, des habitants de villages de Sidi Bouzid (province de Chichawa) manifestent devant le siège de la province pour exiger de l'eau potable.

13 mars, des habitants de sept douars de Ouazguita (province de Al Houz) manifestent depuis le 6 mars contre l'absence d'eau potable due au forage d'un puits à proximité.

25 mars, des habitant.e.s de Mbarka à Challalate (préfecture de Mohammedia) bloquent la route pour exiger l'accès à l'électricité et des cartes d'identité. La gendarmerie royale les disperse.

26 mars, des habitants de Tiniza (commune de Aït Harz Allah, province de El Hajeb) manifestent contre la soif.

30 mars, des habitants de Raef (commune de Lamrija, province de Guercif) manifestent pour exiger l'approvisionnement en eau de leur hameau.

31 mars, des femmes de Kobania/Soujita (commune de Mansouria, province de Ben Slimane) manifestent pour exiger de l'eau potable. 18 août, elles manifestent devant la municipalité.

3 avril, des habitants de la cité Ghofrane de Dakhla manifestent contre les coupures d'eau potable.

25 avril, des habitants de Oulad Lekhrif (commune de Aïn Maatouf, province de Taounate) manifestent à Taounate pour exiger de l'eau potable.

29 avril :

- des habitants de Zeghanghane (province de Nador) dénoncent les massacres de chiens errants perpétrés la nuit.

- des composantes de la société civile accusent la société de développement local « Casablanca environnement » (préfecture de Casablanca) de torturer et tuer des chiens errants. L'adjointe de Casablanca dément.

3 mai, des habitant.e.s de Al Hararech à Tanger manifestent pour l'eau potable, des routes, des égouts.

11 mai, des habitants de Fqih Ben Salah manifestent pour exiger une solution perenne aux problèmes d'approvisionnement en eau potable.

14 mai, des habitants de Marrakech manifestent à bicyclette contre le changement de couleur et d'odeur de l'eau du robinet et sa cherté.

17 mai, des habitants de Hamadi (province de Fqih Ben Salah), soutenus par l'AMDH, manifestent devant le caïdat de Bni Moussa Charquia contre les fumées noires et les poussières de charbon.

27 mai, des habitants de Touli (commune de Aït Abdallah, province de Taroudant) exigent du ministre l'Intérieur une solution au surpâturage des nomades.

9 juin, des habitantes du lotissement Sania à Sidi Bennour (région de Casablanca Settlat) manifestent de nuit avec des enfants pour exiger de l'eau et de l'électricité.

15 juin, des militants de la société civile de Ksar Al Kebir (province de Larache) exigent le report du retrait des compteurs d'eau et d'électricité à une date ultérieure à l'Aïd El Kebir.

19 juin, des travailleurs d'une réserve naturelle gérée par une entreprise qatarie sont en grève pour le dixième jour d'affilée et en sit-in illimité pour le sixième jour devant le siège de l'entreprise à Kazara Larach à Mahbas (province de Assa Zag) pour une augmentation des salaires, des camions citernes et des climatiseurs.

21 juin, des membres du conseil municipal de Mzamza (province de Settlat) manifestent pour exiger de l'eau potable.

28 juin, des habitants de Igrar (commune de Zoumi, province de Ouezzane) manifestent devant le siège de la province pour exiger de l'eau.

1^{er} juillet, des habitants de Aïn El Barda (commune de Al Bibane, province de Taounate) manifestent pour l'eau potable.

2 au 6 juillet, des habitants de Sboua et Bakhoutine (commune de Ounnana, province de Ouezzane) marchent vers Ouezzane pour exiger de l'eau potable.

3 juillet, des habitants de Ahdil Al Maamoura (commune de Sidi Chiker, province de Youssoufia) manifestent pour exiger de l'eau potable.

5 et 6 juillet, des habitants de Argoub El Olia (commune de Mjaara, province de Ouezzane) manifestent pour exiger de l'eau potable.

13 juillet, des habitants de Boudershem (province de Sefrou) empêchent les camions de la société chargée de la collecte des ordures de Sefrou de les déverser dans la décharge qui les asphyxie.

17 juillet :

- des habitant.e.s de Targoumait (commune de Taghjijit, province de Guelmim) commencent un « exil social » à pied avec leur bétail en direction de la province de Assa Zag pour exiger des infrastructures environnementales et sociales : eau, collecte des déchets, structures scolaires, médicales et administratives. Le 8 août, ils marchent toujours.

- des habitants de Aït Bassou (commune de Itizaz, province de Midelt) manifestent sur 45 km vers le siège de la province pour exiger de l'eau potable.

25 juillet :

- des habitants de Smia (province de Taza) manifestent pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Boudershem et Zaouia à Sefrou manifestent pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Bibane (province de Taounate) manifestent pour exiger de l'eau potable.

- une centaine d'agriculteurs de Skoura Madaz (province de Boulemane) signent une pétition pour la protection des sources du Tadout.

27 juillet, des habitants de Marzouka (commune de Taous, province de Rachidia) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité.

1 au 7 août, des habitant.e.s de Tamsad Ghnit (commune de Tifrit Naït Hamza, province de Azilal) sont en sit-in sous la tente pour exiger de l'eau potable.

2 août, des habitant.e.s de Tadaout (commune de Aït Mohammed, province de Azilal) font un sit-in sous la tente pour exiger de l'eau potable.

10 août, des habitants de Béni Mansour (commune de Nzalat Bni Ammar, préfecture de Meknès) manifestent devant la municipalité de Meknès pour exiger de l'eau potable.

14 août :

- des habitant.e.s de Ighil Noumarrad, Talat Ntazart et Noumercid (commune de Tamda Noumercid, province de Azilal) manifestent devant la commune pour exiger l'annulation du festival et des fonds pour l'eau, les équipements sociaux et les infrastructures.

- 41 associations de Khouribga dénoncent la coupure de l'eau potable, en vue de constituer une coordination sur le sujet. Le 21, des habitants et des militants de la société civile manifestent devant la Direction Régionale de l'ONEE Secteur Eau.

15 août, des habitants et des associations manifestent à Tiznit pour exiger la réfection de la route 1929 reliant Tassrirt à Afella Ighir (province de Tiznit). 7 novembre, la coordination pour la construction de la route 1929 manifeste à nouveau.

17 août, des habitant.e.s de Lahbichet, Lagouassem, Oulad Azaar (commune de Tassoultant, préfecture de Marrakech) manifestent sur la route reliant Marrakech et Ourika (province de Al Houz) pour exiger de l'eau potable.

18 août, des habitants de Ouad Ifrane (province de Ifrane) manifestent au centre de la commune pour exiger de l'eau potable.

19 août :

- des habitants de Azemmour (province de Al Jadida) manifestent contre la pollution du fleuve Om Rabie.
- des paysans de Louata (province de Sefrou) veulent manifester contre les fuites d'eau d'irrigation mais la manifestation est interdite et les forces de sécurité déployées.

20 août, des habitants de Tizi Ouasly Bni Mohammad (province de Taza) manifestent pour l'eau, l'électricité, la santé et la scolarité.

21 au 31 août, des habitants de Outerbat, Taourirt, Aït Ali Ouyekkou, Aït Amar, Taghiracht et Tabelhessent (commune de Imilchil, province de Midelt) manifestent pour la réfection d'un chemin, un bureau de poste, la réfection du réseau électrique, la consolidation des murs de l'école.

24 août 2023 :

- des habitants de Azaghar N'umslitn (Idouska, province de Taroudant) se heurtent aux pasteurs nomades pour défendre leurs terres et leurs puits. Deux habitants sont blessés.
- des femmes de Al Sahira (commune de Kandar Sidi Khiar, province de Sefrou) manifestent à Sefrou pour exiger une solution aux nuisances polluantes de la carrière de sable.

27 août, des habitants de Zaouiat Sidi Benaïssa (province de Sefrou) se voient interdire leur manifestation du lendemain pour l'eau potable.

28 août :

- des habitants de Ouazent, Tamansourt, Aït Boulemane, Aït Kouch, Bou Antar et Tla Nahlou (commune de Ouaoula, province de Azilal) manifestent pour le raccordement à l'eau, la réfection du dispensaire.
- des habitants de Almiche Mermoucha (province de Boulemane) manifestent pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Aït Hloul, Aït Ourian et Aït Ouayou (commune de Béni Ayat, province de Azilal) manifestent à Beni Ayat contre le permis octroyé à une réserve de chasse autour de leurs hameaux.
- des employés de la société Casa Technique de collecte de déchets de la province de Nouaceur font grève et manifestent avec le soutien de l'UDMT contre les licenciements et pour exiger des tenues et des instruments de protection personnelle.

29 août, des habitants de Ifzarene (commune de Sidi Yaacoub, province de Azilal) marchent en direction de Kalaa Des Sraghna avec leurs chèvres et leurs moutons pour exiger de l'eau potable.

31 août, des habitants de Al Faija (commune et province de Zagora) manifestent pour exiger de l'eau, de l'électricité et des infrastructures de santé). La manifestation est violemment dispersée.

4 septembre, des habitants de Tsiwant (province de Boulemane) manifestent pour exiger de l'eau potable.

6 septembre, des habitants de Talghemt (commune de Ouaoula, province de Azilal) organisent une manifestation en camionnettes pour exiger la pose de panneaux solaires permettant d'approvisionner en eau potable cinq douars, des infrastructures sanitaires et scolaires, la réfection d'un chemin.

13 septembre, des habitant.e.s du Mellah de Marrakech manifestent à la suite du séisme. 16 octobre, elles protestent contre leur exclusion des compensations financières.

19 septembre, des petits paysans de Chichawa manifestent pour exiger des compensations aux pertes dues à la sécheresse.

21 septembre :

- des habitants de Timgit (commune de Tamegroute, province de Zagora) manifestent contre l'implantation d'une décharge à proximité de l'école. Quatrième manifestation le 22 octobre.
- des habitant.e.s de Idalouht (commune de Aït Gamra, province de Al Housseima) manifestent devant une carrière de pierres dont les explosions provoquent des fissures dans leurs logements et dégagent de la poussière.

26 septembre :

- des habitants de Aït Imour (préfecture de Marrakech) manifestent contre les critères utilisés pour déterminer les logements sinistrés par le séisme et exigent leur élargissement.
- des habitantes de Souihla (préfecture de Marrakech) manifestent contre l'oubli des autorités de leur commune sinistrée par le séisme.
- des élèves et des parents d'élèves de Bourous (province de Rehamna) manifestent contre l'absence de prise en charge et de ramassage scolaire suite au séisme.
- des habitants de Souk Kdim (province de Tétouan) marchent en direction de Tétouan pour protester contre la crise de l'eau potable.

2 octobre, des habitants de Tangarf (commune de Boutfarda, province de Béni Mellal) manifestent à Aghbala pour exiger de l'eau potable et la réfection d'un chemin.

3 octobre, des habitants de Temkat et d'autres douars de la province de Chichaoua marchent en direction de Mejjat pour dénoncer l'oubli dont ils sont victimes depuis le séisme.

10 et 11 octobre, des habitants de Belarbi (commune de Al Ouidane, Préfecture de Marrakech) manifestent contre l'absence d'eau potable.

15 octobre, des habitants de Imizmiz (province de El Haouz) manifestent contre la situation faite aux victimes du séisme et exigent le départ du gouverneur de la province. Le 23, des commerçants et des artisans font la grève.

Le 24, la manifestation annoncée par la coordination des victimes de Imizmiz est annulée en raison d'annonces des autorités. Les habitants manifestent malgré l'annulation.

17 octobre, des habitants de Sidi M'hamed Belhassen (province de Touanate) manifestent pour exiger de l'eau potable.

18 octobre, dix-huit personnes victimes du séisme portent plainte contre leur non relogement par les autorités.

19 octobre :

- des habitants de Beni Yakhlef, Kalaat Makhfi et Marouane (commune de Taghzout, province de El Housseima) manifestent contre les délestages depuis des mois.
- après le revirement du maire de Rabat quant à l'élargissement des critères pour l'attribution de la

prime de travaux pénibles et polluants datant de 2022, les syndicats manifestent.

- des habitant.e.s de Id Issa, Id Taleb, Timzdaoun, Aalouk, Id Oubayadha et Ibekhechach (commune de Tnine Aglou, province de Tiznit) manifestent à Tnine Aglou pour exiger la réfection des chemins et des transports publics. Le 24, iels marchent en direction de Tiznit.

25 octobre, des habitants de Asghmou (commune de Imi Noulaoune, province de Ouarzazate) manifestent contre leur exclusion des dédommagements prévus pour les victimes du séisme.

29 et 30 octobre, des habitant.e.s de Figuig (région de l'Oriental) manifestent contre le projet de privatisation du secteur de l'eau, qui doit être approuvé par le conseil municipal. 1^{er} novembre, iels manifestent devant la municipalité.

3 novembre, les commerces et cafés font grève et les habitant.e.s manifestent.

Le 4, nouvelle manifestation.

Les 10, 11, 12 et 14, nouvelles manifestations.

Le 17, les habitants de Ksar Zenaga (commune de Figuig) viennent manifester devant la municipalité.

12 décembre, nouvelle manifestation.

2 novembre, des habitants de Adassil, Assif El Mal et Imindounit (province de Chichaoua) partent d'Assif Al Mal pour dénoncer les conditions qui leur sont faites depuis le séisme et marchent en direction de Marrakech. Les forces de l'ordre bloquent leur progression et ils continuent le sit-in de nuit.

4 novembre, des habitants victimes du séisme de Tinoumrotine et Tanout (commune de Timezgadiouine, province de Chichaoua) manifestent à Demsira.

8 novembre :

- des habitants de Tafingoult, Ouneine, Khmis Sidi Ouaziz (commune de Sidi N'Test) et Talkajount (province de Taroudant) manifestent devant le siège de la province pour obtenir des compensations pour le séisme. Le 9, des habitants de Tafingoult Ida Ouklil, Ouneine, Khmis Sidi Ouaziz, Tifgouga, Talkajount manifestent à Taroudant suite à la visite du gouverneur de la région de Souss Massa.
- des habitant.e.s de Bitit (province de Al Hajeb) manifestent pour exiger de l'eau potable.

15 novembre, des femmes de Adouz et Tamchat (commune de Foug Al Ansor, province de Béni Mellal) manifestent devant le conseil municipal en raison de l'absence d'eau depuis un mois.

17 novembre, le CMDH organise une manifestation devant la municipalité de Ait Ali Ou Lahcen (province de Khemisset) contre le pillage du sable sur le territoire de la commune.

1 décembre, des habitant.e.s de Tighanimine (commune de Zaouiat Ahansal, province de Azilal) commencent un sit-in illimité pour exiger la réfection du chemin entre le village et la commune, des facilitations pour l'irrigation, des mesures d'encouragement à l'agriculture locale.

25 décembre, des habitants de Bina à Sefrou manifestent contre la pollution et les maladies dues aux carrières de sable.

28 décembre, des habitants de Sidi El Abed (province de Taounate) manifestent pour l'eau, des transports scolaires, un service d'urgence, des voies de communication.

MAURITANIE

2022

28 février, des femmes de Dafor (moughataa de Ould Yengé, wilaya de Guidimakha) manifestent pour l'eau potable et sont reçues par le maire de la commune qui promet qu'il transmettra leur message en haut lieu.

30 mars :

- des habitants de Toujnine (wilaya de Nouakchott Nord) manifestent devant le Palais présidentiel à Nouakchott pour exiger de l'eau potable à des tarifs acceptables.
- des activistes de Guerou (wilaya de Assaba) manifestent près de la société d'électricité pour protester contre le transfert d'un transformateur électrique dans la ville d'Akjoujt.

3 avril, la gendarmerie de la muqataa de Boumdeid, assistée de la garde de Kiffa arrête vingt-six propriétaires de Atfitnat (commune de Hsey Tine, muqataa de Boumdeid, wilaya de Assaba) qui défendent leurs terres.

5 mai, la police de la wilaya de Assaba arrête le militant politique Azid Bih Haddamein Akhiar, sur la base d'un enregistrement de poésie populaire qui contiendrait les propos d'habitants de Atfitnat.

Le 6, des habitants manifestent devant le siège de la wilaya pour exiger d'ouvrir une prison spéciale tant que les autorités administratives ne seront pas prêtes à leur restituer leurs terres.

15 juin, ils manifestent devant le palais présidentiel à Nouakchott contre l'appropriation de leurs terres et de leurs puits et leur forage par le ministère des Eaux.

15 avril, des habitant.e.s de Djiguenni (wilaya de Hodh Al Chergui) manifestent devant le siège de la moughataa pour exiger de l'eau potable.

18 avril, des militants du mouvement IRA manifestent devant le Palais présidentiel à Nouakchott pour exiger un procès équitable pour les prisonniers de Rguiz et leur libération. Ils avaient été arrêtés dans la foulée de manifestations en septembre dernier pour l'électricité.

3 juin, le tribunal de Rosso condamne à des peines de trois à cinq ans d'emprisonnement huit d'entre eux et prononce un non lieu pour trente deux autres.

27 avril, des habitants de Ayoun (wilaya de Hodh Gharbi) manifestent devant le Palais présidentiel pour exiger des services de base dans la ville.

Le 8 mai, les habitants manifestent contre les coupures d'eau et d'électricité devant le siège de la moughataa.

4 mai, des pêcheurs traditionnels manifestent devant les locaux de la wilaya à Nouadhibou pour protester contre l'obligation qui leur est faite de payer désormais des redevances séparées pour la pêche au poulpe et la pêche aux petits poissons.

19 mai, des activistes manifestent devant le siège de la SNDE à Nouadhibou contre les coupures d'eau à Nouakchott et Nouadhibou et dénoncent la vente d'eau aux usines de farine de poisson.

29 mai, l'ONG Zakia en appui au mouvement de protestation du comité des usiniers exportateurs de produits halieutiques (de la FNP) contre les ravages de la farine de poisson organisent à Nouadhibou une journée de sensibilisation.

4 juin, des habitants de N'diogo (muqataa de Keur Macène, wilaya de Trarza) plantent des filaos sur le rivage pour enrayer la montée des eaux de la mer.

5 juin, des habitants de Aouinet Ezbel (muqataa de Djiguenni, wilaya de Hodh El Chergui) manifestent contre leur exclusion d'un projet d'approvisionnement en eau potable et bloquent la route.

10 juin, des habitants de Oumlaadham (commune de Hassi M'hadi, muqataa de Timbedgha, wilaya de Houdh Chergui) bloquent la route de l'Espoir pour exiger de l'eau potable.

29 juin, des habitant.e.s de Nema (wilaya de Hodh El Chergui) manifestent pour l'emploi, le développement (électricité, routes, enseignement)

14 juillet, des agriculteurs du projet central de Dakhlet à Nouadhibou manifestent en direction de la wilaya pour dénoncer le manque d'eau qui les ruine.

26 juillet, des pêcheurs manifestent à Nouakchott, N'diogo et Nouadhibou contre la hausse des taxes des sennes tournantes de 315 %, les autres taxes sur la tonne débarquée et la hausse des prix du carburant.

2 août, des habitants de Bou Hadida (muqataa de Aleg, wilaya de Brakna) manifestent pour l'eau potable. La gendarmerie interpelle cinq personnes.

17 août, des activistes du mouvement IRA manifestent devant la société des eaux de Dakhla Nouadhibou pour protester contre les coupures d'eau depuis un mois. Le 24, des jeunes manifestent au même endroit.

14 septembre, des commerçants de Tiguent (muqataa de Mederdra, wilaya de Trarza) font la grève et manifestent en direction de l'administration, pour exiger de l'électricité.

14 octobre, la caravane de la plate forme nationale Mauritanie de la convergence Globale des Luites pour la Terre et l'Eau en Afrique de l'ouest quitte Nouakchott pour se rendre à Tekane et Dar El Barka.

2023

21 janvier, des habitants de Tivirit (muqataa et wilaya de Nouakchott) manifestent pour que soit exécuté le décret de la chambre administrative de 2019 de fermeture de la décharge et de traitement de ses nuisances.

2 février, des habitants de l'Ilot à Nouakchott s'adressent aux ministères de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire pour que soit mis fin aux débarquements sauvages de marchandises par des semi remorques sur un espace public autrefois terrain de jeux pour enfants.

3 avril, des pêcheurs artisanaux manifestent avec des marmites et des bonbonnes de gaz devant le siège de la wilaya de Nouadhibou pour protester contre la suspension de leur activité.

2 juillet, ils manifestent devant la wilaya pour exiger l'application des accords entre le ministère des Pêches et les Chantiers Navals de Mauritanie.

15 juin, des habitants de Nouadhibou manifestent devant la zone franche pour protester contre l'incinération des déchets.

21 juin :

- la gendarmerie de Kamour (district de Guerou, wilaya de Assab) arrête plusieurs personnes, dont des mineurs, suite aux manifestations du samedi pour l'eau et l'électricité. 2 octobre, la police défère au procureur de la République de Kifa six personnes.

- des habitants de Chami (wilaya de Dakhlet Nouadhibou) manifestent contre la coupure d'eau et les tarifs devant le siège de la wilaya.

2 juillet, des militant.e.s du Bloc des Forces Démocratiques manifestent devant le siège de leur parti à Nouadhibou pour protester contre le problème de la soif.

14 juillet, des pêcheurs artisanaux de Ndiago (muqataa de Keur Macène, wilaya du Trarza) manifestent contre BP qu'ils accusent d'être à l'origine de la baisse de rendements de poissons.

25 juillet, de jeunes militants manifestent à Zouirate (wilaya de Tiris Zemmour) pour exiger des solutions aux questions d'eau et d'électricité.

15 août, le mouvement Kafana manifeste à Nouakchott pour l'eau potable devant le siège de la SNDE. 26 octobre, ils manifestent devant le siège de la wilaya et demandent à être exemptés de factures pendant trois mois en compensation du préjudice.

28 août, des femmes de Rosso (wilaya de Trarza) manifestent devant le siège de la wilaya pour dénoncer la mauvaise qualité de l'eau et des infrastructures d'assainissement.

4 septembre, des vendeurs d'eau motorisés manifestent à Nouadhibou pour exiger des alternatives suite à l'interdiction qui leur a été faite d'exercer.

OMAN

26 mars 2022, la Fédération Générale des Travailleurs d'Oman appelle le ministère du Travail à ouvrir une enquête sur l'accident dans un site de concassage qui a fait quatorze morts chez les ouvriers, pour l'essentiel pakistanais, à Al Arid (gouvernorat de Al Dhahira)

SOUDAN

2022

Du 9 au 14 janvier, des agriculteurs de Debba (État du Nord) ferment l'autoroute qui mène en Égypte pour protester contre les tarifs de l'électricité.

Le 19, ils bloquent les routes pour exiger l'annulation de l'augmentation et non son gel annoncé.

Du 25 au 30, des agriculteurs ferment les routes de l'État, soutenus par les CR.

14 février, une réunion élargie se tient au palais présidentiel.

26 février, des agriculteurs rencontrent les autorités qui les assurent qu'ils seront exemptés des augmentations jusqu'au 30 avril. Les forces militaires brisent le barrage sur la route menant en Égypte.

6 mars, les CR remettent en place les barrages et les tentes, qu'ils avaient enlevées à cause des attaques des forces de sécurité et constatent que des milliers de chameaux passaient par les terres en lieu et place des camions.

13 mai, la commission (La commission est composée de la société de distribution d'électricité et de financement, du représentant pour la sécurité économique et de représentants de la commission nationale de l'agriculture) en charge du problème annonce trois tarifications différentes de l'électricité et le soutien à l'agriculture dans l'État du nord en répondant à certaines des demandes de la commission des agriculteurs de l'État.

7 mars, des paysans bloquent l'axe Fourberie Al Kach (État de Kassala) pour exiger l'annulation de

la décision d'importer des oranges qui menacent la production locale, l'orange d'Égypte étant meilleur marché.

12, 13 et 14 mars, des lycéens de Atbara (État du Nil) marchent en soutien au mouvement populaire contre le coup d'État militaire et dénoncent l'absence d'infrastructures d'eau, d'électricité et de santé.

Le 16, nouvelle manifestation des lycéens et des CR.

14 mars, des habitants bloquent la route au niveau de Jbel Hilla (État du Nord Darfour) pour protester contre l'activité aurifère de la société Chico dans la zone de Karnak à cause de l'utilisation toxique de cyanure.

15 mars, des habitants de Al Majrou (État du Kordofan occidental) manifestent devant le ministère de l'Énergie en solidarité avec les habitants en sit-in devant le champ pétrolifère de Zarqa Oum Jadida pour exiger un programme de développement avec des forages de puits afin d'obtenir l'accès à l'eau potable et dénoncer les maladies engendrées par la pollution générée par le champ pétrolifère.

Le 22, le sit-in entre dans sa deuxième semaine.

23 mars, des habitants de Fatah El Naga (commune de Haya, État de la Mer Rouge) bloquent la route Port Soudan/Atbara pour refuser la présence des RSF qui protègent l'activité de l'entreprise aurifère. Les forces de sécurité de l'entreprise ouvrent le feu, faisant cinq blessés.

5 avril, des habitants de Chiha (commune de Bileil, État du Sud Darfour) exigent de l'eau potable, l'enseignement et des structures de santé.

12 et 13 avril, des habitants de Al Roseirs (État du Nil Bleu) bloquent la route de Damazein et la station des eaux pour exiger de l'eau potable.

Le 18, ils manifestent. Le 24, ils manifestent devant le réservoir du barrage et donnent jusqu'au 8 mai aux autorités pour leur répondre.

18 avril, des habitants de Port Soudan (État de la Mer Rouge) manifestent devant le siège de l'État pour exiger le départ du gouverneur en raison de crise de l'eau.

20 avril, des habitants de Sherek ouest (État du Nil) exigent la délocalisation des sociétés aurifères en raison des nuisances toxiques ayant déjà entraîné des pathologies chez les humains et les animaux.

6 mai, des habitants de Chmilyat, Oued Sayyed, Charfa, Al Amara, Al Aqal, Oum Chagara et Galla Hussein (État de Gedaref) bloquent une route pour exiger le raccordement à l'eau potable. Le sit-in dure au moins un mois ; le 28, les habitants érigent des tentes.

9 mai, des habitants bloquent l'accès au champ pétrolifère de Abou Jabra (État du Darfour oriental) pour protester contre la pollution.

22 et 23 mai, des habitants de Imtidat Chambat Alaradi Nord (État de Khartoum) manifestent pour l'eau potable.

29 mai, des habitants de Al Tartar (commune de Al Tadamoun, État du Sud Kordofan) manifestent pour exiger la destitution du directeur exécutif de la localité et dénoncer les activités polluantes de l'extraction aurifère au détriment des zones agricoles de Al Kheirat.

2 juin, des habitants de Imtidat Octobre nord de Gedaref manifestent devant le ministère du

l'Aménagement pour protester contre la destruction des espaces du quartier.

13 juin, des activistes de Sennar (État du Nil Bleu) manifestent pour dénoncer la vente de terres à Al Dabkra à la suite de conflits tribaux par l'État au profit du secteur immobilier et exigent la destitution du gouverneur.

23 juin, habitants, CR, militants environnementaux assistent à la première audience de l'affaire faisant suite à la plainte déposée par 55 avocats représentant les personnes lésées de la région d'Abou Jubeiha (État du Sud Kordofan) par l'extraction aurifère.

29 juillet, des habitants de Abou Hamad (État du Nil) bloquent la route de Khartoum et remettent un mémorandum à Abdelfattah Burhan pour exiger le renvoi de Moubarak Ourdoul, directeur de la Société soudanaise des ressources minières. La mobilisation s'étend aux villages de Al Sulaimaniya et Zamama. Ils bloquent la route entre Atbara et Abou Hamad. 3 août, ils bloquent toujours pour protester contre les industries aurifères nuisibles pour l'environnement et la santé, exiger des services et le respect des règles, ainsi que l'expulsion de la société Huakan.

24 octobre, des habitants de Al Fida à Abou Hamad bloquent les ports et les citernes d'eau pour exiger le départ des sociétés d'extraction d'or.

8 novembre, ils lèvent le sit-in en raison des accords trouvés, critiqués par des écologistes.

2 août, les CR de Hasahisa (État de la Jazira) et les agriculteurs de la Jazira et de Al Manaquil annoncent leur intention de combattre la décision du gouvernement de transformer le projet de la Jazira en un organe du ministère des Finances.

8 août, le sit-in de Obeidia (État du Nil) rentre dans sa deuxième semaine, pour l'eau potable et l'électricité et contre la pollution de l'eau due à l'industrie aurifère. Ils ont stoppé l'activité de onze sociétés de déchets miniers, notamment une société russe et fermé les locaux de la Société soudanaise des ressources minérales. Les autorités locales renvoient la satisfaction de certaines revendications à la responsabilité de l'État.

3 août, le sit-in des tribus Kamaïlat à Hidop, un port secondaire à Suakin (État de la Mer Rouge) dure depuis 40 jours pour exiger des dédommagements pour les terres dont ils ont été spoliés par l'administration des ports. Ils sont soutenus par les CR de Port Soudan. Le 6 août, le sit-in continuait.

19 août, les déplacés du camp de Zamzam à El Fasher (État du Nord Darfour) commencent un sit-in pour une série de revendications dont l'accès à l'eau et à la sécurité et ils bloquent la route de Al Fasher. 2 septembre, des soutiens convergent vers le sit-in et une délégation gouvernementale arrive.

Le 4, les sit-inneurs débloquent une route.

Le 6, ils rouvrent la route El Fasher Nyala après avoir donné un mois pour la mise en œuvre de l'accord (protection du camp et de la saison agricole, constitution de commissions pour l'eau, la santé et l'éducation, etc).

Le 11, le sit-in reprend, les tentes sont maintenues, le gouverneur n'ayant répondu qu'à six des dix revendications. Les sit-inneurs remettent un memorandum à l'ambassadeur US qui rend visite à la mission de l'UNAMID.

Le 14, le viol d'une femme relance le délai donné aux autorités pour assurer leur sécurité.

21 août, des habitants de Stib (commune de Muglad, État du Kordofan Ouest) bloquent l'accès au champ pétrolifère de Canar à Abyei, pour exiger de l'eau potable et des services de santé, rejoignant les travailleurs du site en grève pour leurs salaires et des logements

28 août, des habitants de Douka (commune de Gallabat, État de Gedharef) manifestent pour exiger de l'eau potable.

30 août, les coordinations des CR de Khartoum annoncent que la manifestation du 31 sera en solidarité avec les victimes des inondations et les disparus.

9 septembre, des membres du Comité six-partite pour la protection de l'environnement de Sawadra (État du Nord) empêchent un camion citerne d'atteindre le site de la Compagnie Minière Internationale (aurifère).

11 et 12 septembre, des habitants de Tamboul (État de Al Jazira) manifestent et ferment les commerces pour réclamer de l'eau et de l'électricité.

26 et 27 septembre, des habitants de Khartoum (État de Khartoum) bloquent le pont de Manchiya pour exiger du courant électrique.

27 septembre, des habitants de Barri à Khartoum (État de Khartoum) manifestent pour exiger de l'électricité.

4 octobre, des agriculteurs de Ed El Forsan (État du Sud Darfour) lèvent leur sit-in de deux jours et rouvrent la route après l'arrivée d'un hélicoptère effaroucheur d'oiseaux. Ils exigent des solutions contre les ravageurs, notamment les étourneaux.

18 octobre, des habitants de Um Dukhun (État du Darfour central) ferment la présidence locale et les marchés pour exiger de l'eau et de l'électricité, des infrastructures de santé, d'éducation et de routes.

1^{er} novembre, ils boycottent la délégation. Le 3, ils manifestent.

Le 7, ils continuent le blocage des bâtiments de la localité.

Le 9, ils lèvent le sit-in et les blocages après avoir reçu des engagements de l'État.

20 décembre, ils bloquent à nouveau les bureaux du gouvernement.

13 novembre, des victimes des inondations de Al Makaylab (commune de Barbar, État du Nil) bloquent la route pour exiger des dédommagements.

14 novembre, des habitants de Al Galgala (commune de Alkamlin, État de Al Jazira) bloquent la route nationale Madani Khartoum à cause de l'accaparement de leurs terres par des inconnus protégés par les autorités.

15 novembre, des étudiants de l'internat des ports de Port Soudan (État de la Mer Rouge) bloquent la route et les bus pour exiger de l'eau dans l'internat.

20 novembre, la commission composée de cinq parties anti raffinage de l'or condamne l'attaque du sit-in illimité de Souk Khanat à Sukut Ouest (État du Nord) qui exigeait l'arrêt de l'extraction et le départ des entreprises, et ce, au moyen de balles réelles et de gaz lacrymogènes. Elle fait porter à l'État du Nord, à sa police et à la Société soudanaise des ressources minérales et à la municipalité de Halfa la responsabilité de ce qui arrivera.

Le 27, à la demande de la défense, le tribunal accepte que les accusés soient examinés par un médecin, suite aux allégations de torture. Ils sont 25, dont 12 originaires de Abouraka, Qubbat Salim et Hamid.

22 décembre, le tribunal de Dongola reporte l'audience des 21 personnes au 4 janvier.

25 décembre, les CR de Gedir (État du Sud Kordofan) réitèrent leur refus de la réinstallation d'entreprises aurifères, alors qu'une délégation de la société de raffinage Massar est à Altrad au sud

de Kalougui.

9 janvier 2023, ils mettent en garde lors de leur meeting contre une dérive tribale et violente de pasteurs menaçant de s'en prendre à la société par la force pour faire paître leurs troupeaux dans la zone convoitée par la société.

4 mars, une réunion conjointe de la communauté et du ministère des Minéraux se tient à Kadugli pour envisager la reprise de l'activité minière.

2023

15 janvier, des habitants de Durdib (État de la Mer Rouge) donnent une semaine aux autorités pour faire évacuer l'entreprise aurifère utilisant du cyanure à proximité d'habitations de cours d'eau et de terres agricoles.

4 février, le commandant de la 55^e brigade d'infanterie décide d'arrêter l'utilisation du cyanure pendant une semaine pour traiter avec les protestataires.

Le 7, après un blocage de six jours, la route Port Soudan Kassala est rouverte. Les activistes appellent au retrait définitif.

Le 14, les habitants bloquent à nouveau la route.

Le 18, des habitants de Hya bloquent la route Port Soudan/Khartoum en solidarité. Des habitants de Sinkat annoncent qu'ils bloqueront la route en solidarité le 19.

Le 21, des habitants de Durdib accusent l'armée de tergiverser dans l'évacuation et maintiennent le blocage.

24 janvier, des habitants de Al Foula (État du Kordofan occidental) manifestent contre le doublement du tarif de l'eau potable.

26 janvier, des habitants de Tella Abeda (commune de Jabit Al Maaden, État de la Mer Rouge) ferment la société minière Orka et Mayas Sand pour n'avoir pas fourni de services à la population et n'avoir pas d'autorisation d'exercer et exigent sa délocalisation.

6 février, des étudiantes de la Résidence Universitaire de Arous Al Rimal d'El Obeid (État du Nord Kordofan) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

7 février, des habitants de Sirba (État du Darfour occidental) appellent l'État à mettre fin à l'extraction minière illégale utilisant du cyanure.

9 février, des habitants d'Ajj (État de la Mer Rouge) protestent contre l'autorisation donnée à un homme d'affaires d'exploiter 49 km de littoral pour la pisciculture sans consultation des citoyens. 28 mars, des entités de la société civile manifestent devant le gouvernorat contre le projet de pisciculture et exigent un port à Aguig.

14 février, des mineurs qui protestaient contre la présence de forces sécuritaires à la mine de Aghbash à Al Radom (État du Sud Darfour) sont réprimés par les FSR : 17 blessés. Des militants accusant la société de polluer l'environnement manifestent. La société, qui a refusé d'appliquer une décision de 2020, porte plainte contre cinq manifestants.

Le 27, des habitants manifestent devant le siège de l'État du Sud Darfour.

15 février, des habitants de Abu Sara (commune de Delgo, État du Nord) continuent leur sit-in pour la troisième semaine pour protester contre l'usage du cyanure dans l'extraction aurifère. La société turco qatarie porte plainte contre cinq habitants qui auraient causé des pertes à l'entreprise.

7 mars, le sit-in entre dans son 57^e jour. Une réunion se tient dans la région d'Ibri.

Des groupes nouba, décident de manifester devant l'ambassade du Qatar le 9 mars. La manifestation est interdite.

15 février, les autorités de Berguig (État du Nord) arrêtent des membres des comités de services et de changement à la suite des manifestations depuis trois jours d'habitants de 53 villages contre les tarifs de l'eau, les camions en provenance d'Égypte et les sociétés minières.

Le 16, elles maintiennent la garde à vue de 15 et elles en libèrent six qui se sont engagés à ne pas manifester.

Le 18, des habitants bloquent la route entre le Soudan et l'Égypte à Berguig contre l'augmentation des tarifs de l'eau et l'arrestation des manifestants.

17 février, des habitants ferment l'aéroport et le champ pétrolifère de Balila (État du Kordofan occidental) pour exiger éducation, eau, santé et emploi et commencent un sit-in. Les habitants demandent à négocier directement avec les responsables du ministère de l'Énergie et des Mines et de la compagnie pétrolière.

3 mars, le sit-in est levé au bout de deux semaines sur la base d'un accord avec mise en œuvre immédiate : création d'un réseau d'adduction d'eau dans la zone, raccordement à l'électricité des entreprises et création d'une tour relai.

23 février, les CR de l'État de Gedaref et la coordination des CR de la ville initient une campagne pour l'eau potable.

6 mars, une réunion avec plusieurs entités est médiatisée. Le 10, tract commun de la campagne « Gedaref doit pouvoir boire ».

Du 13 au 21, semaine de mobilisations autour de l'eau dont des manifestations et des assemblées locales.

28 février, quinze villages de Delgo (État de la Mer Rouge) annoncent leur refus des augmentations des tarifs de l'eau.

29 février, les travailleurs du champ pétrolifère de Sufyan (État du Darfour est) bloquent le champ, pour une série de revendications, notamment sanitaires (décès et cancers) et commencent un sit-in. 10 mars, ils refusent de rencontrer une délégation du comité chargée par le gouvernement central de négocier ; tous les champs du Darfour oriental sont fermés pendant des semaines.

15 mars, des habitants de villages de Merowe (État du Nord) manifestent contre l'utilisation du cyanure dans l'extraction aurifère et exigent son arrêt immédiat. Ils accusent les commandants du 19^{ème} régiment d'infanterie de clôturer une zone à Saqai pour préparer l'arrivée d'une société minière.

29 mars, des habitants de Azzarafa (commune de Tadamun, État du Sud Kordofan) refusent les activités minières à cause de la pollution. Alors qu'un décret a décidé de stopper cette activité, la Concorp Petroleum (CP) a repris ses activités.

3 avril, des ONG de droits de l'homme et des habitants appellent les sociétés minières, dont CP, à cesser leurs activités.

6 avril, l'alliance de Taharqa (État du Nil) bloque la route Atbara Port Soudan et érige une tente de sit-in pour exiger l'arrêt des activités minières dans la zone de Berber et de Al Bawqa et des services d'enseignement, de santé, et des routes.

10 avril, des habitants de Al Obeidh (État du Nord Kordofan) bloquent les routes pour exiger de l'eau potable, absente depuis vingt jours.

24 novembre, les médecins de l'hôpital universitaire de El Obeid (État du Nord Kordofan) entrent en grève suite à l'assassinat d'une patiente par un militaire et la poursuivent pour exiger de l'eau et des médicaments.

SYRIE

2022

2 au 4 janvier, des habitants de Al Bab (gouvernorat d'Alep) manifestent contre la hausse des tarifs d'électricité. Le 31, ils manifestent devant la compagnie d'électricité pour exiger du courant. 3 et 4 juin, ils manifestent contre les hausses des tarifs et les coupures. Le 8, la police militaire arrête deux de ses éléments qui avaient participé à la manifestation du 4 au cours de laquelle un élément de l'armée de l'est aurait été tué. 9 janvier 2023, des habitants de Al Bab manifestent contre l'augmentation des tarifs de l'électricité par la société turque AK Energy. 1^{er} février, ils manifestent devant la société.

3 et 4 janvier :

- des habitants de Bzaa (gouvernorat d'Alep) manifestent contre la hausse des tarifs d'électricité.
- des habitants de Marea (district de Aazaz, gouvernorat d'Alep) manifestent pour exiger de l'électricité et envahissent le local du conseil local et celui de la compagnie d'électricité. Le 5, ils brûlent des pneus devant la compagnie d'électricité. 4 février, ils manifestent contre les tarifs de l'électricité.

3 juin, des habitants manifestent contre les coupures et incendient la compagnie.

3 au 5 janvier, des habitants de Aazaz (gouvernorat d'Alep) manifestent contre la hausse des tarifs d'électricité. 4 février, ils manifestent à nouveau.

5 mars 2023, AK Energy annonce la baisse des tarifs de 5, 25 livres à 3, 15 livres.

4 janvier :

- des habitants de Debiq (district de Aazaz, gouvernorat de Alep) manifestent contre la hausse des prix de l'électricité.
- des habitants de Archaf (district de Aazaz, gouvernorat de Alep) manifestent contre la hausse des tarifs de l'électricité.

- des habitants de Jindres (district de Afrin, gouvernorat de Alep) manifestent contre la hausse des tarifs de l'électricité. 3 juin, ils manifestent contre les coupures. Un jeune décède et d'autres sont blessés.

- des habitants de Sawran (district de Aazaz, gouvernorat de Alep) manifestent contre la hausse des tarifs de l'électricité et envahissent les locaux du conseil local et de la compagnie d'électricité. Le 5, ils brûlent des pneus devant la compagnie d'électricité. 4 février, ils manifestent à nouveau. 3 juin, ils manifestent contre les coupures et mettent le feu à la STE.

7 janvier, la compagnie d'électricité et les représentants des conseils locaux adoptent de nouveaux tarifs.

30 janvier, des habitants de Jarablous (gouvernorat d'Alep) manifestent pour exiger de l'électricité. 4 février, ils manifestent contre les tarifs de l'électricité.

4 février, des habitants de Afrin (gouvernorat de Alep) manifestent contre les tarifs de l'électricité.

1^{er} avril, ils manifestent pour l'électricité et contre la corruption, pour des hausses de salaires.

28 mai, ils manifestent devant les locaux de la STE pour protester contre les coupures.

3 juin, ils manifestent à nouveau. Des manifestants sont blessés par la police. La population investit le local de de la STE et l'incendie. Le gardien décède. Ils mettent le feu au conseil local.

7 mars, des habitants du quartier Kharidj de Sweïda séquestrent des véhicules de la compagnie d'électricité pour exiger du courant.

15 mars, des habitants de Al Hariri à Shaddadeh (gouvernorat de Hassake) manifestent pour exiger de l'administration autogérée du nord est syrien du pain et du mazout dont l'absence entraîne l'absence d'eau.

16 mars, des habitants de Boussan (district et gouvernorat de Sweïda) manifestent contre les coupures d'électricité pour des services et de la farine.

19 mars, des habitants du camp de Rokban (district de Tadmur, gouvernorat de Homs) manifestent pour l'eau, l'électricité, de la farine et des services.

25 juillet, ils manifestent devant le point de distribution de l'Unicef pour exiger une augmentation de la quantité d'eau distribuée.

Le 30, des activistes lancent une campagne en ligne.

5 août, des habitants de Al Bab (gouvernorat de Alep) manifestent en solidarité avec les habitants de Rokban.

18 juin, des habitants du camp Aziz à Aazaz (gouvernorat de Alep) manifestent pour protester contre l'absence d'électricité depuis 15 jours.

4 juillet, des habitants de Mardak (district de Shahba, gouvernorat de Sweïda) manifestent pour exiger de l'eau potable et bloquent la route Sweïda/Shahba.

12 juillet, des habitants bloquent la route Qamichli/Yarubiya (district de Al Malikia, gouvernorat de Hassaké) pour protester contre la coupure quasi permanente de l'électricité.

14 juillet, des habitants de Hassake et Qamishli protestent contre la coupure d'électricité de quinze jours, annoncée par le Bureau de l'énergie de la province de la Jazireh.

26 juillet, des habitants de Al Ghab (district de Suqaylabiyah, gouvernorat de Hamma) protestent contre la reprise d'activité de l'usine de sucre de betterave de Tell Salhab dont les rejets intoxiquent l'eau d'irrigation, menacent les ressources halieutiques et empoisonnent l'air.

17 août, des activistes manifestent à Al Bab (gouvernorat de Alep) et relancent la campagne « Al Bab a soif » sur les réseaux sociaux pour dénoncer l'absence de prise en compte par les autorités.

25 août, des habitants de Rajo (district de Afrin, gouvernorat de Alep) manifestent contre la politique du conseil local et exigent de l'eau potable, du pain à un prix abordable et l'éviction du président du conseil. L'eau est pompée pendant deux jours, puis le pompage s'arrête. Le 5 septembre, des habitants lancent de nouveaux appels à manifester.

1^{er} septembre, des habitants de Atil (district et gouvernorat de Sweida) manifestent devant la station d'eau et la bloquent. Le 3, les autorités commencent les travaux.

11 septembre, des habitants de Al Muchannaf (district et gouvernorat de Sweïda) manifestent pour l'eau potable et les réseaux de communications.

19 septembre, les habitants de Al Mulaiha Gharbia (district et gouvernorat de Deraa) se sont mobilisées pour collecter de l'argent et ont pu forer un puits.

19 et 20 septembre, des habitants de Hazm (district de Shahba, gouvernorat de Sweïda) bloquent la route Damas/Sweida pour exiger de l'eau, du gaz, du mazout.

25 septembre, des habitants de Um Dubeib (district de Shahba, gouvernorat de Sweida) bloquent la route principale pour exiger de l'eau potable.

26 novembre, lors des manifestations pour l'eau, un manifestant lance une grenade sur la station d'eau du quartier Kalaa à Sweida pour protester contre le fait que cette eau dessert les quartiers de la sécurité militaire, les logements des officiers et que la population en est privée.

Décembre, des habitants de Almjemir, Ira et Risas (district et gouvernorat de Sweida) se réunissent pour décider de l'acheminement de l'eau potable vers leurs villages par la prolongation du réseau électrique permettant l'approvisionnement en eau de Almjemir. Ils créent un comité à cet effet.

2 décembre, des habitants de Idleb manifestent en solidarité avec les parents de victimes des attaques chimiques.

17 décembre, des habitants de Sheikh Maqsoud Lashrafiyeh et Shahba (gouvernorat de Alep) exilés de Afrin, manifestent contre le blocus imposé par la quatrième brigade du régime depuis plus de deux mois et l'arrêt des générateurs électriques.

28 décembre, des habitants du camp de Salama au nord d'Aazaz (gouvernorat de Alep) manifestent contre l'arrêt des services dans le camp, notamment l'eau et l'hygiène.

2023

5 janvier, des habitants de Andan (district de Aazaz, gouvernorat de Alep) créent un comité pour exiger de l'eau potable.

18 janvier, des réfugiés palestiniens récemment transférés à Halfa Karmel dans la zone de Killi (district et gouvernorat de Idleb) manifestent pour exiger la collecte des déchets, un centre médical, une école, un marché et une mosquée.

13 février, des habitants manifestent au poste frontière de Bab El Hawa (district de Harem, région de Idlib) avec la Turquie contre l'inaction de l'ONU et exigent des secours qui ne passent pas par le régime de Al Assad, suite au séisme.

16 février, des habitant.e.s de Idlib manifestent pour exiger que soient secourues les victimes du séisme.

6 mars, des victimes du séisme investissent une complexe résidentiel inhabité de 900 logements et neuf à Yahmoul à l'est de Aazaz (gouvernorat de Alep) suite au séisme. L'administration des catastrophes et de l'état d'urgence turque pratique un blocus du complexe et empêche les aides d'y parvenir.

9 mai, des habitants de Chahil (district et gouvernorat de Deir Ez Zor) bloquent la voie principale pour protester contre la coupure de courant effectuée par les FDS.

23 juin, des habitants de Al Bab (gouvernorat de Alep) manifestent pour exiger une solution à la question de l'eau coupée depuis six ans par le régime.

6 juillet, le Comité local du Parti Communiste Syrien manifeste devant le palais de justice de Hassake pour dénoncer les responsabilités israéliennes et turques dans la coupure de l'eau. Le 20, nouvelle manifestation à Hassake contre l'absence d'eau dans la ville.

18 août, des habitants de Ras El Aïn (gouvernorat de Hassake) manifestent contre les restrictions d'approvisionnement en électricité.

19 août, des habitants de Azaaz (gouvernorat de Alep) et Ekhtarine (district de Azaaz, gouvernorat de Alep), Sawran (district de Azaaz, gouvernorat de Alep), Maraa (district de Azaaz, gouvernorat de

Alep), Afrin (gouvernorat de Alep), Al Bab (gouvernorat de Alep), manifestent contre AEK Energy pour protester contre la hausse des tarifs d'électricité.

2 septembre, des habitants de Aazaz (gouvernorat de Alep) manifestent contre l'absence de baisse des tarifs de l'électricité, devant le siège de AEK Energy.

14 novembre, des habitants du quartier de Al Mahatta à Ras El Ain (gouvernorat de Hassake) manifestent contre la réalisation défectueuse des égouts par World Vision et Syria Relief et le déversement des eaux usées dans le sol.

15 novembre, des habitants de Dakhira (ou Xerije, gouvernorat de Hassake) manifestent sur la route reliant Kamishli et Malkia suite à la coupure d'électricité du fait de l'administration autonome.

TERRITOIRES OCCUPES ET ISRAËL

2022

3 janvier, des habitants de Al Atrash, Sawa, Bir Hadaaj et Al Zamouq (Néguev) sont en grève générale contre la destruction des terres agricoles, pour y planter des arbres et en expulser les Palestiniens.

Le 4, la police israélienne mène des raids aériens et arrache les tentes de sit-in. Le 10, des heurts opposent des habitants de El Atrash aux policiers. Ils veulent empêcher les bulldozers de niveler un terrain pour y planter des arbres.

Le 11, ils bloquent l'autoroute et la voie ferrée près de Beersheva : vingt arrestations. Le 12, trente arrestations.

Le 13, ils affrontent la police et bloquent l'autoroute 31. 13 personnes auraient été arrêtées. Le 14, des habitants continuent de manifester.

Le 19, des militants de la société civile affirment que la société d'électricité a refusé de réparer les installations électriques, plongeant dans l'obscurité plusieurs villages, en représailles.

Le 24, le ministère public délivre au TPI de Beersheba des actes d'accusation contre huit jeunes et lui demande de prolonger leur détention.

Le 25, les autorités délivrent à la famille d'Al-Hazil une notification pour démanteler la tente de solidarité du sit-in à son septième jour installée sur les terres du village.

Le 26, la police israélienne arrête Hadi Hazil, dans la tente installée par la famille Hazil. Le 30, des Palestiniens manifestent devant le bureau du chef du gouvernement en solidarité avec les habitants du Néguev.

9 février, le ministère public délivre des actes d'accusation contre 28 personnes, dont 3 mineurs, alors que près de 35 personnes sont toujours détenues.

Le 12, le Haut Comité de suivi des Arabes du Néguev reçoit des délégations de Jerusalem et Haïfa et des journalistes.

Le 23, le ministère public transmet au tribunal pour mineurs des actes d'accusation à l'encontre de mineurs.

26 mars, des habitants de Sahwe et Latrache (Néguev) célèbrent la journée de la Terre et plantent des oliviers sur les terres arasées.

19 janvier :

- des habitants de Tulkarem bloquent la route de Naplouse pour exiger de l'électricité.
- des habitants de de Kfar Allabad et de Balaa (gouvernorat de Tulkarem) bloquent la route Naplouse Tulkarem pour exiger de l'électricité.
- des habitants du camp de Nur Shems (gouvernorat de Tulkarem) bloquent la route Naplouse Tulkarem pour exiger de l'électricité.

20 au 22 janvier, des habitants de plusieurs zones de Tulkarem bloquent les routes pour exiger de l'électricité.

24 janvier, des habitants et la société civile de Arara (Néguev) manifestent pour exiger de l'électricité, coupée depuis onze jours.

29 janvier :

- des habitants de Forush Beit Dajan (gouvernorat de Naplouse) manifestent contre la décision de la Cour Suprême israélienne de détruite un réservoir d'eau.

- des habitants de Deir Hanna (district Nord) manifestent devant le conseil local pour exiger un réseau d'eau et d'électricité, des égouts et des routes.

Février, des milliers d'activistes de Gaza lancent le hashtag « Ils ont kidnappé Gaza » pour protester contre la pauvreté, le manque d'eau, le chômage et incriminent le Hamas. 4 août 2023, des habitants de Gaza nord et de Khan Younes manifestent pour exiger de l'électricité et des conditions de vie humaines.

20 février, la section Zeytoun du bloc « Unité ouvrière » de Gaza manifeste pour exiger des égouts et de l'éclairage public pour le quartier de Zeytoun.

28 février, des habitants du Golan occupé manifestent devant le tribunal de Nazareth pour protester contre l'installation de turbines éoliennes qui leur interdit de se rendre sur leurs terres.

21 mai 2023, ils manifestent à Messaada. La police tire à balles réelles.

25 juin, Netanyahu annonce la suspension du projet.

18 avril, des pêcheurs manifestent devant le ministère de l'Agriculture à Beit Dajan (district central) et bloquent les entrées du bâtiment avec des cajots de poissons à l'appel de l'organisation de la pêche maritime pour protester contre les entraves à leur activité locale et l'importation de poissons.

10 mai, des pêcheurs artisanaux manifestent devant le musée maritime de Haïfa contre le congrès « La société souhaite la bienvenue à la réserve », dont ils ont été exclus et envahissent l'espace de la réunion.

Le 22, avec leurs familles, ils bloquent la circulation à Haïfa avec des barques de pêches pour protester contre les restrictions mises au chalutage et aux périodes de pêche.

15 mai, des habitants de Nahf manifestent à l'entrée de Karmiel (district Nord) contre le tracé du train qui menace leur terres.

24 mai, des représentants des comités de quartier, des forces nationales et islamiques et des comités populaires du camp de Bureij (Gaza) exigent l'arrêt de la station d'épuration financée par l'Allemagne à l'est du camp pour des raisons environnementales et sanitaires.

28 août, des habitants manifestent à nouveau contre la station.

3 mars 2023, ils manifestent à nouveau, à l'occasion de la visite d'une délégation allemande responsable du financement du projet.

11 juin, des habitants de Kfar Aqab (district de Jérusalem) manifestent devant l'agence des eaux de Jérusalem pour protester contre les coupures.

25 juin, des habitants de Khidr (gouvernorat de Bethléhem) bloquent la route Jérusalem Hébron pour exiger de l'eau potable.

2 juillet, ils bloquent les routes.

Le 4, ils bloquent la route principale.

26 juin, des habitant.e.s de Beit Sahour (gouvernorat de Bethléhem) manifestent pour exiger de

l'eau potable, coupée depuis plus de deux mois.

1^{er} juillet, des jeunes de Bethléhem manifestent à Al Nachach contre les coupures d'eau.

10 août, des conseils de villages du sud est de Naplouse (gouvernorat de Naplouse) manifestent près de puits de Rujeib pour exiger leurs droits à l'eau.

13 août, des habitants, des élus et des représentants politiques de Nazlat Issa (gouvernorat de Tulkarem) manifestent pour exiger des égouts.

1^{er} septembre, des habitants de Koufradane et Yamour (gouvernorat de Jenine) manifestent contre les coupures d'électricité.

7 septembre, des vendeurs ambulants de Gaza manifestent contre l'interdiction qui leur est faite par le Hamas d'utiliser des micros pour éviter l'anarchie environnementale et préserver la tranquillité.

26 septembre, des habitants de Karm Al Jabali (commune de Taibe, district centre) bloquent la route pour exiger de l'électricité, coupée depuis un mois.

12 octobre, des habitants de Safarine (gouvernorat de Tulkarem) manifestent de nuit contre l'implantation de carrières.

11 et 12 novembre, des habitants de Kfar Sur (gouvernorat de Tulkarem) manifestent contre l'implantation de carrières à Al Kafriyat et bloquent la route.

Le 13, des habitants de Kor et Safarine manifestent. Les maires de Jubara, Al Ras, Kfar Sur, Kor, Kfar Zibad, Kfar Jamal, Kfar Abouch (gouvernorat de Tulkarem) démissionnent pour protester contre l'octroi de licences à des carrières et la transformation de Al Kafriyat, zone agricole, en zone industrielle.

23 septembre 2023, des habitants de Safarine et d'autres villages manifestent à Ramallah.

23 novembre, les parents d'élèves des cinq jardins d'enfants Alikha à Raht (district Sud) font la grève pour protester contre l'absence d'égouts.

5 décembre, une coalition d'ONG manifeste à Ramallah pour la protection de l'environnement.

2023

18 juin, des habitants de Kissan, Al Maniya et Tuqu' (gouvernorat de Bethléem) manifestent contre la décision d'agrandir la décharge de Al Maniya, qui sert aux gouvernorats de Hébron et Bethléem.

16 juillet, des habitants de Isfia (district de Haïfa) manifestent contre l'accaparement de leurs terres.

29 juillet, des employés de la société des eaux et des habitants de Ramallah manifestent contre la diminution du quota d'eau qui leur est affecté pour la société des eaux du gouvernorat de Jérusalem.

30 juillet, des habitants de Gaza manifestent contre les coupures permanentes d'électricité et pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

TUNISIE

2022

1^{er} janvier, des militants de la société civile de Mourredine (délégation de Msaken, gouvernorat de

Sousse) bloquent la route pour protester contre la pollution dégagée par l'entrepôt des déchets italiens.

5 janvier, la chambre criminelle du TPI de Jendouba prononce un non lieu pour les habitants de El Houaidiya en lutte pour leur source des accusations portées contre eux en 2020.

6 janvier, fin de la séance de travail entre les autorités et la société civile de Djerba (gouvernorat de Médenine) après le refus des habitants de Sedouikech (délégation de Djerba Midoun) du maintien de la décharge.

Le 12, échec de la nouvelle réunion de concertation.

15 août, le bureau local de l'organisation Aïn Tounes de Homt Souk (gouvernorat de Médenine) appelle au boycott du mois de la propreté lancé par le ministère de l'Environnement et exige la fermeture de la décharge.

7 janvier, des habitants de Ksar Mezouar (délégation de Béja Nord, gouvernorat de Béja) bloquent la route Bizerte/Béja pour protester contre la coupure d'eau potable depuis deux semaines.

21 février, ils bloquent à nouveau la route. 1^{er} novembre 2023, ils bloquent à nouveau la route.

10 janvier :

- des habitants de Chrichira (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) manifestent contre la coupure d'eau potable.

- des habitant.e.s du quartier Hafr Ettine de Tozeur manifestent contre la pollution de l'eau potable par les eaux des égouts. 6 mai, iels bloquent la route pour protester contre les fuites d'eaux usées.

16 janvier, des habitants de Bouchemma (délégation de Gabès Ouest, gouvernorat de Gabès) manifestent contre les coupures d'eau potable. 11 avril, ils bloquent les entrées de la ville, la RN1 et l'entrée de GCT.

11 septembre, ils manifestent contre la coupure d'eau depuis un mois et contre les émanations toxiques du GCT ayant entraîné des hospitalisations d'habitants. 11 novembre 2023, ils bloquent la RN1.

17 janvier, des étudiants de l'Institut supérieur des arts et métiers de Sidi Bouzid font la grève des cours pour une série de revendications, notamment la fermeture de la décharge avoisinante.

19 janvier, des pêcheurs de Hergla (gouvernorat de Sousse) manifestent pour la réouverture du port.

20 janvier, des agents et des cadres de l'hôpital Hédi Chaker de Sfax manifestent devant le siège de la municipalité pour exiger la collecte des déchets, à l'appel du syndicat de base et de la fédération de la santé de l'UGTT.

12 mars, le président de la chambre des référés du TPI de Sfax déclare que les référés du 7 décembre 2021 visant à trouver une solution provisoire à la crise des déchets seront examinés la semaine suivante par la CA.

2 juin, l'UR de l'UGTT annonce une journée de colère et de grève générale.

Le 16, grève générale « jour de colère » dans le privé et le public, pour une solution aux problèmes des déchets.

Le 22, une réunion entre les gouverneurs, les maires de plusieurs communes et l'ANGED débouche sur la décision de l'ouverture d'une décharge provisoire sur la route du port.

17 novembre, des habitants manifestent devant le gouvernorat suite à l'incendie survenu dans une décharge, à l'appel de l'UR de l'UGTT ; une autre manifestation est appelée le même jour par le syndicat de l'enseignement secondaire qui arrête les cours, les lycéens manifestent. Une autre manifestation a lieu à l'appel de l'UTICA.

31 janvier, des habitants de Smaïria (délégation de Sened, gouvernorat de Gafsa) manifestent contre les coupures d'eau potable.

1^{er} février, des habitants de El Aguila (délégation de Gafsa Sud, gouvernorat de Gafsa) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable.

15 avril, certains sont convoqués par la Garde nationale de Gafsa pour le 18. L'Observatoire Tunisien de l'Eau leur apporte son soutien.

4 février, des paysans sans terre de El Ksab (délégation de Gaafour, gouvernorat de Siliana) commencent un sit-in illimité dans la ferme domaniale El Massir.

Le 11, Jamel et Fethi Jouini, Nouredine Hammami, Sofiane Bouselmi et Ikram Labiadh sont déférés devant le juge de première instance ainsi que Turkia Chaïbi (LTDH et Un Million de femmes rurales) qui les soutient.

17 février, l'ATFD exige l'abandon des poursuites contre des femmes en sit-in et contre Turkia Chaïbi.

Du 23 au 26, des habitants bloquent la route pour exiger la réintégration des ouvriers agricoles licenciés.

4 mars, manifestation de soutien aux paysans sans terre devant le théâtre municipal de Tunis.

Le 10, trois personnes arrêtées sont relâchées. Ikram Labiadh révèle les tortures subies à la prison de Sers. Le procès est renvoyé au 14 avril.

5 août, des habitants de El Aqsab et Lakhouet (délégation de Gaafour, gouvernorat de Siliana) manifestent devant le gouvernorat pour protester contre la décision de l'UR de l'UGTT de restructurer les terres domaniales dans le sens de leur liquidation et de leur gestion contraires à l'intérêt collectif.

26 septembre, des paysans sans terre sont déférés devant la brigade d'investigation de Gaafour suite à une plainte de Boujemaa Maamouri qui loue une ferme à l'OTD, pour atteinte à la propriété privée (à la suite d'un sit in où ils avaient revendiqué leur droit à la terre et suite à une plainte du omda de Laksab. Ils sont libérés le même jour.

18 octobre, des paysans sans terre de Al Adamariya, Henchir Er Roumane à Bou Arada sont convoqués pour le lendemain devant la CA de Siliana pour avoir exigé leur droit à la terre restituée à l'État et exploitée par Boujemaa Maamouri.

8 novembre, des militants de la société civile de Krib, de Laksab et Lakhouat et des petits paysans sans terre manifestent devant le gouvernorat pour le droit à la terre, et exigent la distribution des terres domaniales.

1^{er} décembre, Akram Labiadh est déféré, le 2, Slim Riahi.

8 février 2023, la CA de Siliana prononce un non lieu en leur faveur.

7 février, des habitants de Limaya (délégation de Menzel Chaker, gouvernorat de Sfax) protestent et érigent une tente pour contester le projet de décharge alternative à celle de Agareb, sur leur commune.

8 février, des habitants de Ouled Khalfallah (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) exigent de la délégation des transports ruraux pour briser leur isolement.

10 février, des habitants de Kordia 2 (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) exigent d'être raccordés à l'eau et l'électricité. 28 juillet, ils bloquent l'entrée sud de Haffouz, puis manifestent vers la délégation.

12 février, des habitants de Mdhilla (gouvernorat de Gafsa) protestent contre la coupure d'eau potable depuis trois jours.

2 juin, des femmes retiennent les cars de transport du personnel de la CPG pour protester contre la coupure d'eau.

13 février, des habitants de Gremda (délégation de Sfax Sud, gouvernorat de Sfax) manifestent pour la collecte des déchets, interrompue depuis 150 jours.

14 février, le ministère de l'Environnement annonce avoir conclu un accord avec l'Italie sur le renvoi des déchets importés en Tunisie en 2020.

Le 19, la Tunisie réexpédie en Italie à bord d'un navire turc affrété par les autorités italiennes 213 conteneurs. Le renvoi du reste des conteneurs endommagés par un incendie en décembre fait l'objet de concertations entre les deux pays.

4 janvier 2023, l'ex ministre de l'Environnement est condamné à trois ans d'emprisonnement, un autre responsable est condamné à dix ans et un troisième à quinze ans par contumace.

18 février, des paysans de l'oasis de Douz (gouvernorat de Kebili) manifestent devant le siège de la guidance paysanne pour exiger une solution à la salinité de l'eau d'irrigation.

22 février, des habitants de El Amira 1, Rouabahiya, Gouasmia et Charaïfia (délégation de Cebbala, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant le siège de la délégation pour exiger de l'électricité.

23 février, des éleveurs de Kasserine protestent contre la pénurie et l'augmentation des prix du fourrage

8 mars, des habitants de El Ayoun (gouvernorat de Kasserine) manifestent pour avoir du courant électrique.

10 mars, des habitants de Telmim (délégation de Kébili nord, gouvernorat de Kébili) bloquent la route de Kébili pour exiger le drainage des égouts.

16 mars :

- des militants de la société civile (FTDES, UGTT) de Hajeb El Ayoun (gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le gouvernorat et devant la SONEDE pour protester contre la pollution de l'eau.

27 juillet, ils manifestent devant l'unité des travaux de la SONEDE pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Al Hajjaja (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) manifestent contre une carrière de sable aux émanations toxiques.

28 mars, des habitants de Djerba (gouvernorat de Médenine) manifestent devant la SONEDE pour exiger de l'eau potable.

31 mars, des habitants de Laajama (délégation de Gafsa Sud, gouvernorat de Gafsa) ferment la route de Ras El Kef et Ksar pour exiger de l'eau potable.

4 avril, des habitants de Aïn Melliti (délégation de Teboursouk, gouvernorat de Béja) bloquent la route Béja/Téboursouk pour exiger de l'eau potable.

5 avril, des habitants de Agar Chetaïbia (délégation de Zannouch, gouvernorat de Gafsa) manifestent pour exiger de l'eau potable. 9 octobre, ils manifestent à nouveau.

7 avril, les enseignants des collèges de El Ala (gouvernorat de Kairouan) font un sit-in et une grève des cours pour protester contre la décharge à proximité du collège El Habib.

11 avril, des élèves et leurs parents de Maïzi Chrichira (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent le RN12 pour exiger des transports scolaires.

29 septembre 2023, des habitants de Chrichira bloquent un car pour protester contre l'absence de ramassage scolaire.

14 avril, des habitants de Chouigui, Aïn Targlach, Bouali, Baouaba, Al Nadhour et Almagtaa (délégation de Tébourba, gouvernorat de La Mannouba) bloquent la route Tébourba/Mateur pour exiger de l'eau potable.

15 avril, des habitants de la délégation de Souk Elahad (gouvernorat de Kebili) bloquent la route menant au centre ville pour exiger de l'eau potable.

19 avril, des habitants de Nadhour (délégation de Tabarka, gouvernorat de Jendouba) manifestent devant la SONEDE pour exiger de l'eau potable. 17 mai, ils manifestent avec des habitants de El Houeidiyya et Sidi Askar.

23 avril, des militants environnementaux manifestent devant le théâtre municipal pour exiger la fermeture des unités industrielles polluantes du GCT à Gabès. 5 juin, Stop Pollution manifeste devant le siège du GCT avec la participation de Un million de Femmes Rurales et Les Sans Terre pour exiger l'exécution du décret de 2017 prévoyant la fermeture des unités polluantes du GCT.

17 mars 2023, la campagne « Nous voulons vivre » manifeste à l'occasion du second anniversaire de l'incendie de l'usine d'asphalte qui avait fait 6 morts.

26 avril, des habitants de Enouamer (commune et gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RR87 pour exiger la pose de ralentisseurs.

29 avril, des habitants de Ouadi Khmis à Tébourba (gouvernorat de la Mannouba) manifestent pour exiger la reprise des travaux du réseau d'assainissement, interrompus depuis trois ans.

4 mai :

- des habitants de Aïn Mastour (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Oueslatia/Ksar Lamsa pour exiger de l'eau, coupée depuis deux mois et dénoncer l'état du réseau routier agricole.
- des habitants de Ouled Saïdane (délégation de Balta Bouaouane, gouvernorat de Jendouba) bloquent la route Chaouala et Bousalem pour exiger de l'eau potable.

5 mai, des habitants de El Hamidiyet, Ouled Issa, El Hamaïmiya, El Araïbiya, El Talaïliya (commune de Zouarine, délégation de Dahmani, gouvernorat du Kef) manifestent pour exiger de l'eau potable.

6 mai :

- des éleveurs de la région de Sfax manifestent devant le gouvernorat de Sfax pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage. 8 mai, ils manifestent au niveau de El Hancha.
- des éleveurs de El Alia (gouvernorat de Bizerte) manifestent contre l'augmentation des prix du fourrage.
- des paysans de Boumerdès (gouvernorat de Mahdia) bloquent la route menant à Mehdiya pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage. Idem le 7.
- des paysans de El Jem (gouvernorat de Mehdiya) bloquent la route en trois points pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage. Idem le 7.
- des paysans de Amiret Touazra (délégation de Moknine, gouvernorat de Monastir) bloquent la route de Moknine pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage.
- des paysans de Béni Hassan (délégation de Moknine, gouvernorat de Monastir) bloquent la route pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage.

7 mai :

- des éleveurs de Zouaouine, Aousja et Bajou (délégation de Ghar El Melh, gouvernorat de Bizerte) bloquent la RR69 au niveau de El Arich pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage.
- des paysans de Hebira (gouvernorat de Mehdiya) bloquent la route pour protester contre

l'augmentation des prix du fourrage.

- des paysans de Kerker (délégation de Boumerdès, gouvernorat de Mehdia) bloquent la route pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage.

- 7 mai, la coordination des petits agriculteurs de Ouled Jaballah (délégation de Melloulech, gouvernorat de Mehdia) refuse de vendre le lait aux complexes de Melloulech, puis versent le lait devant le siège du gouvernorat de Mehdia. Ils ferment des magasins de volailles appartenant à ces complexes.

Le 8, ils bloquent la route Mehdia/Sfax. Le 10, ils commencent un sit-in devant Vitalait et bloquent la RR191 pour le deuxième jour d'affilée pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage et exiger la promulgation d'une loi revalorisant le prix de production du lait et des œufs. Ils expulsent également des membres de l'UTAP, estimant qu'ils ne les représentent pas.

Suite à un appel du Président de la République le 11, ils suspendent la grève générale prévue pour le lendemain.

Le 11, la coordination manifeste contre l'augmentation des prix du fourrage.

20 janvier 2023, ils reçoivent de la Via Campesina de l'outillage spécialisé pour faire du fourrage.

9 mai :

- des habitants de El Aouaïnia (délégation de Balta Bouaouène, gouvernorat de Jendouba) bloquent la route Bousalem/Fernana au niveau du barrage Bouhartma pour protester contre le retard pris dans les travaux du réseau d'adduction d'eau potable.

- des paysans de Brahmi (délégation de Bousalem, gouvernorat de Jendouba), de Ben Béchir, de Bulla Regia, de El Azima et de Souk Es Sebt (délégation de Jendouba, gouvernorat de Jendouba) bloquent la route Jendouba/Bousalem au niveau du carrefour de Ben Béchir pour protester contre la hausse des prix du fourrage. D'autres manifestent devant la délégation de Balta Bouaouane.

- des paysans de Ksar Mezouar (délégation de Béja Nord, gouvernorat de Béja) bloquent la route Béja/Nefza pour protester contre l'augmentation des prix des fourrages.

10 mai :

- des paysans de la région de Gabès manifestent devant le gouvernorat pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage.

- des paysans de Moknine (gouvernorat de Monastir) déversent du lait et bloquent la route Moknine/Téboulba pour protester contre l'augmentation des prix du fourrage.

11 mai :

- des paysans de la délégation de Haffouz (gouvernorat de Kairouan) dont les terres sont traversées par le gazoduc manifestent pour exiger un loyer à SERGAZ.

- des habitants de Mornaguia (gouvernorat de la Mannouba) manifestent devant la municipalité pour exiger la collecte des déchets dans tous les quartiers.

16 mai, des habitants de Lgdara (délégation de Sidi Bouzid Ouest, gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

18 mai, des habitants de la route de Sousse à Kairouan bloquent la route pour exiger les dédommagements promis lors de leur expropriation pour construire la route.

19 mai :

- des habitants de Redeyef (gouvernorat de Gafsa) manifestent contre les coupures d'eau depuis des années. Le 23, ils ferment les sièges de la municipalité et de la délégation.

2 juin, des habitants des zones élevées manifestent et font un sit-in dans le siège de la délégation.

26 juin 2023, nouvelle manifestation devant la délégation.

3 et 19 juillet, ils manifestent à nouveau.

- des habitants de Sers (gouvernorat du Kef) manifestent devant les locaux de la délégation et de la

municipalité pour exiger de l'eau potable.

22 mai, des habitants et des activistes de Tozeur manifestent devant le siège du gouvernorat pour dénoncer la pollution due au lavage du phosphate par la CPG dans l'oued Seihli dans la zone de Gouifla.

29 mai, des habitants de Sakiet Ez Zit (gouvernorat de Sfax) bloquent le chemin parallèle à la route de Tunis au centre de Bouassida et brûlent des déchets pour exiger leur collecte.

30 mai 2022 :

- les agents et les cadres des forêts et de la cellule de guidance agricole manifestent devant le siège de la cellule à Oueslatia (gouvernorat de Kairouan) pour protester contre les agressions dont certains ont fait l'objet, perpétrées par des cueilleurs et distillateurs de romarin sans licence, lesquels manifestent avec leurs familles devant le siège de la délégation pour dire que la cueillette et la distillation de romarin sont leur seul gagne pain.

- des habitants de Ksar Hadid (délégation de Siliana sud, gouvernorat de Siliana) bloquent la RR73 pour protester contre les coupures d'eau.

- des habitants de Elmqadil bloquent la RN4 au niveau de Marj Aouam à Bargou (gouvernorat de Siliana) pour exiger de l'eau potable.

31 mai, des habitants de Tounine (délégation de Dhilet Toujane, gouvernorat de Gabès) bloquent la route Tounine/Matmata pour exiger de l'eau potable.

3 juin, des habitants de Elgrine Ouled Zayer (délégation de Chébika, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route Chébika/Haffouz pour exiger de pouvoir exploiter la terre de Henchir Alqasir. Le 17, ils bloquent la RN12.

4 juin, des habitants du Kef manifestent dans les locaux de la SONEDE pour l'eau potable.

7 juin :

- des habitants de Soualem et El Fejj (délégation de Nasrallah, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable, la collecte des déchets et des travaux d'équipements.

- des habitants de Baharna à Khit El Oued (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) se rendent au palais de Carthage pour exiger de l'eau potable. Le 8, le conseiller de la Présidence aux affaires sociales les reçoit.

12 juillet, ils bloquent la RR803 pour exiger de l'eau potable.

14 décembre, ils lancent un appel au secours au président de la République.

- des habitants de Rtiba (délégation de Tekelsa, gouvernorat de Nabeul) bloquent la RR26 pour exiger de l'eau potable jusqu'au 9.

8 juin, des habitants de Aïn Batria (délégation de Zriba, gouvernorat de Zaghouan) bloquent la RR133 pour exiger de l'eau potable et la fin de la marginalisation.

11 juin, la coordination des petits paysans de Jaballah (délégation de Melloulech, gouvernorat de Mehdiya) appelle à un rassemblement le 16 pour savoir où en est l'étude sur le projet d'irrigation dont le résultat aurait du être publié en juin 2021.

12 juin, des habitants et des militants de Jérissa (gouvernorat du Kef) manifestent contre la pollution due à la cimenterie.

14 juin, des habitants de Bou Aïssa (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) et de El Houamid (délégation de Oueslatia) lancent un appel au président de la République pour exiger de

l'eau potable.

20 juin, des habitants et des militants de Mahres (gouvernorat de Sfax) manifestent contre la proposition d'une décharge dans leur ville.

23 juin :

- des habitants de Maizi (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Houta Mbarka, Chomarkhia, Abaydia, Souelmia et Brahmia (délégation de Balta Bouaouène, gouvernorat de Jendouba) bloquent la route entre Bousalem et Fernana pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Chotrana (délégation de la Soukra, gouvernorat de l'Ariana) bloquent la route près de la station d'épuration de l'ONAS pour protester contre la pollution engendrant odeurs et maladies.

26 juin, le Secrétaire général de l'UR de l'UGTT de Nabeul presse le ministère de l'Intérieur d'intervenir pour résoudre la catastrophe environnementale à Korba (gouvernorat de Nabeul), les ordures ménagères s'y accumulant depuis deux mois.

27 juin, des habitants de la route de Menzel Chaker, km 8 (délégation de Sfax Sud, gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour exiger de l'eau potable, coupée depuis un mois. 27 mars 2023, ils bloquent la route pour exiger de l'eau potable, coupée depuis douze jours.

28 juin, des habitants de Aïn Safsaf (délégation de Bir Mcherga, gouvernorat de Zaghouan) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

29 juin, des habitant.e.s de la cité Qouahria de Kasserine bloquent la route principale pour exiger de l'eau potable, coupée depuis cinq jours.

30 juin, des habitants de Mrayhia (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la délégation pour exiger de l'électricité et de l'eau potable.

2 juillet :

- des habitants de Laarich (commune de Zouaouine, délégation de Ghar El Melh, gouvernorat de Bizerte) bloquent la route entre Aousja et Zouaouine en direction de Ghar El Meleh pour exiger de l'eau potable et d'irrigation.
- des habitants de Zghorb (commune de Utique la nouvelle, délégation de Utique, gouvernorat de Bizerte) bloquent la route de Coucou Beach pour exiger de l'eau potable et d'irrigation.
- des paysans de la zone de Ben Béchir (délégation de Souk Es Sebt, gouvernorat de Jendouba) bloquent la RN6 pour exiger de l'eau d'irrigation.

4 et 5 juillet, des agriculteurs de Kalaat Al Andalus (gouvernorat de l'Ariana) manifestent pour l'eau d'irrigation.

Le 5, l'UR de l'Agriculture de l'Ariana contacte le gouverneur.

7 juillet, des habitants de Lakhouat (délégation de Gaafour, gouvernorat de Siliana) bloquent la route pour exiger de l'eau potable. Le 12, ils bloquent la route/Gaafour Siliana pour exiger de l'eau potable.

8 et 9 juillet, des habitants de Khniguet Mogra (délégation de Fahs, gouvernorat de Zaghouan) bloquent la route de Zaghouan pour exiger de l'eau potable, coupée depuis une semaine.

9 juillet, des habitants de Gafsa manifestent devant l'agence régionale de la SONEDE et bloquent la

route pour exiger de l'eau potable pour le jour de l'Aïd.

11 juillet :

- des habitants de Gमित ouest (délégation de Enfidha, gouvernorat de Sousse) manifestent et bloquent la route pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Dharbania (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Khit El Oued (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour exiger des transports ruraux.

13 juillet, des habitants de Bou Salem (gouvernorat de Jendouba) manifestent devant la municipalité pour protester contre le changement de couleur de l'eau potable.

15 juillet :

- des habitants de Kachardia (délégation de El Ala, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route pour exiger de l'eau potable. Le délégué régional au développement agricole de Kairouan annonce la reprise des travaux.

Le 20, ils manifestent et reçoivent l'assurance d'un déblocage pour le lendemain. 29 mai 2023, ils bloquent les routes et les institutions.

- des agriculteurs de Bach Hamba (délégation de Utique, gouvernorat de Bizerte) bloquent la route Tunis/Bizerte pour exiger de l'eau potable et d'irrigation.

17 juillet, des habitants de Takelsa (gouvernorat de Nabeul) bloquent la route de Korbus pour exiger de l'eau potable, absente depuis deux mois.

5 janvier 2023, ils menacent de bloquer les routes en cas de non rétablissement de l'eau potable.

18 juillet, des habitants de Al Msahli (délégation de Chebika, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau potable.

19 juillet, des habitants de la cité SNIT de Kebili bloquent la route Kebili/Mansourah pour exiger le ramassage des déchets de chantiers.

27 juillet, des habitants du gouvernorat de Siliana manifestent devant le gouvernorat pour protester contre la démission des autorités face à l'incendie sur le mont Bargou.

28 juillet, des habitants de Dakhlet Haddaj (délégation de Menzel Bouzaïane, gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la route pour exiger de l'eau potable. 2 août, ils bloquent la route à nouveau.

29 juillet, des habitant.e.s de Maamoura (délégation de Béni Khiar, gouvernorat de Nabeul) manifestent pour protester contre l'implantation d'une retenue d'eau pour protéger la zone des inondations et exigent une étude de ses implications sur l'environnement.

14 août, iels manifestent à nouveau. Le 21, iels manifestent. Le 27, nouvelle manifestation. 9 septembre, le FTDES apporte sa solidarité au sit-in.

1^{er} août, des habitants de El Onk (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) exigent une intervention urgente pour résoudre le problème de la soif.

8 août :

- des habitants de Jebel Trif (délégation de Grombalia, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Grombalia/Mornag pour exiger de l'eau potable.
- des habitants de Al Islah (commune de Tbainia, délégation de Aïn Draham, gouvernorat de Jendouba) exigent des autorités locales l'eau potable de la SONEDE.

10 août, des agriculteurs et des militants de la société civile de Bousalem et Balta Bouaouane (gouvernorat de Jendouba) manifestent devant la délégation de Balta Bouaouane pour protester contre le troisième tronçon du projet de route Bousalem/Algérie qui va nuire aux zones irriguées et à leurs sources de revenus.

14 août, des habitants Al Askaria (délégation de Balta Bouaouane, gouvernorat de Jendouba) manifestent pour exiger de l'eau potable puis contre l'arrestation de quatre jeunes pendant la manifestation.

16 août, des habitants de Douali (délégation de Gafsa Sud, gouvernorat de Gafsa) manifestent place Pasteur pour exiger de l'eau potable.

17 août, des habitants de Aïn Safsaf (délégation de Bir Mcherga, gouvernorat de Zaghouan) bloquent la route Zaghouan/Ben Arous pour protester contre l'absence d'eau potable depuis une semaine.

18 août, des habitants de Rouaïssia (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) lancent un cri d'alarme à cause de l'absence d'eau potable.

20 août, des habitants de Ouled Achour (délégation de Bouhajla, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RR81 pour protester contre la coupure d'électricité depuis trois jours.

23 août, des habitants de Chlelga, Messioua et Misrata (délégation de El Ala, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger de l'eau potable, absente depuis douze ans.

28 août, des habitants de Béni Khiair (gouvernorat de Nabeul) manifestent devant la municipalité contre la pollution de la mer par le déversement de la station d'épuration de la zone de la Mer des Femmes près de la corniche.

30 août :

- des habitants du quartier Mansourah à Kairouan manifestent contre les trous dans la chaussée qui ont entraîné la mort d'un habitant et exigent la réfection du réseau d'égouts.
- des voyageurs bloquent le train Sousse/Tunis à Kalaa Khira (gouvernorat de Sousse) pour exiger de meilleures dessertes.

31 août, le FTDES fait porter aux autorités la responsabilité de la catastrophe environnementale de Menzel Temime (gouvernorat de Nabeul) due au mélange de l'eau aux eaux usées en provenance de la station d'épuration.

1^{er} septembre :

- des habitants de Sedouikech (délégation de Jerba Midoun, gouvernorat de Médenine) manifestent devant la municipalité pour exiger de l'eau potable et l'arrêt du dépôt des déchets à proximité des zones habitées.
- des habitants de Mra'iya (délégation de Menzel Chaker, gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour protester contre la coupure d'eau depuis dix jours.

2 septembre, des habitants du quartier Karkoud à Kairouan manifestent pour faire appliquer la décision du TA enjoignant la municipalité à raccorder leur quartier aux réseaux d'eau et d'électricité.

3 septembre, des habitants de la délégation de Kairouan Sud bloquent la RN2 pour exiger du courant électrique, coupé en raison d'une tempête.

4 septembre, des habitants de Mohammedia (gouvernorat de Ben Arous) bloquent la route pour s'opposer à un projet d'une unité de recyclage des déchets.

5 septembre, des habitants de Thouairia, Ouled Beldia, Ouled Mbarek, Bir Maleh et Souhailiya (délégation de Bouhajla, gouvernorat de Kairouan) exigent le revêtement de 3 km de chemin pour permettre leur désenclavement et le passage des enfants vers l'école ainsi que le renforcement de l'alimentation en électricité.

6 septembre :

- des habitants de Bouhajla (gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN2 pour exiger la pose de ralentisseurs en raison du nombre d'accidents mortels. 6 octobre, des enseignants et des élèves du collège Imam Sahnoun manifestent pour exiger des transports scolaires, des ralentisseurs de vitesse devant l'établissement et une cantine scolaire.

- des habitants des zones de Ziatine et Cap Serrat (délégation de Sejnane, gouvernorat de Bizerte) manifestent en direction du barrage de Ziatine pour exiger de l'eau potable. Ils tentent de fermer le canal qui approvisionne le sud du pays et se heurtent à la Garde nationale.

9 septembre :

- des habitants de Essaïdiya (délégation de Sbikha, gouvernorat Kairouan) bloquent des routes pour exiger la réfection du chemin qui condamne 500 familles à l'isolement.

- des habitants de Aïn Bou Morra (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger de l'eau potable.

14 septembre, des habitants de Ouled Youssef (délégation de Sidi Bourouis, gouvernorat de Siliana) bloquent la route Sidi Bourouis/Siliana pour exiger de l'eau potable.

16 septembre :

- des parents d'élèves de l'école de Sagdoud 2 (délégation de Redeyef, gouvernorat de Gafsa) empêchent leurs enfants d'assister aux cours pour exiger de l'eau dans l'école, absente depuis huit ans. 16 novembre 2023, des habitants de Sagdoud bloquent l'entrée de la ville pour exiger de l'eau potable et la réfection d'un chemin agricole.

- des apiculteurs de Ain Djelloula (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RR99 pour exiger le sucre nécessaire à la nutrition des abeilles en raison de la sécheresse. A l'issue d'une réunion entre le ministère du Commerce et l'Union des agriculteurs, on leur promet qu'on leur vendra ce sucre à 90 dinars les 50kg. Le blocage est levé.

- des parents d'élèves de l'école de El Alia (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) protestent contre l'absence d'eau et de personnel de nettoyage et de gardiennage. 2 mai 2023, des habitants de El Alia appellent le PR à intervenir d'urgence pour résoudre le problème de la soif.

- des habitants de Mraiya (délégation de Menzel Chaker, gouvernorat de Sfax) bloquent la RR81 et érigent une tente de sit-in pour exiger des transports scolaires pour le lycée de Menzel Chaker à 23km.

22 septembre, des habitants de Louabid et Sidi Abdelkefi (délégation de Sfax Ville, gouvernorat de Sfax) bloquent la route Sfax/Gabès pour protester contre le projet d'une décharge provisoire dans leur zone.

23 septembre :

- des habitants de Agareb (gouvernorat de Sfax), le mouvement Manish Msabb et des composantes de la société civile manifestent contre un projet de réouverture de la décharge d'El Gonna, fermée par décision de justice. Le 24, ils manifestent à nouveau et lancent une pétition.

8 juin 2023, le TPI de Sfax 2 condamne à des peines de 4 mois à un an d'emprisonnement plus de 17 militants de Manish Msabb pour atteinte à la liberté du travail et dégradation volontaire de la

propriété d'autrui lors des manifestations de novembre 2021.

- des habitants de Dar El Khrif (délégation de Hajeb El Ayoun, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant le siège de la délégation pour protester contre l'impraticabilité des voies de communication dues aux pluies et leur isolement.

26 septembre, des parents d'élèves de Aïn Zana (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la délégation pour exiger des transports scolaires. 11 octobre, des élèves bloquent la RN12.

28 septembre :

- des éleveurs de bétail de Ain El Bidha (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) manifestent contre les prix du fourrage et le non paiement de leurs produits.

- des habitants de Ghormane (délégation de El Haouariya, gouvernorat de Nabeul) bloquent la RR26 pour dénoncer l'état de la voie desservant leur village, isolé lors des pluies.

- des habitants de Al Ghraba (délégation de El Hencha, gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour protester contre un projet d'implantation de décharge.

2 octobre, des femmes rurales de Jebiniana, Sfax, Tunis, Kairouan et Sidi Bouzid manifestent à Tunis pour la sécurité au travail, une couverture sociale, les salaires et des transports surs. 27 avril 2023, le FTDES organise une journée de solidarité avec les travailleuses agricoles.

24 novembre 2023, des travailleuses agricoles manifestent devant le ministère de la Femme à Tunis pour refuser la politique gouvernementale à l'origine de leurs souffrances (conditions de transports mortelles et de travail).

4 octobre, les propriétaires de terrains de la délégation de Haffouz (gouvernorat de Kairouan) où passe le gazoduc protestent contre les impayés de loyers dus par SERGAZ.

9 octobre, des habitants de Om Elalag (délégation de Sened, gouvernorat de Gafsa) manifestent pour exiger de l'eau d'irrigation pour leurs oliviers.

10 octobre, des habitants de Brama (délégation de Gaafour, gouvernorat de Siliana) manifestent devant le gouvernorat pour exiger de l'eau potable et l'amélioration de leurs conditions sociales.

11 octobre, des parents d'élèves de Aïn El Bidha (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger des transports scolaires.

19 janvier 2023, des élèves bloquent la RN3. La circulation est rétablie suite à la promesse d'une séance de concertation. 4 février, ils bloquent la RN3.

13 octobre :

- des habitants et des élèves de Ouled Ameer (délégation de Kondar, gouvernorat de Sousse)

bloquent la route de Kairouan pour exiger des transports scolaires pour se rendre dans les lycées.

- des habitants de Bir Lahmar (gouvernorat de Tataouine) manifestent pour exiger le retour de l'eau potable.

15 octobre, des habitants de El Mahasen (délégation de Nebeur, gouvernorat du Kef) bloquent la RN78 pour exiger de l'eau potable, absente depuis trois semaines

18 octobre, des habitants de Draa Karouia (délégation de Kairouan Nord, gouvernorat de Kairouan) bloquent la ceinture de Kairouan pour exiger des solutions aux accidents routiers.

21, 22 et 23 octobre, des agriculteurs du gouvernorat de Kebili bloquent la RN16 dans la délégation de Kebili Nord pour exiger que prix minimum du kilo de deglet nour soit de 4000 millimes le kilo.

24 octobre, des habitants de Bir Essabil (délégation de Kairouan Sud, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN2 pour exiger la réfection du chemin desservant Himad Al Medina, El Hammam et El Frajnia.

5 novembre, des militants de la société civile et des habitants des cités Ghazala, Riyadh, El Andalous, la petite Ariana (délégation de l'Ariana Nord, gouvernorat de l'Ariana) manifestent près du Technopole de Ghazala contre les émanations menaçant leur santé, la zone de Raouad étant un lac d'eaux usées en raison de la décrépitude de la station d'épuration de Chotrana.

8 novembre, des élèves de Jebel Rihane (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route de Oueslatia et un car de ramassage scolaire pour protester contre les retard du car. La garde nationale intervient.

9 novembre, des habitants de Al Zouaid (délégation de Menzel Chaker, gouvernorat de Sfax) bloquent la RR menant à Gremda, pour refuser la proposition de remise à niveau de la décharge provisoire dans leur zone. Le gouverneur décide de suspendre le projet.

16 novembre, des habitants du quartier Brahmia (délégation de Sidi Bouzid Ouest, gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent l'entrée du quartier pour exiger la réfection des rues du quartier.

23 novembre, des usagers du métro léger le bloquent au niveau du Passage à Tunis pour protester contre la dégradation des infrastructures et les retards à répétition.

1^{er} décembre, l'Association tunisienne de prévention des accidents de la route manifeste à Aïn Snoussi (délégation de Amdoun, gouvernorat de Béja) en souvenir de l'accident qui avait fait 30 victimes en 2019.

3 décembre, des habitants et des militants de Nabeul manifestent contre l'abattage des chiens errants et pour des solutions alternatives.

6 décembre, des habitants de Serdiana, Chkafiya, Sidi Messoud et El Aouaied (délégation de Sbikha, gouvernorat de Kairouan) manifestent contre la création d'un réservoir d'eau qui va assécher la nappe phréatique et réduire à zéro leurs récoltes et dont l'eau est destinée à d'autres zones.

15 décembre, des agriculteurs de l'oasis de Douz (gouvernorat de Kebili) manifestent pour exiger le rétablissement du courant électrique coupé depuis trois mois.

19 décembre, des habitants de Sidi Abdelhamid (gouvernorat de Sousse) bloquent la route pour protester contre l'absence de réponse du conseil municipal à leur revendication de ralentisseurs de vitesse.

25 décembre, des habitants de El Metbasta (délégation de Kairouan Nord, gouvernorat de Kairouan) bloquent la route principale pour protester contre la négligence des autorités face aux émanations et aux fumées permanentes émises par le sol.

28 décembre, des habitants de Bir Salah (délégation de El Hencha, gouvernorat de Sfax) manifestent pour exiger de l'eau potable.

30 décembre, des petits paysans manifestent devant le gouvernorat de Mehdiya pour dénoncer la catastrophe au sein du bétail et exiger la souveraineté alimentaire.

2023

2 janvier :

- des habitants de la cité Ouled Chelbi à Sidi Bouzid lancent un SOS concernant le déversement des eaux usées en provenance de l'abattoir et d'entreprises.
- des habitants de la cité Intilaka à l'Ariana manifestent pour exiger des transports publics, absents pour cause de grève.

6 janvier, des habitants de Lamayem (délégation de Fahs, gouvernorat de Zaghouan) manifestent pour l'amélioration des transports scolaires.

11 janvier, des retraités manifestent à Tunis contre la cherté de la vie et l'augmentation des tarifs, notamment d'eau et d'électricité.

23 janvier, des parents d'élèves de El Houfia sud (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) exigent un ramassage scolaire. 13 février, ils bloquent la RN 12.

24 janvier, des enseignant.e.s de la délégation de Kairouan Sud (gouvernorat de Kairouan) signent une pétition suite au refus de véhicules de transport rural de les conduire sur leurs lieux de travail.

25 janvier, des habitants de Lassaya à Markez Mosbah (délégation de El Hencha, gouvernorat de Sfax) bloquent la RN119 pour exiger de l'eau.

26 janvier, des élèves de Dar Belouaer (délégation de Enfidha, gouvernorat de Sousse) bloquent la route pour exiger des transports ponctuels et suffisants.

29 janvier :

- des habitants de Aïn El Bidha (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN3 pour exiger la pose de ralentisseurs, à la suite d'un accident supplémentaire.
- des habitants de Ghannouche (gouvernorat de Gabès) bloquent les voies ferrées pour protester contre une coupure d'eau potable.

31 janvier, des habitants du lotissement Laroussi 2 (délégation de Kairouan Sud, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la SONEDE pour exiger de l'eau potable.

3 février, des parents et des élèves de Ezzorg à Chrichira (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) séquestrent un car de ramassage scolaire pour protester contre l'absence de ramassage scolaire.

4 février, des habitants et des élèves de Ouled Khelif (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) protestent contre les retards des transports scolaires.

20 février, des habitants de Chorfine (délégation de Menzel Bouzelfa, gouvernorat de Nabeul) manifestent devant la délégation régionale du développement agricole pour exiger de l'eau potable.

22 février, des habitant.e.s de Bhirine (délégation de Bargou, gouvernorat de Siliana) bloquent la RL719 pour protester contre la mise en place d'une unité de mise en bouteille d'eau minérale et protester contre l'arrestation de 4 personnes la veille.

Le 23, des habitant.e.s de Sadka, Bhirine et Aïn Boussaïdia manifestent devant le TPI de Siliana pour exiger la libération des manifestants arrêtés.

8 mars 2023, des habitants de Bhirine manifestent. 17 personnes sont arrêtées, 13 sont remises en liberté et 4 sont déférées. L'audience est attendue pour le 16 mars. Chefs d'inculpation : adhésion à un groupe en vue d'attenter au calme public et entrave à la liberté du travail.

Les 10 et 11, des habitant.e.s manifestent pour exiger la libération des personnes arrêtées. Le 16, le TPI de Siliana remet en liberté quatre personnes, dans l'attente de leur procès. Un million de Femmes Rurales et les paysans sans terre manifestent devant le tribunal.

13 juillet, conférence de presse des habitant.e.s. La plainte des habitants devant le TA est repoussée à décembre.

Le 21, des habitants et des paysans manifestent devant le théâtre de Tunis pour exiger le droit à l'eau.

27 février :

- des habitants de Nahala (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) manifestent devant la délégation pour exiger des transports scolaires.
- des habitants de Segdel (délégation de Souk Jdid, gouvernorat de Sidi Bouzid) protestent contre les coupures d'eau.

6 mars, des habitants de Jeraïdia et des parents d'élèves des écoles de Oum Ladham El Omma, Qataïfia et Qumandia (délégation de Sidi Bouzid Ouest, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant le gouvernorat contre l'augmentation des tarifs de ramassage scolaire et le non respect du nombre de voyageurs autorisé.

13 mars, des habitants de Lazireg (délégation de Jelma, gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau, absente depuis deux ans.

27 mars, des habitants de Bir Mellouli (délégation de Menzel Chaker, gouvernorat de Sfax) bloquent la route pour exiger de l'eau potable.

30 mars, des habitants de Al Jabbarna (délégation de Agareb, gouvernorat de Sfax) bloquent la RR119 pour protester contre l'absence d'eau depuis deux semaines.

31 mars :

- des habitants du lotissement Ben Khiria (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) ferment le siège de la SONELGAZ pour exiger du courant électrique.
- des habitants de Mizi (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour protester contre la coupure d'électricité.

20 avril, des agriculteurs des zones irriguées de Sidi Sehili (délégation de Béja Sud, gouvernorat de Béja) manifestent devant la délégation du développement agricole et devant le gouvernorat pour protester contre l'absence d'eau d'irrigation et les pertes de récoltes.

22 avril, des habitants, des militants et des élus manifestent à Kelibia (gouvernorat de Nabeul) pour dénoncer l'état de la ville suite à la fermeture de la décharge de Oued Limam.

5 mai, les habitants de Kerker (délégation de Bou Merdès, gouvernorat de Mehdiya) remportent une victoire après un combat d'une dizaine d'années contre une entreprise utilisant de l'hexane pour le trituration des grignons d'olives ; cette dernière doit utiliser d'autres méthodes.

10 mai, des habitants de la cité Sultan à Grombalia (gouvernorat de Nabeul) manifestent et bloquent la RN1 pour exiger de l'eau potable.

11 mai, des habitants de la Mornaguia (gouvernorat de la Mannouba) manifestent pour exiger la collecte des déchets.

19 mai, des habitants du lotissement El Hana (délégation de Chebika, gouvernorat de Kairouan) exigent le rétablissement du courant électrique.

26 mai, des habitants de Halba à Tozeur manifestent contre les émanations toxiques de la station d'épuration.

29 mai, des habitants de Bhar Lazreg (délégation de La Marsa, gouvernorat de Tunis) manifestent pour exiger la fin de la pollution due à l'oued qui traverse le quartier.

29 mai, des habitants de Sakiet Ezzit (gouvernorat de Sfax) bloquent une route pour dénoncer la crise des déchets.

9 juin, des paysans de la zone de Ouled Zaier (délégation de Chébika, gouvernorat de Kairouan) et de Charichira (délégation de Haffouz) exigent du ministre de l'Agriculture une solution à la question des sangliers et exigent d'être autorisés à les chasser pour sauver leurs cultures et horticultures.

16 juin, des habitants de Ouled Sidi Tlil, Al Hiria, Bir El Bey, Oum Al Adham 2 (délégation de Sidi Bouzid ouest, gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent devant la délégation pour exiger la réfection d'un chemin menant à l'école primaire et aux dispensaires et celle du chemin menant à Sidi Bouzid, impraticables.

19 juin, des propriétaires de camions citernes manifestent devant le siège du gouvernorat de la Manouba pour exiger l'organisation de la profession de la vente d'eau réalisée par plus de 600 camions.

24 juin, des habitants de El Maïra (délégation de Takelsa, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route menant à Korbous pour exiger de l'eau potable.

25 juin, des habitants de Hammam Chott (gouvernorat de Ben Arous) et des membres du Croissant Rouge et des Scouts tunisiens manifestent contre la pollution de la mer dans le cadre de la campagne « Rendez-nous la mer ».

29 juin, des habitants de Itizaz (délégation de Menzel Bouzaiane, gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RN14 pour protester contre la coupure d'eau.

3 juillet :

- poursuite depuis deux mois du sit-in dans une tente des habitants de Ouled Amor (commune de Al Messaïd, délégation de El Ala, gouvernorat de Kairouan) devant le réservoir d'eau pour exiger de l'eau potable.

- des habitants de Bouderies (délégation de Foussana, gouvernorat de Kasserine) manifestent pour exiger de l'eau potable.

11 juillet :

- des habitants Ouled Ben Brick (délégation de Tébourba, gouvernorat de la Mannouba) manifestent pour exiger leur raccordement au réseau d'eau potable et celui de l'école Aïn Karma de Lansarine.

- des habitants de Baddar (délégation de Takelsa, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Takelsa/Menzel Bouzelfa, pour protester contre la coupure d'eau.

12 juillet :

- des agriculteurs de Badrouna et Sidi Smaïl et des représentants des coopératives de Bou Salem (gouvernorat de Jendouba) manifestent devant la station de pompage de Badrouna pour exiger leur part d'eau d'irrigation.

- des habitants de Balta (gouvernorat de Jendouba) font un sit-in illimité au siège de la SONEDE de Bou Salem pour protester contre la coupure d'eau.

17 juillet, des propriétaires de camions citernes manifestent devant la station de pompage de Mahrès (gouvernorat de Sfax) pour protester contre l'impossibilité de s'approvisionner.

18 juillet, des habitants de Sidi Bennour et Nassaïbia (délégation de Nadhor, gouvernorat de Zaghuan) manifestent devant la délégation pour exiger de l'eau potable.

20 juillet, des habitants de la délégation de Sidi Bouzid Ouest (gouvernorat de Sidi Bouzid) bloquent la RN3 pour exiger de l'eau et de l'électricité.

21 juillet, des paysans de la zone de Zaga (délégation de Nefza, gouvernorat de Béja) bloquent la route Nefza/Ouchtata pour exiger de l'eau d'irrigation.

23 juillet, des habitants de la cité Zouhour à Sousse bloquent la route principale pour protester contre les coupures d'électricité.

24 juillet, des habitants de la cité Bourgi à Kairouan manifestent devant les locaux de la SONEDE pour exiger de l'électricité. 12 septembre, des femmes de Tibbane à la cité Bourgi manifestent devant le gouvernorat pour exiger de l'eau et de l'électricité, absents depuis 8 ans.

26 juillet :

- des habitants de Boussaada (délégation de Béja nord, gouvernorat de Béja) bloquent la RR52 pour protester contre l'absence d'eau potable depuis plus d'un mois.
- des habitants de Bir El Haffey (gouvernorat de Sidi Bouzid) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité.
- des habitants de Maloula (délégation de Tabarka, gouvernorat de Jendouba) bloquent la route menant au poste frontière pour exiger de l'eau potable.

28 juillet, des habitants de la délégation de Sbeïtla (gouvernorat de Kasserine) signent une pétition pour exiger l'accès au courant électrique.

31 juillet, des habitants de Karia (délégation de Sidi Aïch, gouvernorat de Gafsa) bloquent la route Sidi Aïch/Sidi Ali Ben Aoun pour exiger de l'eau potable.

31 juillet et 1^{er} août, des habitants de Sebaï (délégation de Sakiet Eddaier, gouvernorat de Sfax) bloquent la route Sfax/Mehdia pour protester contre les coupures d'eau.

1^{er} août :

- des habitants de Chouafeiyia (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour exiger que leurs puits soient raccordés au réseau électrique à haute tension, leurs vergers (abricots) ayant été endommagés, faute d'eau d'irrigation.
- des habitants de la délégation de Bizerte Nord (gouvernorat de Bizerte) bloquent la route Béchateur/Cap Angela pour protester contre l'absence d'eau potable.

3 août, des habitants de Zaaroura (délégation de Béja Sud, gouvernorat de Béja) manifestent pour exiger de l'eau potable.

5 août, des habitants de El Jem (gouvernorat de Mehdiya) bloquent l'autoroute pour exiger de l'eau potable.

11 août, des habitant.e.s de Sidi Mohammed (délégation de Ain Draham, gouvernorat de Jendouba) manifestent sur la RN17 pour exiger de l'eau potable. Le 21, iels bloquent la RN17 pour exiger de l'eau potable et des services de santé.

17 août, des habitants de El Hasaisiya et de Jouichet (délégation de Makthar, gouvernorat de Siliana) bloquent la RN4 pour exiger de l'eau potable.

12 septembre, des habitants de Bir El Ousfane (délégation de Bouhajla, gouvernorat de Kairouan) protestent contre la coupure de l'électricité et des paysans déversent le lait perdu devant leurs exploitations.

15 septembre, des parents d'élèves de l'école primaire de Bouchiha 1 à Saïda Ouled Moussa (délégation de Regueb, gouvernorat de Sidi Bouzid) boycottent la rentrée scolaire en raison du risque d'écroulement des classes et des débris dans la cour.

19 septembre, des habitants de Latrach (commune de Sidi Jedidi, délégation de Hammamet, gouvernorat de Nabeul) bloquent la route Latrach/Bir Bouregba pour exiger de l'eau potable, absente depuis 10 jours.

21 septembre, des habitants de El Afsat (délégation de Ksour, gouvernorat du Kef) bloquent la route Ksour/Rouhia pour exiger de l'eau potable.

28 septembre, des petits paysans de Jendouba manifestent contre la décision de couper l'eau d'irrigation à tous les paysans jusqu'à ce que certains retardataires aient fini de payer leurs dettes.

29 septembre, des habitants de Sharishira (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) bloquent un car de ramassage scolaire pour protester contre l'absence de ramassage scolaire.

2 octobre, des parents d'élèves des zones de Mergueb et Wissaiya (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) bloquent la RN12 pour protester contre le retard du ramassage scolaire qui conduit les élèves à Oueslatia.

2, 3 et 4 octobre, les cours de l'école de Aïn El Ghorab (délégation de Haffouz, gouvernorat de Kairouan) sont à l'arrêt à cause de l'absence de ramassage scolaire, les parents de Rouwaissia empêchant leurs enfants de se rendre à l'école en raison de la distance à franchir.

2 et 3 octobre, des parents d'élèves de la zone de Dhaybia (délégation de Enfidha, gouvernorat de Sousse) bloquent la route pour exiger un ramassage scolaire.

5 octobre, des parents d'élèves de l'école primaire de Sidi Amara (délégation de Oueslatia, gouvernorat de Kairouan) empêchent les élèves d'y rentrer en raison de l'absence d'entretien de l'école, faute d'agent, depuis 2018.

7 octobre, des habitants de Sidi Saïdane (délégation de Enfidha, gouvernorat de Sousse) confisquent le car de la compagnie du Sahel pour exiger que les enfants soient ramenés à la maison à midi pour déjeuner.

9 octobre, des habitants de Jamamliya (délégation de Kairouan Nord, gouvernorat de Kairouan) manifestent pour exiger de l'eau potable et de l'électricité.

9, 10 et 11 octobre, des habitants de Ltaifiya (délégation de Fernana, gouvernorat de Jendouba) font un sit-in pour exiger de l'eau potable.

19 octobre, des agriculteurs des périmètres irrigués de Monastir manifestent devant le siège du gouvernorat pour exiger de l'eau d'irrigation pour leurs légumes verts.

23 octobre, des habitants de l'avenue de la liberté à Médenine bloquent la route pour exiger de l'eau potable, coupée depuis plus de trois mois. 6 novembre, ils bloquent à nouveau la rue. Le personnel de l'école du quartier Zitouni fait grève le matin.

26 novembre, des habitants et des militants de Hammamet (gouvernorat de Nabeul) manifestent devant la municipalité contre le déversement des égouts dans la mer.

28 novembre, les habitants de Ouled Amor (délégation de Maktar, gouvernorat de Siliana) pour exiger de l'eau potable, soutenus par le FTDES.

YÉMEN

2022

11 janvier, des habitants des districts de Musaymir et Al Milah (gouvernorat de Lahij) manifestent pour la fermeture de la centrale à charbon qui alimente une cimenterie. Des militaires tirent. 8 février 2023, ils manifestent devant la Société nationale des ciments.

15 janvier, des habitants de Raseb (district de Sah, gouvernorat de Hadramaout) manifestent devant la société pétrolière Petro Masila (chargée de l'alimentation en eau des populations) contre la coupure d'eau depuis six mois.

14 et 15 février, des tribus armées bloquent la route à des miliciens houtis dans le district de Al Hazm (gouvernorat de Al Jawf) pour protester contre la coupure de courant qui menace leurs récoltes.

12 mars, des habitants de Sanaa manifestent devant le ministère de l'Environnement et des Eaux pour exiger de l'ONU et des organisations humanitaires internationales d'intervenir pour exiger de la coalition de permettre aux navires de carburant de décharger leurs cargaisons.

18 mars, des habitants des districts de Al Mukalla et Sayoun (gouvernorat de Hadramaout) manifestent pour exiger de l'électricité.

23 mars, des habitants du district de Khormaksar (gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger de l'eau et de l'électricité et contre la corruption.

2 avril, des habitants de Al Mukalla (gouvernorat de Hadramaout) manifestent pour exiger de l'électricité et contre la cherté de la vie.

Le 3, ils investissent le siège de la radio.

4 mai, ils manifestent pour exiger de l'eau potable et bloquent la voie. 5 et 6 juin, ils bloquent les routes pour exiger de l'électricité et de l'eau et bloquent l'accès à la société pétrolière et au port. Le 15, ils continuent de bloquer les routes. 1^{er} juillet, ils manifestent de nuit pour exiger de l'électricité et bloquent les routes.

5 avril, des jeunes de Al Rayda Sherkiyya (gouvernorat de Hadramaout) bloquent la route côtière pour exiger de l'électricité.

26 mai, des habitants de Shihr (gouvernorat de Hadramaout) manifestent contre la dégradation des services publics et les délestages.

23 juin, ils manifestent devant le siège de l'autorité locale pour exiger de l'électricité et le blocage des prix des produits alimentaires. Le 24, ils bloquent la voie principale pour exiger de l'électricité. 7 mai 2023, ils manifestent contre les délestages.

19 juin, des habitants de Chab El Aidarus (district de Krater, gouvernorat de Aden) manifestent devant la compagnie générale des eaux pour exiger de l'eau potable. 15 septembre 2023, des habitants de Jebel Aïdarous manifestent pour exiger de l'eau et bloquent la route au niveau du cimetière de Alqatia.

20 juin, des habitants de Khourmaksar (gouvernorat de Aden) bloquent les routes pour protester contre la dévaluation de la monnaie locale, la détérioration du niveau de vie et exiger de l'eau et de l'électricité.

21 et 22 août 2023, des habitants de Khourmaksar manifestent pour exiger de l'électricité. Trois manifestants sont blessés par balles.

21 juin :

- des habitants de Taz manifètent devant la société d'électricité pour exiger du courant, la remise en service des générateurs de Mokha et de Ouseyira et contre les tarifs pratiqués par les générateurs privés.

17 octobre, des fonctionnaires de la société d'électricité et des jeunes de partis politiques manifestent devant le siège du pouvoir local provisoire.

Le 29, nouvelle manifestation.

3 décembre, des milliers d'habitants manifestent pour l'eau potable, l'électricité et des égouts.

23 mars 2023, des habitants manifestent avec des bougies à l'occasion de la première veillée du ramadan pour exiger de l'électricité, absente depuis huit ans. 7 octobre 2023, ils manifestent devant le générateur de Ouseyira pour exiger sa mise en service, interrompue depuis huit ans.

- des habitants de Cheikh Othman (gouvernorat de Aden) bloquent la route de Al Mansourah pour exiger de l'électricité.

12 juillet 2023, ils manifestent à nouveau. Le 19, des champions sportifs manifestent pour exiger de l'électricité. 21 août, des habitants manifestent.

11 juillet, des habitants de Bir Ahmed (district de Bureiqa, gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger de l'eau potable, coupée depuis plusieurs semaines.

16 juillet, des habitants de Al Roudha (gouvernorat de Shabwa) manifestent devant le siège du gouvernement pour exiger de l'électricité.

27 juillet, des habitant.e.s de Qaataba (gouvernorat de Ad Dali) manifestent pour exiger de l'eau à un tarif abordable.

5 et 15 septembre, ils manifestent à nouveau. 20 décembre, des femmes manifestent.

21 août, des habitants de El Hodaida manifestent pour dénoncer l'interdiction par la coalition au navire chargé de mazout de décharger, empêchant l'approvisionnement en électricité.

15 septembre, des paysans de Wadi Kabir (district de Sabir, gouvernorat de Lahij) manifestent pour exiger de l'eau d'irrigation et la destitution des corrompus.

2 octobre, des habitants de Al Rawda (district et gouvernorat de Al Bayda) manifestent contre les menaces planant sur leurs terres et la corruption.

26 octobre, des agriculteurs de Al Qurayat (district de Zanjibar, gouvernorat de Abyan) manifestent contre la construction d'un centre religieux, la modification des canaux d'irrigation et l'altération des terres agricoles.

27 octobre, des habitants de Bir Fadel (district de Mansourah, gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger le raccordement à l'électricité.

3 septembre 2023, ils manifestent contre les déchets toxiques de la centrale électrique de Hara.

12 décembre, des habitants de Lawder (gouvernorat de Abyan) manifestent pour l'eau, l'électricité, la collecte des déchets et contre la corruption.

2023

13 février, des habitants du district de Radum (gouvernorat de Shabwa) manifestent pour l'amélioration des services d'eau, d'électricité et de santé et pour l'embauche dans le site gazier de Balhaf.

19 février, des habitants de Al Oyoun (district de Ghayl Bawazir, gouvernorat de Hadramaout)

manifestent contre la pollution due à une cimenterie et exigent l'amélioration des services.

4 mars, des agriculteurs manifestent devant le TPI de Zinjibar (gouvernorat de Abyan) où ils ont porté plainte et ils exigent la restitution de leurs terres et des puits détruits.

14 mars, des habitants de Raboua et Mshijj (district de Radfan, gouvernorat de Lahij) manifestent pour exiger de l'électricité, coupée depuis un an.

7 mai, des habitants de Qalansiya (gouvernorat de Socotra) manifestent pour exiger de l'électricité.

13 juin :

- des habitants de Rachid (district de Khormakser, gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger du courant électrique et des égouts.

- des habitants de Kriter (gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger du courant électrique. 13 juillet, ils manifestent à nouveau. 6 août, ils manifestent devant Al Maachik, la résidence présidentielle, pour exiger de l'eau potable, de l'électricité, des égouts et des emplois.

19 juin, des habitants de Ghayl Bawazir (gouvernorat de Hadramaout) manifestent contre la détérioration des services de l'électricité.

20 juin, le conseil du campus universitaire de Aden appelle à une manifestation contre la coupure d'eau permanente et pour la réfection du réseau électrique le 21.

26 juin, des habitants de Saber (district de Tuban, gouvernorat de Lahij) manifestent sur la route Aden/Lahij pour protester contre les coupures d'électricité.

11 juillet :

- des habitants de gouvernorat de Hadramaout manifestent pour exiger du courant électrique.

- des habitants de Zinjibar (gouvernorat de Abyan) manifestent pour exiger de l'électricité. Le 16, ils manifestent à nouveau et exigent le départ du gouverneur. Le 20, ils manifestent à nouveau. 19 août, ils manifestent pour exiger de l'électricité et contre la cherté de la vie.

12 juillet :

- des habitants du gouvernorat de Lahij manifestent contre les délestages.

- des habitants de Al Mansoura (gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger de l'électricité et protester contre la cherté de la vie. 21, 22 et 23 août, ils manifestent à nouveau.

24 octobre, des habitants manifestent et bloquent la rue pour exiger de l'électricité.

13 juillet, des habitants de Al Maala (gouvernorat de Aden) bloquent des routes pour exiger de l'électricité. 15, 16, 21 et 23 août, ils manifestent pour exiger de l'électricité et de meilleures conditions de vie.

20 juillet :

- des habitants de Al Houta (gouvernorat de Lahij) manifestent pour exiger de l'électricité. Les 19 et 23 août, ils manifestent à nouveau et bloquent les routes.

- des habitants du district de Tuban (gouvernorat de Lahij) manifestent pour exiger de l'électricité.

5 et 6 août, des habitants de Saber (district de Tuban, gouvernorat de Lahij) manifestent pour exiger de l'électricité.

6 août, des habitants de Nichtoun (district de Al Ghaydah, gouvernorat de Al Mahra) manifestent pour exiger de l'électricité et de meilleures conditions de vie et sont brutalement frappés.

14 août, des habitants de Al Mahra manifestent devant le gouvernorat pour exiger de l'eau et de l'électricité.

19 août, des habitants de Jaar (district de Khanfar, gouvernorat de Abyan) manifestent pour exiger de l'électricité et contre la cherté de la vie.

22 août, l'entreprise d'électricité de Aden annonce une diminution des heures de coupures de courant.

24 août, des habitants bloquent la route Lahij /Aden pour exiger de l'électricité.

3 et 4 septembre, des habitants de Dhabab, Ankaba et Talouq (district de Dhabab, gouvernorat de Taz) manifestent contre un projet de forage qui mènera la zone à la désertification et l'émigration.

1^{er} octobre, des habitants de Ouadi Adim et Al Mansoub (district de Shamayatayn, gouvernorat de Taz) et de Al Maqatira (gouvernorat de Lahij) manifestent à Turbah contre les eaux usées polluantes.

15 octobre, des habitants de Khourmaksar (gouvernorat de Aden) manifestent pour exiger de l'eau potable.

30 octobre, des habitants de Aden manifestent pour exiger du courant électrique.

Luiza Toscane, 6 mars 2024

GLOSSAIRE :

AADL : Agence nationale de l'Amélioration et du Développement du Logement

ADDHM : Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc

ATFD : Association Tunisienne des Femmes Démocrates

AMDH : Association Marocaine des Droits Humains

AMDOC : Association Marocaine de Défense et d'Orientation des Consommateurs

ANGED : Agence Nationale de Gestion des Déchets

APC : Assemblée Populaire Communale

BP : British Petroleum

CA : Cour d'Appel

CDT : Confédération Démocratique du Travail

CHU : Centre Hospitalier Universitaire

CMDH : Centre Marocain des Droits de l'Homme

CPG : Compagnie des Phosphates de Gafsa

CR : Comité de Résistance

EDL : Électricité du Liban

FDT : Fédération Démocratique du Travail

FDS : Forces Démocratiques Syriennes

FTDES : Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux

GCT : Groupe Chimique Tunisien

FINUL : Force Intérimaire des Nations Unies au Liban

FNP : Fédération Nationale des Pêches

FSR : Forces de Soutien Rapides

GAV : Garde à Vue

IRA : Initiative pour la Résurgence du mouvement Abolitionniste

LTDH : Ligue Tunisienne de Défense des Droits de l'Homme

ODT : Organisation Démocratique du Travail

ONAS : Office National de l'Assainissement

ONEE : Office National de l'Électricité et de l'Eau

OTD : Office des Terres Domaniales

RADEEJ : Régie Autonome intercommunale de Distribution d'Eau, d'électricité et de gestion d'Assainissement liquide des Provinces d'El Jadida et de Sidi Bennour

RN : Route Nationale

RR : Route Régionale

RSF : Rapid Support Force

SERGAZ : société de Service du GAZoduc trans tunisien

SNDE : Société Nationale d'Eau

SNIT : Société Nationale Immobilière de Tunisie

SONEDE : Société Nationale d'Exploitation et de Distribution de l'Eau

SONELGAZ : Société Nationale de l'Électricité et du GAZ.

SPS : Syndicat Populaire des Salariés

SSRM : Société Soudanaise des Ressources Minérales

STE : Société Turque d'Électricité

TPI : Tribunal de Première Instance

UGTT : Union Générale Tunisienne du Travail

UMT : Union Marocaine du Travail

UNTM : Union Nationale des Travailleurs du Maroc

UR : Union Régionale

UTAP : Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche

UTICA : Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat